lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE - PARAIT LE MARDI - N° 86 - SEMAINE DU 22 au 28 AVRIL 1970 - PRIX : 2 F

laisser passer la loi scélérate

c'est laisser baillonner la classe ouvrière

courrier des lecteurs

A propos des grèves de la faim CFDT

Chers Révolutionnaires « Professionnels »,

Vous prétendez vous référer à « Marx », mais je pense, quant à moi, que vous vous inspirez à en juger les tracts jésuitiques que vous ventilez aux portes des usines de la S.N.I.A.S. à Ignace de Loyala.

En parlant de la grève de la faim lancée par des militants C.F.D.T. (Bouguennais), vous dites que celle-ci a incité les syndicats à déclencher une grève pour la pré-retraite. Vous dites que la C.G.T. a qualifié cette grève de la faim de « publicitaire » (ce qui est bien possible, ajoutez-vous). Joli tour de passe-passe de votre part, tout en reconnaissant un certain mérite aux militants C.F.D.T.

Vous arrivez quand même à tomber d'accord avec les staliniens de la C.G.T., c'est une opération « publicitaire ». C'est pousser un peu loin l'esprit de chapelle et de publicité que de se priver de nourriture, et détériorer sa santé, ne trouvez-vous pas ? Un petit coup de pied à droite, à gauche, curieuse manière de faire progresser le mouvement ouvrier.

Vous ajoutez dans ce tract « bête et méchant » : voilà les syndicats encore divisés pour de mesquins intérêts de boutique. Vous ne manquez pas d'audace, à part les crocs en jambes et les surenchères entre les divers groupes Troscard, A.J.S., Rouge, Lutte Ouvrière, etc., l'unité chez les troscard est en marche. Pour ce qui est de « sceller » la vérité (théories léninistes sur la courroie de transmission parti syndical) dans ce domaine, on peut vous faire confiance.

Lors des dernières grèves à Sud Aviation Toulouse, vous avez affirmé dans l'un de vos tracts que les « directions syndicales » n'ont jamais appelé les travailleurs à la grève illimitée, c'est absolument faux, car les « directions » F.O. et C.F.D.T. ont tout mis en œuvre pour que la grève générale ait lieu.

Ce sont vos frères ennemis marxistes-léninistes comme vous d'ailleurs, qui ont tout fait pour briser cette grève illimitée. Dénigrer comme vous le faites les élus des travailleurs et notamment les grévistes de la faim, n'est pas digne de militants qui prétendent vouloir l'émancipation des masses laborieuses.

Une telle attitude de votre part prouve que vous portez en vous les germes de la bourgeoisie dont vous êtes issus. Le soutien que vous apportez aux mercantiles qui tricolorisent et chantent de vibrantes Marseillaises lors de leurs manifestations, le démontre amplement.

Non pas que j'approuve les bastonnades des commerçants et l'emprisonnement de Nicoud, car en tant que libertaire, je répouvre toute forme d'oppression et de répression.

. . . . . .

Non les « prolos » n'ont rien à attendre de gens comme vous qui prétendez être la « conscience », « l'avant-garde » destinée à « encadrer » la classe ouvrière.

Si demain, vous étiez à la tête d'un Etat « OUVRIER », votre « Tchéka » traquerait à son tour les gauchistes que nous sommes, votre dictature du prolétariat ne serait en effet que votre propre dictature sur le prolétariat.

Les événements de Mai ont failli me faire oublier que Trotskystes et Staliniens étaient de la même famille.

Vos insultes grossières envers les élus des travailleurs ne prétendent à aucune équivoque. Gardez vos dogmes et vos doctrines, vos léninerie, l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que d'eux-mêmes.

Les travailleurs ne sont pas des moutons, vous ne serez pas leurs bergers.

Salutations libertaires d'un militant syndicaliste ouvrier.

B. J., Toulouse (31)

P.S. — Bien entendu, je demande mon droit de réponse dans votre journal.

Si nous publions votre lettre, ce n'est nullement en vertu d'un prétendu droit de réponse. Vous n'étiez pas mis en cause personnellement ni dans notre journal ni dans le tract auquel vous faites allusion. Mais les sentiments qu'elle exprime nous semblent assez caractéristiques d'une certaine catégorie de syndicalistes et de la façon dont ils réagissent devant nos critiques et les comprennent.

Vous prétendez vous rattacher à la tradition libertaire. Nous laissons juges les camarades qui se réclament de ce courant. Mais en fait de liberté il nous semble que vous en prenez surtout beaucoup et avec les faits et avec l'histoire.

Le tract incriminé distribué par des camarades de notre tendance aux portes de la SNIAS — et que nous avons reçu au journal — dit textuellement : « La CGT accuse la CFDT d'avoir voulu faire de la grève de la faim une opération publicitaire (ce qui est bien possible) mais elle profite de cette raison pour ne pas en parler ».

Tout lecteur de bonne foi aura compris que notre critique principale s'adressait dans cette phrase à la CGT ; vous ne retenez que celle qui s'adresse à la CFDT. Tout lecteur de bonne foi aura compris également que nous ne mettons pas en cause le dévouement des militants CFDT qui ont fait la grève de la faim mais l'orientation de la direction CFDT en la matière ; vous ne vous opposez que les sacrifices des trois militants de Nantes.

Nous pensons — et nous l'avons dit sans équivoque à plusieurs reprise dans notre journal, notamment encore dans notre numéro 84, à propos justement de la grève de la SNIAS de Bouguennais — que les grèves de la faim ne peuvent pas constituer un moyen de lutte efficace pour faire aboutir les revendications économiques qui ont quelque importance aux yeux des travailleurs ou d'une partie d'entre eux. Le problème est celui de la mobilisation de ces travailleurs et non pas le dévouement, même s'il est poussé jusqu'au sacrifice, de quelques militants. Le rôle de l'organisation syndicale est justement d'œuvrer à cette mobilisation et non pas de trouver le moyen de l'éviter ou le prétexte pour lui tourner le dos. Les résultats de la grève de Bouguennais — où le patronat n'a rien cédé — ne nous semblent guère infirmer cette analyse.

Celle-ci rejoint celle des « Staliniens ». Et alors ? Nous ne déterminons nullement notre politique en prenant le contre-pied systématique de la CGT. Cette attitude nous la laissons à certains « syndicalistes » plus préoccupés — même s'ils se prétendent libertaires — de faire de l'anticommunisme que des intérêts de la classe ouvrière.

Les compagnies d'assurance ne sont pas pressées

Camarades,

Ces temps derniers, vous relatiez dans un de vos articles, une des nombreuses méthodes du capitalisme à l'ouvrage en expliquant le système de recrutement (et ses avantages) du personnel de l'U.A.P. Au dossier de cette illustre compagnie d'assurances, la première en France paraît-il, je viens à mon tour apporter mon témoignage.

Ayant dû,, en entrant dans une société commerciale, acheter un véhicule destiné à transporter, en plus de ma personne, du matériel, j'ai fait l'acquisition d'un break, ceci en passant par les « services » d'une société de crédit bien entendu. Le comptant m'avait d'ailleurs, lui aussi, été avancé par mon employeur, car je n'avais pas un sou devant moi, ayant une femme et trois enfants à nourrir, ce qui ne permet guère d'économies dans notre classe.

Le 17 janvier 1969, ce véhicule a été détruit dans un accident de la route, lequel n'a eu, heureusement pour moi-même, aucune conséquence physique. La preuve formelle a été établie que j'étais dans mon plein droit (à l'arrêt, choc à l'arrière), des motards se trouvant sur place au moment précis.

Or, depuis cette date, malgré toutes les interventions de ma propre Compagnie d'assurances et de moi-même, je n'ai pu, jusqu'à ces jours derniers, obtenir la moindre réponse valable sur la situation de mon affaire.

L'ennui, c'est qu'au moment de l'accident il me restait 12 traites de 320 F à payer et que, pour ce faire, je n'avais plus d'indemnités kilométriques du fait que je n'avais plus de voiture personnelle. Or, pour retirer chaque mois d'un maigre salaire une telle somme, en plus d'autres nécessités financières, cela a eu pour effet de me mettre dans l'impossibilité d'acheter quoi que ce soit pour habiller ma famille, et d'être réduit à les nourrir de pommes de terre, pour qu'ils restent en vie, ceci pendant un an.

. . . . . .

Début février 70, les nerfs éprouvés par cette guerre sans trêve qui dure depuis plus d'un an, je suis tombé malade, victime d'une dépression nerveuse. J'ai dû arrêter mon travail pendant six semaines, dont trois passées à l'hôpital, ce qui m'a encore coûté (ce que la S.S. ne m'a pas remboursé) dans les 800 F et qui a causé de nouveaux soucis à ma femme.

Avertie par ma propre Compagnie d'assurances que ma femme avait à nouveau relancée, la grande, la magnanime U.A.P. s'est empressée, comme par miracle, de me faire parvenir une proposition de règlement qui, ô générosité sublime, tout compris, n'atteignait même pas le tarif Argus de ma voiture. Et en échange de cette largesse, je devais signer « pour solde de tout compte » un contrat par lequel je m'engageais à ne plus rien leur réclamer ni les poursuivre devant quelque juridiction que ce soit, et reconnaître que je n'étais pas assujetti à la S.S. Une vraie rigolade... A faire pleurer de reconnaissance.

. . . . . .

Cordiales salutations.

R.D., 93-Epinay-sur-Seine.

La police de Bourges ne dépare pas la corporation

« Lundi 23 mars, dans la soirée, je fus interpellé par la police. Sans même me demander de les suivre, les agents se mirent immédiatement à me rouer de coups. Frappé sur le nez, je me mis à saigner abondamment. Un agent cria : « S'il essaie de s'enfuir on lui tire dessus ». Je reçus des coups de poings dans la figure et dans les reins. Les agents affectionnèrent particulièrement les coups de pieds dans la figure, ce qui me valut une lèvre fendue. Après m'avoir mis à terre, un flic m'attrapa par les cheveux et me secoua violemment. Je demandai à ce que l'on arrête de me frapper afin que je puisse ramasser mes lunettes. Mais c'est en criant « salaud » que les agents me frappèrent dans les reins alors que je m'étais baissé.

Dans le fourgon de police, je demandai les raisons de mon interpellation et pourquoi on me frappait ? Pour toute réponse je reçus une gifle de la part d'un agent et me vis à nouveau traité de « salaud » !

Arrivé au commissariat on me fit comprendre que « ça allait être ma fête ». On me bloqua dans un coin. Puis les agents firent preuve d'un véritable sadisme : l'un d'eux, me sautant sur le pied, fit un demi-tour sur lui-même, en appuyant fortement ; un autre, comme je lui tournais le dos, me donna un coup de tranchant de la main à la base du crâne, coup qui me fit tituber. Je déclarai qu'il était inadmissible de me frapper ainsi. On me fit comprendre que je ferais mieux de me taire.

Après avoir passé une nuit dans la cellule où il me fut impossible de dormir, je subis plusieurs interrogatoires pendant lesquels on me donna des gifles.

Je ne fus libéré qu'à 17 h 30 le mardi 24, après être passé devant le Procureur de la République qui me fit part d'une poursuite... contre moi pour violence et rébellion à agents !

P.S. — J'ai déposé une plainte devant le Procureur de la République pour coups et blessures. »

J.L.H., Bourges.

lutte ouvrière

Hebdomadaire - Paraît le mardi

Prix : 2 F

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composé par : Graphiques Gambon
Imprimé par : Roto technic Offset
Distribué par les NMPP.

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	30 F
	1 an :	50 F
sous pli fermé :	6 mois :	70 F
	1 an :	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Editorial

des lois répressives contre tout le mouvement ouvrier

LE gouvernement a rendu public le texte exact du projet de loi sur la répression de « certaines formes nouvelles de délinquance ». Le projet doit être discuté à la Chambre le 23 de ce mois-ci.

Passons rapidement sur l'intitulé de la loi. Il est cependant en lui-même caractéristique. Ainsi, ceux qui organisent une manifestation illicite, ou qui y participent sont des délinquants. Ceux qui refusent de quitter un endroit public après les injonctions de l'autorité responsable sont encore des délinquants. Ceux qui se seront introduits par la contrainte dans le domicile d'un particulier - fut-ce « domicile », le bureau d'un patron .. sont encore et toujours des délinquants, et ils le sont plus s'ils retiennent ledit particulier contre son gré.

En somme, tout manifestant, tout participant à une réunion, tout gréviste est virtuellement un « délinquant ». Ainsi, dans l'esprit des Pompidou, Chaban et consorts, dans la France « démocratique » de 1970 toute protestation de quelque couche populaire que ce fut, toute manifestation publique de mécontentement est un délit, ou peut être transformé en délit.

Qui plus est, délits sévèrement frappés.

Le projet comporte quatre articles. Le premier établit la responsabilité collective, civile et pénale, des participants et des organisateurs d'un « rassemblement illicite ou interdit ».

Il n'est même pas nécessaire qu'une manifestation soit à la fois interdite et cause des dégâts, pour que la participation devienne un délit. L'un des deux suffit. Une manifestation même autorisée, pour peu qu'à un moment ou un autre, elle donne lieu à une quelconque violence ou simplement à une quelconque dégradation, sera considérée comme un délit collectif. Il en sera de même dans le cas inverse, c'est-à-dire lorsque la manifestation n'est pas autorisée, fusse-t-elle la plus pacifique du monde.

Dans l'un comme dans l'autre des cas, les organisateurs de la manifestation encourent de un à cinq ans de prison ! Et le simple participant, de trois mois à deux ans !

En outre, les uns comme les autres devraient payer tout ou partie des dégâts causés pendant la manifestation, même s'ils sont le fait de l'intervention policière.

C'est là la porte ouverte à l'interdiction de fait de toute manifestation.

Le deuxième article du projet traite de la violation de domicile et des lieux affectés à un service public de caractère administratif. Sera puni d'un an de prison et de 3 000 F d'amende, quiconque se sera introduit au domicile d'un particulier à l'aide « de tromperie, menaces, voies de fait ou contrainte ». La peine est doublée, si plusieurs personnes y participent.

Qu'est-ce que cela veut dire en clair ? C'est que théoriquement, il suffit qu'un travailleur reste dans le bureau de son patron contre le gré de celui-ci, ne serait-ce que le temps de lui exposer ses revendications, pour être passible de la peine ci-dessus. Et cette peine serait doublée, s'il s'agit non pas d'un seul travailleur mais de plusieurs.

Par ailleurs, la loi étend la notion de « domicile » jusqu'aux services publics et l'administration. Les premiers visés sont là les étudiants. Dès le moment où « l'autorité responsable », en l'occurence le doyen, aura donné l'ordre de déguerpir d'une faculté, ceux qui n'auront pas obéi à l'injonction sont coupables de « violation de domicile ». Mais en fait, la loi ouvre des perspectives bien plus larges. Car pour ne citer que cet exemple là, les centaines de milliers de banlieusards bloqués à Saint-Lazare ou à la Gare du Nord par une de ces pannes de caténaires qui deviennent monnaie courante, s'ils exprimaient un peu fort leur mécontentement, pourraient être transformés en quelques secondes en autant de délinquants passibles de deux ans de prison. Il suffirait théoriquement d'une injonction non respectée du chef de gare de quitter l'enceinte de la SNCF.

L'article trois de la loi est censé frapper encore plus fort que par le passé ceux qui auront touché à un agent. En résumé, ceux qui ont blessé, même légèrement un policier, sont taxés de trois à cinq ans de prison et de 500 à 10 000 F d'amende. La peine augmente encore en fonction de la gravité de la blessure.

Là encore, c'est la porte ouverte à tout. Il suffit qu'un interpellé se débatte au cours de l'interpellation - même si celle-ci se fait par des policiers en civil qui se dispensent de montrer leurs cartes - et qu'un des agents saigne du nez, pour transformer l'interpellé en dangereux criminel.

Enfin, le quatrième article de la loi vise les séquestrations de personnes. Elles peuvent être sanctionnées par la réclusion à perpétuité si la séquestration dure plus d'un mois. Mais même si la personne séquestrée est libérée en moins de cinq jours - donc, même au bout d'une heure - les responsables de la séquestration peuvent être emprisonnés de deux à cinq ans.

C'est donner aux patrons une arme de répression légale, qu'ils n'ont jamais eu. Car n'importe quel patron, retenu pendant une grève ne serait-ce qu'une demi-heure dans son bureau, pourrait porter plainte.

Les choses sont donc claires. Même si dans un premier temps, c'est sur les gauchistes que le gouvernement compter roder l'arme légale de répression qu'il est en train de se donner, cette arme n'est pas dirigée contre les seuls gauchistes.

Même s'ils en seront les premières victimes, ils ne sont même pas les principaux visés.

Ces lois, c'est une menace contre l'ensemble du mouvement ouvrier et plus généralement contre l'ensemble des couches populaires désireuses de manifester publiquement leur mécontentement.

Pas un seul travailleur, pas un seul militant ne peut rester indifférent devant ce projet ignoble. Les organisations qui se réclament de la classe ouvrière doivent, et auraient dû, dès l'annonce de ce projet, organiser la riposte des travailleurs. Il n'y a pas de divergence d'opinion qui tienne. Toute la classe ouvrière est visée, toute la classe ouvrière doit réagir. Sinon, si les organisations ouvrières laissent les bourgeois et leur Etat préparer ouvertement, cyniquement, les armes légales pour baillonner la classe ouvrière, elles porteront une lourde responsabilité dans l'aggravation de la répression gouvernementale.

Mais de toute façon, et quelles que soient les réactions des grandes organisations qui se réclament de la classe ouvrière, que le gouvernement ne se fasse pas beaucoup d'illusions. Car voter ces lois est une chose, les appliquer en est une autre.

Et si le gouvernement veut mettre fin de cette manière à « l'agitation gauchiste », qu'il prenne garde. Car si par malheur, cette loi est appliquée, s'il y a des patrons pour porter plainte et faire emprisonner leurs ouvriers pour les motifs prévus, il n'est pas difficile de prévoir que tous les travailleurs qui ont le sentiment de leur dignité, tous les travaillleurs qui n'acceptent pas d'être baillonnés, se transformeront en gauchistes de fait. Et le gouvernement ne sera pas au bout de ses peines.

G. KALDY

Avec Guichard, l'Université manquera de tout, sauf de flics.

une mesure historique

A la tribune de la chambre des députés, M. Olivier Guichard a présenté ses solutions à la crise profonde qui ébranle au delà de l'université elle-même, la solidité de nos institutions nationales.

Sa proposition est audacieuse, originale, historique même. Qu'on en juge :

M. Olivier Guichard se propose de mettre à la disposition du recteur de l'académie de Paris, 300 hommes assermentés, issus comme leurs officiers de la police, afin de maintenir un ordre universitaire souple et tolérant, fonction « qui souffre mal l'improvisation » (ce qui n'est pas le cas, chacun le sait de l'éducation nationale !).

On songerait au CRS chargés d'assurer la sécurité sur les plages et les camps de vacances. Leur formation et leur expérience des milieux d'adolescents les rendraient tout à fait adaptés à la fonction que Guichard vient de créer.

Mais où le réformateur cède le pas au révolutionnaire, c'est quand Guichard annonce que ces 300 hommes NE SERONT PAS ARMES.

C'est ainsi que par la grâce du ministre de l'Education nationale, 300 CRS seront désarmés. Et ce n'est qu'un début. Il en reste encore des dizaines de milliers casqués, bottés, grenadés, mais leur tour viendra. Pour peu que la crise universitaire se poursuive - et on voit mal comment on pourrait la réduire - il faudra renforcer le « bras séculier » dans les Facultés et désarmer des compagnies complètes pour les rendre « souples et tolérantes » comme l'exige Guichard.

Un qui n'en revient pas, c'est le pauvre Marcellin ! Décidément, depuis deux ans, c'est de l'Education nationale que lui viennent tous ses ennuis et il n'est pas éloigné de penser que les grands organisateurs de la contestation, ne sont autres que les ministres de l'Education nationale eux-mêmes.

C.B.

Sommaire

EN FRANCE

● **Le PCF et la répression** Page 5
● **Dans l'enseignement** Page 5
— La grève des parents d'élèves.
● **Les travailleurs en lutte** Page 6
— Rupture des accords chez Berliet.
— Grève à la « General Food ».
● **Elections chez les commerçants et artisans** Page 7
● **Le meeting « Lutte Ouvrière » du 14 avril** Page 7
● **Léninisme vivant et léninisme embaumé** Pages 12 et 13
● **Questions syndicales** Page 14
— Les droits d'un délégué au C.E. chez Babcock-Atlantique.
— La gestion des cantines chez Renault
● **Vers leur nouvelle société** Page 15
— La natalité et la bourgeoisie.
— La dégradation des P.T.T.
● **Le chômage en Gironde** Page 16
● **Dans les entreprises** Page 17
— La S.N.C.F. s'attaque au droit de grève.
— La situation aux aciéries de Paris-Outreaux (Pas-de-Calais).
● **Les problèmes de la hiérarchie** Page 18
— A la Thomson-C.S.F. Bagneux : quand les travailleurs combattent, la C.G.T. défend les cadres.
● **Les élections de délégués chez Citroën** Page 24

DANS LE MONDE

● **Le Sud-Est asiatique et les USA** Page 7
— Pogroms au Cambodge. Page 8
— La « Rébellion » du Massachussets. Page 10
— La situation en Thaïlande.
● **La répression dans le monde** Page 8
— En Rhodésie. Page 9
— Le procès d'Athènes. Page 11
— Le rôle de l'armée anglaise en Irlande.
● **Apollo 13** Page 9
● **Les difficultés de l'économie soviétique** Page 11

DIVERS

● **Revue de la presse d'extrême-gauche** Page 4
● **Feuilleton** Pages 19 et 20
— Les Bouts de bois de Dieu.
● **Pour sourire un peu** Pages 21 et 22
● **Cinéma** Page 22
— Hoa Binh de Raoul Coutard.
● **Livres** Page 23
— Les travailleurs immigrés en France, par Bernard Granotier.

LUTTE OUVRIÈRE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

U.S.A.

Wildcat

Numéro de mars.

(Un journal ouvrier révolutionnaire.) Voici comment ces camarades analysent la situation aux U.S.A., alors que « la récession s'aggrave » et que le chômage augmente :

« Avec le renouvellement des principaux contrats collectifs cette année — caoutchoucs, transports routiers, automobile, industries alimentaires, etc. — tout est prêt pour de grandes luttes. Les grands trusts doivent se battre contre chaque centime d'augmentation et sont poussés à essayer d'augmenter la productivité encore davantage ; ils ne peuvent se permettre de satisfaire les revendications des ouvriers. Or, les travailleurs ont besoin d'augmentations pour faire face à l'inflation et d'allègement du travail pour avoir une vie un peu moins insupportable.

« En bref, toutes les conditions sont réunies pour des confrontations entre les ouvriers et les corporations, d'une dureté qu'on n'avait pas vu depuis longtemps.

« La véritable question, à laquelle personne ne peut encore répondre c'est la suivante : est-ce que les grèves qui ne manqueront pas de se produire en 1970 seront explosives au point d'obliger le gouvernement Nixon à intervenir ouvertement, au lieu de faire son sale boulot dans les coulisses comme durant la grève à la General Electric.

Si Nixon est obligé d'intervenir ouvertement dans des confrontations violentes, ses tentatives d'acquérir une base politique dans la classe ouvrière blanche et dans le sud, seront sérieusement compromises. La possibilité que la classe ouvrière soit amenée à s'opposer politiquement de manière active au gouvernement à propos de ses problèmes quotidiens, deviendra une probabilité.

« Une chose est certaine. Chaque grève de masse cette année est un maillon d'une chaîne d'activités capable de poser les bases pour quelque chose de vraiment nouveau pour cette génération : une classe ouvrière consciente d'elle-même et de la nécessité de se battre. »

Il semble que la grève des postiers, déclenchée trois semaines après que ces lignes furent écrites, a répondu à cette question : en effet, Nixon a dû envoyer la troupe pour acheminer le courrier (L.O.).

BELGIQUE

la gauche

Socialiste et révolutionnaire.
4 avril 1970.

Ce journal dont le rédacteur en chef est E. Mandel, dirigeant connu de la IVe Internationale, juge les résultats de la conférence économique et sociale convoquée par le gouvernement belge pour tenter d'éviter de nouveaux débordements après les luttes des mineurs du Limbourg.

Les partenaires sociaux ont ratifié, comme il fallait s'y attendre, les conclusions de la Conférence Economique et Sociale.

Du côté de la F.I.B., on ne cache plus sa satisfaction : « Notre épilogue », écrit M. Provost, « n'aura pas un goût amer et d'autant plus que nous ne nous considérons pas y avoir été battus ».

Pour « l'indemnité supplémentaire du premier mois de maladie » (c'est ainsi que fort justement la F.I.B. nomme le soi-disant « salaire mensuel garanti ») nous avons négocié », précise encore le grand patron des grands patrons dans les conditions les moins onéreuses pour les entreprises ».

Dans le même article, publié dans la dernière livraison du bulletin patronal, on ne cache pas les raisons d'être de la C.E.S. : sa seule justification, nous dit-on, n'apparaît qu'à ceux qui adhèrent à la thèse de la soupape, nécessaire exutoire en face de certaines pressions exceptionnelles ».

Mais pourtant, dans la conclusion de l'article, on sent percer une pointe d'inquiétude : « Terminons », écrit M. Provost, « par un espoir » : c'est qu'après les vicissitudes que nous avons connues, la soupape fonctionne réellement, que le train soit remis sur les rails, que les dirigeants des organisations sociales et professionnelles retrouvent le crédit nécessaire au bon fonctionnement des structures établies et que soient évités de nouveaux déraillements ».

La C.E.S., écrivions-nous il y a quinze jours, n'a été qu'une parenthèse dans la lutte des classes. Les illusions dissipées, le combat reprend.

Les 14 000 métallos du Centre ont déposé un préavis de grève pour le 6 avril. Ceux de Cockerill-Ougrée viennent d'entrer dans la lutte.

Ils montrent la voie à suivre.

FRANCE

Les hebdomadaires révolutionnaires prennent position cette semaine sur la crise du mouvement étudiant que le Congrès de l'U.N.E.F. a fait éclater au grand jour.

Par ailleurs, une place importante est consacrée à la répression qui s'abat sous toutes ses formes sur le mouvement révolutionnaire. Cette semaine encore, l' « Humanité Rouge » **signale à la fois l'arrestation d'un de ses militants à Nice, la condamnation en appel de deux autres à quinze mois de prison avec sursis et annonce de surcroît qu'un procès est intenté au journal qui doit se présenter au tribunal d'ici moins d'un mois.**

« Rouge », **de son côté, signale l'arrestation de trois militants ouvriers à Vernon, inculpés pour avoir collé des affiches pour la libération des soldats emprisonnés.**

rouge

hebdomadaire d'action communiste

13 avril 1970.

L'hebdomadaire de la Ligue juge la crise de l'U.N.E.F. et présente les solutions qui pourraient remédier à l'affaiblissement du mouvement étudiant.

Le 58e Congrès a confirmé l'éclatement de l'UNEF. L'UNEF, comme entité spécifique, n'existe plus. En réalité, il y a quatre UNEF, rigoureusement distinctes : l'UNEF pour son Renouveau « animée » par l'Union des étudiants communistes ; l'UNEF pour son Unité « animée » par l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme ; l'UNEF pour le Front Uni « animée » par les militants des cercles « Humanité Rouge » ; et l'UNEF du Bureau national « animée » par les étudiants du PSU.

Ces tendances sont strictement inconciliables : leurs orientations en milieu étudiant sont déterminées par des stratégies politiques globales radicalement opposées.

Le Bureau national élu par le 58e Congrès se proclame lui-même « bureau de gestion de la crise ». Il est mandaté pour promouvoir la lutte contre la participation et la sélection, et pour organiser dans toutes les facultés des Assemblées étudiantes s'interrogeant sur la nature de la crise et les moyens de la surmonter.

Nous allons, pour notre part, dès notre prochain numéro, aborder ces questions. L'éclatement du mouvement étudiant unitaire est un phénomène international dont nous avons analysé les ressorts objectifs dans « le deuxième souffle » (Cahier Rouge n° 12). Mais si l'éclatement du mouvement étudiant est inévitable, les formes spécifiques de sa crise ne sont pas identiques de pays à pays. En particulier, il n'y a aucune raison pour que le mouvement étudiant français s'émiette jusqu'à sa totale paralysie, comme en Italie, en Allemagne ou en Amérique du Nord. Car la structure du mouvement étudiant français est différente : le rapport de force entre les groupes révolutionnaires étudiants (spontex, situationistes, anarcho-maoïstes), porte-paroles directes de l'idéologie du milieu étudiant radicalisé, et les groupes politiques révolutionnaires (Ligue Communiste, AJS, ESU, etc) est plus favorable aux seconds que partout ailleurs.

Ces groupes politiques, chacun à sa manière, s'efforcent de donner un second souffle au mouvement révolutionnaire dans les facultés en lui permettant de se dépasser comme mouvement étudiant. Notre proposition de front unique des groupes d'avant-garde contre l'Université disciplinaire, a entre autres choses pour but de tester les possibilités de ces groupes à enrayer la crise en débloquant la situation.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

8 avril 1970

A propos du congrès de l'U.N.E.F. où la délégation de l'A.J.S. a été la plus importante, I.O. porte l'appréciation suivante :

La bataille ne s'est donc pas menée, contrairement à ce que tout le monde a voulu faire croire, autour des mandats et des validations ; elle ne s'est pas menée autour de la préservation formelle d'un quelconque « accord de direction » entre le P.S.U. et l'A.J.S., mais bien plutôt entre la définition d'une orientation *faisant de l'U.N.E.F. au troisième trimestre le pôle de regroupement de tous les étudiants, et le refus de toute décision et de toute action, qui a abouti à l'élection d'un bureau national de « gestion », élu sans orientation, conservant une direction P.S.U. massivement désavouée pourtant lors du vote du rapport moral (587 pour ; 1099 contre), avec à sa tête le plus illustre des inconnus que le P.S.U. ait pu trouver dans ses rangs divisés.*

Il y a également beaucoup à dire sur l'intervention de la direction P.S.U., qui n'a pu réaliser son accord final et asseoir sa majorité très relative que sur les bases de l'anticommunisme le plus poussé, tout en s'alliant aux staliniens pour voter contre la motion proposant une commission d'enquête des organisations ouvrières en Tchécoslovaquie, dénonçant le « réformisme de l'A.J.S. », recherchant en même temps l'alliance avec les « pro-chinois » de l'HUMANITE-ROUGE sur les bases de l'exclusion du courant U.N.E.F. Renouveau de l'U.N.E.F.

Bureau de gestion signifie donc le refus délibéré d'offrir la moindre perspective de combat à l'ensemble des étudiants ; il permet, comme toute l'attitude de la direction P.S.U. pendant le congrès, l'attaque violente des dirigeants staliniens contre l'U.N.E.F., visant à la défigurer aux yeux des étudiants, et, par là même, à interdire la liaison des étudiants avec la classe ouvrière, axe fondamental du congrès.

Par ailleurs, ce journal signale et proteste à juste titre contre les deux demandes d'informations pour « reconstitution de ligue dissoute » visant l'A.J.S. et la Ligue communiste.

L'HUMANITÉ rouge

9 avril 1970.

Humanité Rouge, **de son côté, porte l'appréciation suivante :**

Ce Congrès marque un tournant dans le mouvement étudiant. Il marque en fait l'incapacité des structures centralistes traditionnelles à encadrer réellement un mouvement de masse qui les dépasse par tous les bords. La crise de direction à l'UNEF est le reflet déformé de cette polarisation du mouvement entre une gauche révolutionnaire qui ne pourra s'unifier que sur la ligne de Front Uni et une droite trotsko-révisionniste de plus en plus discréditée. L'UNEF va devoir choisir entre ces deux orientations, sous peine de se retrouver bientôt complètement éclatée.

tribune socialiste PSU

9 avril 1970.

Sur ce même point, Tribune Socialiste **a évidemment une opinion différente.**

Le mouvement étudiant qui, depuis la révolte de Berkeley, aux Etats-Unis a étonné le monde, est un peu partout en crise dans les pays occidentaux. Le SDS allemand vient de décréter sa propre disparition, les organisations étudiantes américaines se sont dispersées et émiettées. En France, cette crise se fait sentir à son tour, bien que dans de moindres proportions. Une partie des groupes révolutionnaires qui avaient trouvé force et vigueur grâce à la révolte étudiante de mai 1968 se sont détournés de la lutte en milieu universitaire. Ayant constaté que le mouvement étudiant, malgré toute sa charge explosive, ne pouvait pas se substituer au mouvement ouvrier, ils se sont consacrés à des tentatives d'implantation en milieu ouvrier sans arriver à se débarrasser de leurs vues sectaires ou spontanéistes. De ce fait, le terrain étudiant a été abandonné pour une part aux forces qui, telles l'UNEF Renouveau et dans une moindre mesure l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, entendaient limiter les luttes universitaires à la défense d'intérêts corporatistes sans utiliser le potentiel anticapitaliste d'une grande partie de la masse étudiante.

Les étudiants du PSU, à la tête de l'UNEF depuis 1967 se sont refusés à prendre l'attitude à courte vue de la plupart des groupes. Ils ont considéré qu'il était indispensable de tout faire pour que se crée et se développe un mouvement étudiant de masse et anticapitaliste à partir du capital politique de mai-juin 1968.

A la majorité relative (il y avait trois listes en présence) le Congrès a élu un bureau de gestion politique de la crise (majoritairement PSU) qui limite son mandat à quatre points essentiels : poursuite de l'action anti-impérialiste, lutte contre la participation, explications à la grande masse des étudiants, coordination des luttes.

Il va sans dire que cette élection n'a en elle-même rien réglé et que dans les jours et les semaines qui viennent, il sera nécessaire qu'un regroupement des forces révolutionnaires du mouvement étudiant viennent appuyer les efforts que font les dirigeants de l'UNEF pour permettre au mouvement étudiant anticapitaliste de s'affirmer.

l'art et la manière de ne pas combattre une loi scélérate

LE débat parlementaire sur le projet de loi gouvernementale « visant la répression des formes nouvelles de délinquance » a permis encore une fois, aux parlementaires du PCF de se distinguer. Tant au Sénat qu'à la Chambre des députés les élus « communistes » ont tenté de démontrer au gouvernement qu'il possédait suffisamment d'armes juridiques contre les « gauchistes » sans s'en doter de nouvelles.

Dans un communiqué à la presse, le Groupe Communiste de l'Assemblée Nationale rappelle qu'il a demandé la dissolution « de tous les groupements fascistes, la mise à la raison des provocateurs de droite ou de gauche, responsables d'attentats ou d'agressions, souligne que, pour y parvenir, le gouvernement n'a nul besoin de nouveaux textes, compte tenu de l'arsenal des lois existantes... ».

De son côté, Jacques Duclos, dans une question au premier ministre, après avoir souligné l'inaction dont se rend coupable la police vis-à-vis des extrêmistes, conclut : « Vous voulez vous donner des instruments, non pour frapper les éléments perturbateurs qui vous sont utiles, mais pour renforcer la répression contre la classe ouvrière ».

Mais cette attitude du PCF ne se retouve pas qu'au Parlement. Dans **L'Humanité,** il ne se passe plus un seul jour sans qu'un des rédacteurs tape sur le même clou.

Le 17 avril, on peut lire : « Répétons-le : pour mettre à la raison les provocateurs de droite ou de gauche responsables d'attentats et d'agressions et pour faire « payer les casseurs », point n'est besoin de modifier le code pénal ».

Le 18 mars, l'éditorial du journal, signé Laurent Salini, s'en prend aux « gauchistes-Marcellin » (expression qui dans le vocabulaire stalinien semble remplacer le désormais classique « hitléro-trotskyste ») et ajoute à son tour : « La loi, telle qu'elle est, dans sa forme, dans ses dispositions d'aujourd'hui, permet de punir les casseurs. Rien n'exige des textes nouveaux ou des procédures extraordinaires ».

Dans cette affaire, le parti communiste français se rend parfaitement compte que cette loi, dirigée pour l'instant contre les seuls révolutionnaires (car les fascistes, partie intégrante de l'appareil d'Etat, ne seront pas touchés dans les faits par une dissolution), pourra servir demain contre le mouvement ouvrier dans son ensemble. Mais loin de faire face à cette menace, loin de mobiliser les travailleurs pour la combattre, il préfère convaincre la bourgeoisie « dans le calme et la dignité » sans doute, qu'elle n'a pas besoin d'une telle loi, que les menaces qu'une telle législation fait planer sur le mouvement ouvrier sont superflues puisque lui, Parti Communiste Français, farouche partisan de l'ordre, pèse de tout son poids pour que les travailleurs ne sortent pas du cadre de la légalité bourgeoise. D'où les raisonnements des juristes du PCF, d'où les reproches des parlementaires communistes à Marcellin qui, en n'arrêtant pas immédiatement tous les militants « gauchistes », utilise mal les lois répressives actuelles justifiant ainsi l'adoption de nouvelles.

Cette attitude est non seulement lamentable mais elle va s'avérer totalement inefficace. C'est en effet consciemment que le gouvernement veut faire adopter au parlement des lois qui, demain, pourront servir à justifier la répression contre l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques, et plus particulièrement le PCF.

Car pour Marcellin et consorts les gauchistes et le PCF sont, sinon frères jumeaux, du moins cousins germains. L'Etat veut réprimer actuellement les premiers, non du fait de leur influence, qui reste minime, mais parce qu'ils représentent à ses yeux des idées qui, dans un délai plus ou moins long, risquent d'être reprises par une fraction de la classe ouvrière (et du PCF) mettant ainsi l'ordre social en péril.

Quant au PCF, il reste pour la bourgeoisie une organisation beaucoup trop sensible à la pression de la classe ouvrière et qui peut, pour ne pas être dépassé sur sa gauche, se lancer dans des actions « irresponsables ». L'exemple de la grève générale de Mai-Juin 68 est encore gravé dans la mémoire des

les casseurs seront les payeurs

princes qui nous gouvernent. Et tous les serments de fidélité à la « légalité » pris par le PCF ne parviendront pas à faire oublier à la bourgeoisie cette expérience encore toute fraîche. Mieux vaut prévenir et se doter alors d'un arsenal répressif.

L'attitude adéquate du PCF prouve aussi qu'à part quelques discours à la Chambre ou quelques tracts dans les entreprises il ne fera rien de concret pour s'opposer à la nouvelle loi qu'il qualifie lui-même de « scélérate ». Mais en agissant ainsi ce sont ses propres militants qu'il expose, au même titre que les « gauchistes », aux marcellinades.

Jean LIEVIN

la grève des parents d'élèves

LE lundi 13 avril, de nombreux parents ont préféré garder leurs enfants chez eux plutôt que de les envoyer à l'école. Un mot d'ordre de grève avait été lancé par la Fédération Cornec, la plus importante des fédérations de parents d'élèves qui compte, à ses dires, 120 000 adhérents.

Que réclamaient les parents d'élèves ? Le motif de la grève était l'augmentation des frais d'internat et de demi-pension, cette augmentation appelée « vignette scolaire » qui doit servir à payer non pas les frais des repas mais le personnel de service. Me Cornec et ses amis voyaient dans cette mesure une remise en cause de la gratuité, toute relative par ailleurs, de l'enseignement.

En fait, cette grève avait une portée bien plus générale, car en matière d'enseignement il n'y a que l'embarras du choix pour trouver des sujets de mécontentement.

Et c'est ce qui explique le grand retentissement de cette grève, indépendamment du nombre de ses participants, ne serait-ce que par la campagne de dénigrement entonnée à l'avance sur les antennes et dans la presse officielle. Tout le monde y est allé de son petit couplet de morale, du plus petit speaker à Jean Ferniot qui s'est vu octroyer 5 mn à la TV pour exposer son avis sur la question. Tous ces messieurs étant bien sûr unanimes pour condamner cette grève des enfants comme immorale. Les arguments les plus variés dans la bêtise ont été trouvés. Les uns ont expliqué, comme M. Armand, Président de la Fédération des parents d'élèves rivale, que faire faire la grève à des enfants c'était leur donner le mauvais exemple et leur indiquer le chemin de l'école buissonnière, quand ce ne serait pas celui de Nanterre. D'autres ont expliqué, comme Jean Ferniot, que les parents n'avaient pas le droit de faire grève par personne interposée, les enfants n'étant pas concernés eux-mêmes par le prix des pensions (ce sont sans doute les mêmes qui expliquent à propos des grèves de lycéens et d'étudiants que seuls les parents puisqu'ils payent, auraient le droit de décider de la grève de leurs enfants ?).

Cette campagne n'a pas eu le résultat escompté puisque la grève a été relativement suivie et O. Guichard qui avait déclaré que cette grève était « mal venue », (comme si une grève pouvait jamais être bien venue pour un ministre), s'est senti obligé de recevoir le jour même Me Cornec.

Depuis deux ans, les fédérations des parents d'élèves soutenaient la répression dans les lycées et collèges. Depuis mai 68, elles s'étaient abstenu de toute grève de peur de relancer « le désordre ». Et c'est sur l'approbation « silencieuse » des parents que s'appuyait O. Guichard pour s'accorder de nombreux satisfecits. Aujourd'hui cela n'est plus vrai. Ce ne sont plus les fauteurs de troubles étudiants, les trublions lycéens qui affirment cela, ce sont les parents. O. Guichard se prépare de biens mauvais lendemains. Mais il devait s'y attendre. En même pas un an, il a réussi le record de diminuer les crédits de l'Education Nationale. Dans un secteur où tout craquait de toutes parts, c'est lui qui a préféré ramener les crédits d'équipements pour l'année 70 en dessous de ce qu'ils étaient en 1967. C'est lui qui s'est engagé dans la voie de la liquidation des maternelles, qui supprime postes d'enseignement et écoles, etc., etc.

Et il aura encore bien de la chance si les différents syndicats de l'éducation Nationale dispersent leurs mouvements de grève comme ils ont l'intention de le faire au cours des mois d'avril et mai et s'ils ne lui présentent comme revendications que des notes de détails comme la hausse des frais de pension.

Car en attendant, depuis des années, ceux qui supportent les frais de cette politique, ce sont non seulement les parents mais en premier les enfants qui n'ont droit qu'à une école au rabais quand ce n'est pas une simple garderie pour les plus petits et des chiffons de papiers en guise de diplômes pour les plus grands.

Dominique Léger

J.J.S.S. (A.F.P.)

bombe au parti radical

DANS les milieux traditionnellement bien informés, comme ailleurs, on se perd en conjectures sur l'identité des mystérieux individus qui ont déposé la semaine dernière une bombe au local du Parti Radical, rue de Valois, à Paris, et une autre devant le domicile du secrétaire parisien de ce parti.

Rien ne ressemblant plus à un attentat stupide qu'une provocation délibérée, les auteurs de ce genre de geste sont déjà toujours difficiles à identifier en règle générale. Mais dans ce cas précis, le problème est rendu encore plus ardu par la complexité, la diversité même, des opinions politiques du nouveau secrétaire du parti radical, qui depuis son voyage en Grèce ressemble de plus en plus à un caméléon qui serait parti se promener sur un coupon de tissu écossais.

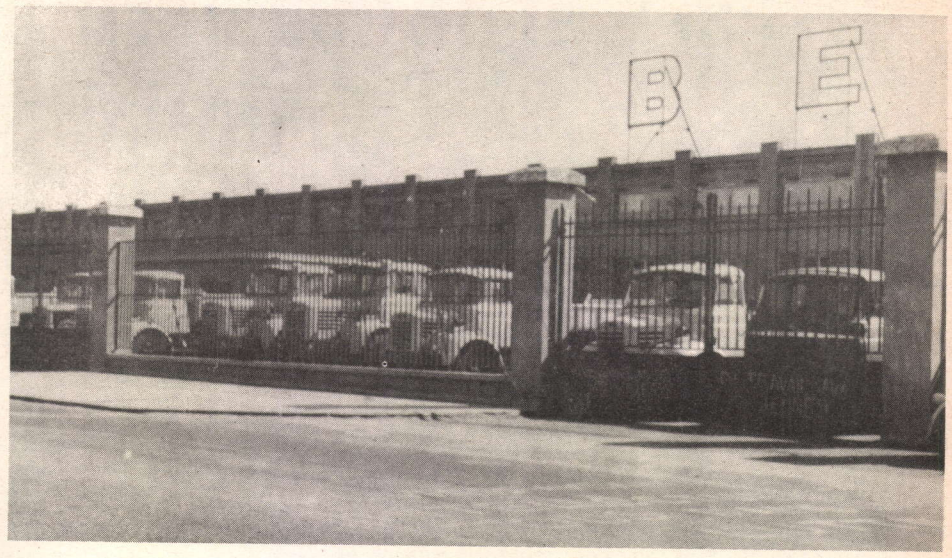
Les uns se demandent donc si ces bombes n'ont pas été posées par des extrémistes de droite, désireux de s'en prendre au hardi libérateur de Mikis Théodorakis. Les autres, si ce ne sont pas au contraire des gauchistes qui ont fait le coup, pour châtier le nouvel avocat que les colonels grecs se sont trouvés. D'autres encore mettent directement en cause les milieux proches de la majorité, estimant qu'il s'agit là d'un geste destiné à punir une publicité qui aurait dû être réservée à l'UDR.

Certains avancent même une hypothèse encore plus complexe, que, pour invraisemblable qu'elle paraisse, nous citerons tout de même à cause de son indéniable intérêt scientifique. Selon eux (mais nous leur laissons bien évidemment l'entière responsabilité de leurs opinions), l'attentat en question ne serait qu'une manifestation supplémentaire du dédoublement de la personnalité dont JJ-SS souffre depuis quelques temps, soit que M. JJ Hyde ait voulu punir le Dr SS Jekyll, soit l'inverse selon le point de vue duquel on se place.

Les auteurs de cette théorie hardie soulignent cependant qu'ils n'ont rien de commun avec les mauvais esprits qui voient là un nouveau subterfuge publicitaire de M. Servan-Schreiber, ni avec ceux qui pensent qu'il s'agissait tout simplement là d'un geste désespéré de sa part pour tenter de réveiller ses vénérables collègues du parti radical.

F.D.

rupture des accords chez Berliet



L'usine Berliet, à Lyon-Vénissieux, en mai 68. (L.O.)

LA Direction des Usines Berliet vient de rompre l'accord qu'elle avait fait signer aux syndicats le 8 janvier 1970. « La politique conventionnelle » préconisée par le gouvernement, considérée comme une nécessité par le Patronat et acceptée dans son principe par les syndicats ne résiste guère à la moindre poussée de la lutte des classes.

Rappelons les faits. Au retour des vacances 1969, le nouveau premier ministre Chaban Delmas préconise sa politique des contrats de progrès et en profite pour tenter une manœuvre à l'EDF visant à isoler la CGT des autres syndicats. La CGT, qui n'est pas fondamentalement hostile à des accords, y compris à des contrats de progrès qui ont pour but de faire admettre aux syndicats d'enfermer les revendications dans le cadre restreint tracé par le pouvoir, n'entend cependant pas, à juste titre, se laisser mettre à l'écart par le gouvernement, avec la complicité des autres syndicats.

Elle réagit en organisant victorieusement un référendum qui repousse, à l'EDF, les contrats de progrès.

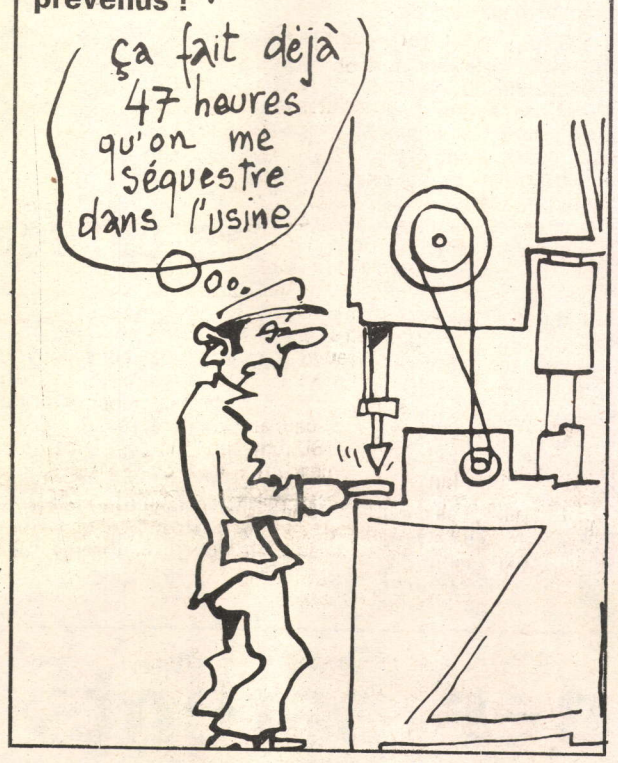
Mais elle ne tient nullement à laisser paraître aux travailleurs et à l'opinion publique que son attitude défensive à l'EDF est une condamnation pure et simple des contrats de progrès, ce qui ne manquerait pas d'encourager nombre de ses militants à chercher dans la lutte le moyen de faire aboutir les revendications des travailleurs.

C'est chez Berliet qu'elle fait la démonstration qu'elle est prête à signer des accords pour peu qu'on lui laisse la place qui lui revient autour des tapis verts. Les prétextes invoqués : qu'il n'y a pas de limitation du droit de grève, que les avantages sont substantiels et qu'il y a même une clause d'échelle mobile résistent mal à une analyse sérieuse du texte. Le moins qu'on puisse dire, c'est, comme nous l'avons écrit à l'époque, qu'il est volontairement ambigü. Et la preuve nous en est donnée aujourd'hui par l'interprétation contradictoire qu'en font les syndicats et la Direction.

Les syndicats affirment qu'ils n'ont jamais renoncé au droit de grève alors que la direction prétend que si elle a accepté un tel accord, c'était pour éviter les grèves qui désorganisent la production. La chambre syndicale patronale renforce cette interprétation en indiquant qu'un accord annuel accepté par les syndicats comporte la contrepartie **évidente** de la paix sociale.

Et bien ce n'est pas aussi évident que cela. Car si les dirigeants des syndicats et en particulier ceux de la CGT ont pu faire admettre aux travailleurs et surtout aux militants la signature d'accords avec le patronat, c'est

La nouvelle loi scélérate punira la séquestration de lourdes peines de prison. Messieurs les patrons sont prévenus !



en grossissant l'importance des avantages, en présentant ces avantages comme un premier succès et non comme le terme d'un contrat, et en affirmant surtout que la signature d'un tel accord ne leur liait pas les mains. Et cela, les militants syndicaux de Berliet ont tenu à en faire la démonstration au lendemain même de la signature des accords, en organisant des grèves tournantes.

Il est bien certain que la CGT Berliet suivie d'ailleurs partiellement par les autres syndicats, ne compromet pas ce qu'elle considérait, il y a 3 mois, comme des avantages sérieux pour une prime de vacances. Il s'agit en fait de montrer aux militants et aux travailleurs que les revendications ne se limitaient pas à celles contenues dans l'accord et qu'on ne renonce pas à la lutte pour conquérir d'autres avantages.

Mais si les dirigeants syndicaux adoptent cette tactique, c'est parce que les travailleurs ne sont pas satisfaits du contenu des accords et les militants peu fiers de les avoir signés.

Si les dirigeants des confédérations syndicales avaient voulu engager une lutte efficace contre le plan d'austérité de Chaban, ils n'auraient pas signé d'accords qui, qu'on le veuille ou non, restent dans le cadre de la politique gouvernementale des contrats de progrès.

En l'absence d'une telle perspective, les militants des entreprises pouvaient difficilement renoncer aux «avantages» proposés par les patrons en échange d'une signature. Qu'ils ne se sentent pas engagés par cette signature, ce n'est pas nous qui le leur reprocheront. Tout au contraire. Les contrats de progrès sont une duperie que le patronat et le gouvernement tentent d'imposer par le chantage, persuadés qu'ils sont que les dirigeants des confédérations syndicales ne sont pas disposés à relever le gant, en engageant une lutte sérieuse. Mais si, de ce côté, ils peuvent être tranquilles, les signatures extorquées sur la base de malentendus volontaires, ne leur garantissent guère la paix sociale. Elles n'engagent pas les militants qui les ont signées, encore bien moins les travailleurs qui ne les acceptent que parce qu'ils ne peuvent faire autrement.

Bien sûr, il eût été préférable que les centrales syndicales organisent l'action concertée à l'échelle nationale pour combattre le plan d'austérité du gouvernement et ses contrats de progrès. Mais c'est la responsabilité des dirigeants confédéraux. Qu'en l'absence d'une telle perspective les militants, les travailleurs, ne se sentent pas liés par une signature, c'est le signe qu'ils n'acceptent pas de se laisser enfermer dans le cadre fixé par le gouvernement. Et en définitive, c'est de leur détermination que dépendra le succès ou l'échec de la politique du gouvernement.

grève à la "General Food"

DEPUIS le lundi 13 avril, les entreprises commençaient un mouvement de grève dans les principales usines du trust General Food qui comprend « Legal » (les cafés, environ 140 personnes à l'usine de Blanc-Mesnil), « Krema » (les bonbons, environ un millier de personnes à l'usine de Montreuil), « Ceted » (entreprise de transport à « Garonor », qui répartit chez les détaillants les produits de la General Food, et qui comprend environ 140 ouvriers).

Ce jour-là, une réunion délégués-direction était prévue. Elle fut interrompue pour permettre aux délégués d'avertir par téléphone ceux qui étaient restés sur place, que la direction ne lâchait que 3,70 % et une diminution du temps de travail de 1 heure à 1 h 15 selon les ateliers et services, alors que les ouvriers revendiquaient 11 %, une prime de vacances, les 40 heures, la mensualisation pour tous.

Un débrayage, suivi massivement dans les 3 usines, préparé et appelé par les délégués du personnel, s'est transformé en grève jusqu'à satisfaction chez Legal sous la pression des ouvriers et ouvrières.

Dans cette usine, pour la première fois, les bureaux au grand complet (une quinzaine d'employés), s'étaient joints à la grève, sous les applaudissements des ouvriers. Sous l'impulsion de militants syndicaux connus pour leurs idées révolutionnaires, un comité de grève de 8 personnes était formé et élu. Dans cette première semaine, il a plus servi à seconder les délégués que pris véritablement l'initiative. Il faut dire que la majorité des délégués dans cette usine expriment réellement la volonté de lutte des ouvriers. Mais le frein de l'appareil bureaucratique n'a pas manqué de se faire sentir, sans résultat d'ailleurs : les responsables locaux et fédéraux sont venus conseiller de reprendre le travail et de faire des débrayages d'une heure, en accusant des « éléments aventuristes » de pousser à la grève illimitée. Ils se sont faits renvoyer à leurs bureaux aussi bien par les délégués les plus dynamiques, que par les ouvriers eux-mêmes. Et chez Legal, où 5 jours après le début, la grève était toujours complète, un piquet important veillait en permanence à ce que personne ne travaille. Chez « Krema » et « Ceted » par contre, ils avaient réussi à faire reprendre le travail le premier jour même.

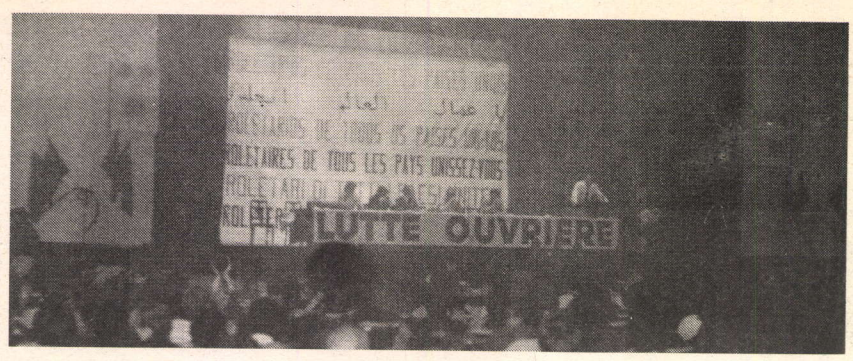
Mais chez « Krema », au cours d'un débrayage le mardi 15, lorsqu'une délégation de Legal informa de ce qui se passait dans leur usine, des ouvrières et des ouvriers crièrent « comme chez Legal ». Une grève de 24 h pour le lendemain était décidée. Elle devait se prolonger jusqu'à la fin de la semaine au moins, date à laquelle nous écrivons.

Chez « Ceted », à la fin de la semaine, la grève était complète aussi, les ouvriers de « Legal » s'étant déplacés pour aider ceux de cette entreprise à s'organiser.

Mercredi après-midi, après une nouvelle réunion où la direction avait annoncé qu'elle ne lâchait rien de plus, 350 ouvrières et ouvriers de « Krema » et « Legal » étaient allés manifester au siège à Rueil (où travaillent 140 employés et 160 cadres). Les employés débrayèrent alors à leur tour. Accompagnant les délégués, des ouvrières et des ouvriers sont allés discuter avec la direction. Aucun résultat n'ayant été acquis, cinq jours après le début, la grève tenait toujours bon.

La GF perd chaque jour des sommes considérables car les stocks ne peuvent être faits très longtemps à l'avance en ce qui concerne le café, en raison des conditions de fraîcheur. Les détaillants risquent d'être approvisionnés par de nombreux concurrents et si la grève dure, cela représente la perte d'une clientèle. D'autre part, une campagne publicitaire était prévue dans les jours qui viennent pour le lancement d'un nouveau produit, qui ne se trouvera pas en vente aux dates prévues. On le voit, les ouvriers de la GF ont des moyens de pression économiques importants dans leurs mains. Mais la GF est aussi un trust solide. La résolution des ouvriers devra pourtant la faire céder, s'il ne veut pas que la grève ne lui coûte plus cher que la satisfaction des revendications. D'autant plus que chez Legal, les ouvriers ont posé la revendication du paiement des heures de grève, comme en mai 68, et chaque jour qui passe, l'addition augmente.

MEETING LUTTE OUVRIÈRE LE 14 AVRIL A LA MUTUALITÉ



pour la défense des travailleurs immigrés, catégorie la plus exploitée du prolétariat français

MARDI 14 avril, à la Mutualité, Lutte Ouvrière organisait une réunion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs immigrés en France et les problèmes posés au prolétariat de ce pays.

Devant 1 500 personnes attentives, où prédominaient manifestement les travailleurs, les orateurs se succédèrent pour analyser tout d'abord pourquoi en France les salariés immigrés atteignent 11 % du nombre total des salariés. Cet appel à la main-d'œuvre étrangère est une longue tradition. Depuis bientôt 50 ans, en effet, l'économie capitaliste française a un besoin vital de ces travailleurs, étant donné l'expansion de l'économie, expansion qui aurait été impossible sans cette main-d'œuvre. Ces travailleurs occupent une place spéciale dans les travaux délaissés par les prolétaires français, c'est-à-dire dans les plus pénibles et les plus salissants, dans les secteurs les moins qualifiés, manœuvres, O.S., salariés agricoles.

La défense des travailleurs immigrés, partie intégrante du prolétariat français, est la défense des intérêts de ses couches les plus exploitées, ont souligné les orateurs.

Avant d'élaborer les tâches des travailleurs et des organisations révolutionnaires face au problème des immigrés, deux orateurs firent les récits de mouvements grévistes qui eurent lieu dans deux entreprises de la région parisienne et qui éclairent d'un jour très cru les conditions difficiles auxquelles se heurtent les immigrés dans leur lutte revendicative. D'autant que, outre l'arbitraire patronal, ils ont à affronter le racisme latent des autres travailleurs de l'entreprise et surtout celui des sections syndicales qui, au lieu de soutenir les immigrés, reflètent les préjugés des ouvriers français relativement privilégiés.

Dans ces deux entreprises, Idéal Standard à Aulnay-sous-Bois et Vitho à Saint-Ouen, on a vu des ouvriers d'Afrique noire et d'Afrique du Nord se retrouver seuls dans la lutte, isolés, abandonnés des sections syndicales. Ils n'ont trouvé de soutien qu'auprès des ouvriers révolutionnaires qui se sont mis en grève avec eux et qui surtout essayèrent de faire pression sur les sections syndicales, en dénonçant leur attitude réactionnaire. Car c'est là, a-t-on souligné, un des points déterminants sur lequel peuvent intervenir les révolutionnaires. Il est possible, en effet, de rompre l'isolement dans lequel se trouvent les immigrés et contraindre les sections syndicales à les défendre. Les sections syndicales — et en particulier la CGT à cause de ses liens avec le Parti Communiste — ne peuvent accepter d'apparaître, aux yeux du pays, comme ouvertement racistes. Parfois, il suffit de rendre publique telle attitude plus ou moins raciste, pour la faire cesser.

Après ces deux récits, furent abordés ce que devaient être les tâches des ouvriers et des organisations révolutionnaires, face au problème des immigrés :

Mettre en avant d'abord des revendications qui défendent les intérêts des plus défavorisés : l'augmentation uniforme des salaires, à opposer à l'augmentation en pourcentage généralement préconisée par les syndicats et qui favorise les catégories les plus élevées. Réclamer la suppression des conditions de nationalité et d'ancienneté qui empêchent la majorité des travailleurs immigrés d'être électeurs et éligibles dans les entreprises. Et surtout, faire pression sur les organisations syndicales, en rendant publique toute attitude de leur part allant à l'encontre de la solidarité ouvrière, pression importante que peuvent exercer les militants gauchistes des différents groupes à condition qu'ils y consacrent leurs efforts.

A signaler que dans le cadre de nos relations avec le PSU, un camarade du PSU participait à la Tribune et développa dans son intervention un point de vue similaire.

Ainsi, dans les chantiers, dans les usines, les travailleurs révolutionnaires des différentes tendances peuvent faire en sorte que, dans le travail, il n'y ait qu'un seul étranger : le patron.

C'est une tâche à leur portée.

succès du CID-UNATI aux élections des caisses régionales d'assurances maladie

(A.F.P.)

LES élections aux conseils d'administration des caisses d'assurance-maladie des travailleurs non-salariés ont eu lieu. Les non salariés ce sont les commerçants, les artisans, les professions libérales.

La participation y a été record (plus de 50 %, au lieu de 20 % habituellement) et c'est normal compte tenu de l'agitation qui règne en ce moment dans ces milieux.

Mais ce qui apparaît le plus important dans ces élections, c'est la démonstration de la représentativité des organisations contestataires des travailleurs indépendants, le CID-UNATI. Elles ont enlevé plus de 25% des sièges et sont majoritaires dans 6 conseils sur 28. Et cela alors même qu'une fraction du CID (celle de M. Buisine, influente dans le Nord) avait recommandé le boycottage.

Les organisations traditionnelles et les listes mutualistes gardent une petite majorité des sièges et des conseils, et le reste des voix se partage entre l'UDCA de Poujade et le GACIA influencé par le PCF, ce dernier largement minoritaire.

Au lendemain de ces élections, L'Humanité, *assez embarrassée, expliquait que «les listes néo-poujadistes du CID et de l'UNATI ont bénéficié de la propagande que la télévision et la grande presse ont consacré aux agissements de leurs leaders ». Mais on ne voit évidemment pas quelle publicité la télévision aurait pu faire autour des actions menées par le GACIA !*

Mais s'il y a effectivement un danger de voir le CID et l'UNATI donner naissance à des tendances néo-poujadistes, la principale raison en réside précisément dans l'attitude des grandes organisations ouvrières, qui craignent par dessus tout ceux qui clament un peu trop fort leur mécontentement, et qui le manifestent.

En tout cas, pour le moment, le succès du CID est surtout une bonne leçon pour le gouvernement et pour tous les tenants de la théorie de la « majorité silencieuse ». Ces gens-là cherchent toujours à présenter ceux qui luttent pour leurs revendications d'une manière déterminée comme des petites minorités excitées, opposées au reste de la population.

Le CID vient de faire la démonstration du contraire pour les petits commerçants, car il est maintenant encore plus évident que de larges masses de petits commerçants et d'artisans ne supportent plus le régime actuel dont ils font en partie les frais, et qu'ils sont prêts à suivre ceux qui se montrent les plus décidés dans la lutte.

Claude CHARVET

DANS LE MONDE

AU CAMBODGE :

la défense de l'Occident... par les pogroms et les camps de concentration

Les militaires américains qui ont, au Cambodge, hissé le général Lon Nol au pouvoir ont voulu faire de ce pays, un allié de leur politique au Sud Vietnam.

Le changement de régime aurait été effectué en levant bien haut la bannière de l'anti-communisme, en agitant l'étendard de la civilisation occidentale, présentée comme seule capable de maintenir la pérennité des valeurs morales face au déferlement de la barbarie.

L'opinion publique américaine, et avec elle une bonne partie de l'opinion mondiale, avait déjà eu l'occasion d'apprécier le visage des nouveaux croisés de l'Occident avec la révélation du massacre de Song-My.

Le regroupement des Vietnamiens, au Cambodge, précède souvent...

Aujourd'hui, au Cambodge, les alliés de ceux qui luttent pour la morale ont entrepris un véritable génocide. Tentant d'exploiter les sentiments xénophobes les plus méprisables, le gouvernement Lon Nol lâche ses mercenaires contre la population civile d'origine vietnamienne qui vit au Cambodge. Les pogroms se multiplient, les scènes d'horreur deviennent quotidiennes. Le charnier de Prasaut, les cadavres flottant sur le Mékong, la nouvelle tuerie de Takéo dont un rescapé a pu rapporter comment les soldats ont achevé à l'arme blanche les femmes et les vieillards blessés, voilà le résultat de l'intervention occidentale dans l'ancienne Indochine française. Au Cambodge, comme en Indonésie, comme en Grèce, l'impérialisme américain s'appuie sur des bandes de tortionnaires. Massacres, prisons, camps de concentration ou de « regroupement », tortures, voilà le visage véritable de l'ordre moral imposé par l'impérialisme occidental.

Mais il est plus facile au régime du général Lon Nol d'organiser de sanglants pogroms contre la minorité vietnamienne que de trouver des solides appuis dans la population khmère, tout comme il est plus facile à l'impérialisme US de recruter des tortionnaires vénaux que de trouver, sur place, des soldats prêts à faire la guerre contre les maquisards.

..les massacres. Lon Nol assimile vite les méthodes de l'impérialisme. (U.P.I.)

C'est même le contraire qui se produit. Les alliés de l'impérialisme sont tellement pourris qu'ils suscitent chaque jour de nouvelles haines, qu'ils accroissent sans cesse le nombre de leurs ennemis. La dictature de Lon Nol n'échappe pas à la règle et le général assassin a déjà demandé officiellement l'aide américaine pour tenter de s'opposer à la dégradation de la situation militaire dans le pays.

Quoique Nixon puisse décider, une chose est sûre : il pourra difficilement justifier son intervention au Cambodge par la nécessité de protéger les populations locales de la terreur et de la barbarie communistes. Le peuple américain a de bonnes raisons d'être sceptique !

F. DELAIN

DANS LE MONDE

LA «REBELLION» DU MASSACHUSSETTS: indice de l'hostilité grandissante à la guerre au Vietnam

Lorsque Eugène MacCarthy fit sa campagne contre la guerre du Vietnam, son succès montra l'ampleur du mouvement pacifiste. (U.P.I.)

DEPUIS le 2 avril, tout militaire américain originaire de l'Etat de Massachussets peut refuser légalement **de partir pour le Vietnam.**

C'est la conséquence d'une nouvelle loi votée par le Sénat et par la Chambre des Représentants du Massachussets, et signée le 2 avril, à Boston, par le gouverneur républicain de l'Etat.

En effet, selon la législation américaine, la guerre du Vietnam est **inconstitutionnelle,** puisque le Congrès des U.S.A. n'a jamais fait officiellement de déclaration de guerre à qui que ce soit.

Les dirigeants de Boston mettent donc ceux de Washington en demeure de choisir : « Ou bien vous déclarez la guerre, au Nord-Vietnam par exemple, ou les citoyens du Massachussets pourront refuser d'aller combattre en Asie du Sud-Est. »

Comme on voit mal le gouvernement Nixon faire une déclaration de guerre au moment où il songe à retirer son armée du Sud-Est asiatique, la loi votée à Boston équivaut à une pression en faveur d'un retrait plus rapide des troupes.

D'ores et déjà, un jeune conscrit vient d'invoquer cette loi pour porter son cas devant un tribunal.

Cette initiative risque de faire tache d'huile, et il n'est pas exclu que d'autres Etats adoptent une législation identique.

Toutes ces arguties juridiques peuvent faire sourire : ainsi donc la guerre du Vietnam n'était pas légale, et il aura fallu des années de combats pour que les autorités d'un seul Etat s'en aperçoivent !

Il est bien évident que l'impérialisme américain — comme les autres d'ailleurs — ne détermine pas sa politique en fonction des lois, fussent-elles les siennes propres. La guerre du Vietnam a commencé **hors la loi,** elle finira de même.

Toutefois, si la loi du Massachussets ne peut par sa seule vertu arrêter la guerre, elle peut servir d'argument de propagande pour les partisans de l'arrêt immédiat des hostilités.

Ces derniers sont de plus en plus nombreux aux U.S.A., et ils ne se recrutent plus comme par le passé parmi des minorités d'étudiants, de non-violents, et de révolutionnaires. C'est maintenant des couches toujours plus larges de la population qui en ont assez d'un conflit coûteux qui ne rapporte que l'inflation, la hausse des prix, et de nombreuses victimes par-dessus le marché.

L'attitude des dirigeants du Massachussets est révélatrice à cet égard. Les sénateurs, les représentants, et le gouverneur de l'Etat ne sont évidemment pas des révolutionnaires, bien au contraire. Mais ils reflètent très certainement une grande partie de leur électorat.

Bien sûr, la bourgeoisie et l'Etat américain ont décidé depuis déjà deux ans environ de mener une politique de **désengagement** des troupes U.S. hors du Vietnam. Mais pour mener cette politique, pour obtenir dans la péninsule indochinoise les conditions les plus avantageuses possibles pour l'impérialisme américain, le gouvernement Nixon a besoin d'avoir les mains libres à l'intérieur des U.S.A.

Il lui faut, en particulier, pouvoir faire traîner les négociations et les hostilités aussi longtemps qu'il l'estime nécessaire.

Seulement, cette guerre qui n'en finit pas est de moins en moins admise par la population des Etats-Unis. Cette pression de l'opinion peut, bien sûr, être utilisée par Nixon pour contrebalancer le poids des militaires jusqu'au-boutistes. Elle n'en demeure pas moins fort gênante pour lui. Et si cette pression venait à se renforcer, elle pourrait même contraindre Nixon à faire la paix plus tôt que prévu.

A ce titre, l'attitude des autorités de Boston, par tout ce qu'elle révèle, et par le renforcement qu'elle constitue pour le camp « anti-guerre », est encourageante à cet égard.

A. VICTOR.

en toute sérénité

Bobby Seale.

A Washington, la cour suprême a fait savoir récemment qu'elle jugeait parfaitement normal le procédé utilisé lors du procès de Bobby Seale, un des chefs des Panthères Noires : celui-ci, en effet, avait été baillonné et ligoté sur son siège sous prétexte que les propos qu'il tenait étaient insultants pour le tribunal.

Des mauvais esprits prétendent que les juges américains auraient trouvé dans cette nouvelle procédure un double avantage : d'une part, elle permettrait d'expédier plus rapidement les affaires, puisqu'on n'aurait plus besoin d'entrer dans les détails, d'autre part, le silence respectueux nécessaire à la méditation des magistrats leur permettant de juger... en toute sérénité.

On se demande pourquoi ils n'ont pas décidé de se passer tout simplement de la présence des accusés au tribunal.

EN RHODÉSIE : nouvelle vague de répression

SIX Noirs viennent d'être condamnés à mort par une Haute Cour de Rhodésie. Ils étaient accusés d'actions de guérilla contre le gouvernement de Salisbury, notamment de l'attaque d'un poste de police. Un septième n'échappera à la pendaison qu'en raison de son jeune âge. A 17 ans, il est condamné à la prison à perpétuité.

le Comité d'Action Révolutionnaire Israëlien à l'étranger (C.A.R.I.S.E.) communique :

SABRI GERIES, avocat arabe, auteur de « Les Arabes en Israël » (Maspero, Paris, 1969), assigné à résidence dans sa ville de Haïfa depuis 1967, est actuellement en prison. Arrêté sur ordre administratif depuis le début de l'année, il n'a fait l'objet d'aucune inculpation ou procès.

FAWZI EL-ASMAR, poète et journaliste arabe, a été arrêté sur ordre administratif il y a neuf mois. Lui non plus n'a pas été traduit devant un tribunal et peu de choses sont connues sur l'intention des autorités concernant le destin de Fawzi El-Asmar.

Nous venons d'apprendre que Sabri Geries et Fawzi El-Asmar ont commencé une grève de la faim dans leur leur prison depuis le 30 mars. Ils demandent de comparaître devant un tribunal et qu'une inculpation leur soit signifiée, ou autrement d'être relachés immédiatement. Leur grève de la faim serait d'une durée illimitée.

Tous les sept ont nié les faits qui leur furent reprochés. Peu importe, la justice de la minorité blanche ne s'embarrasse pas de détails quand il s'agit de faire un exemple. Car il faut un exemple pour ceux qui seraient tentés de prendre les armes contre le gouvernement ségrégationniste.

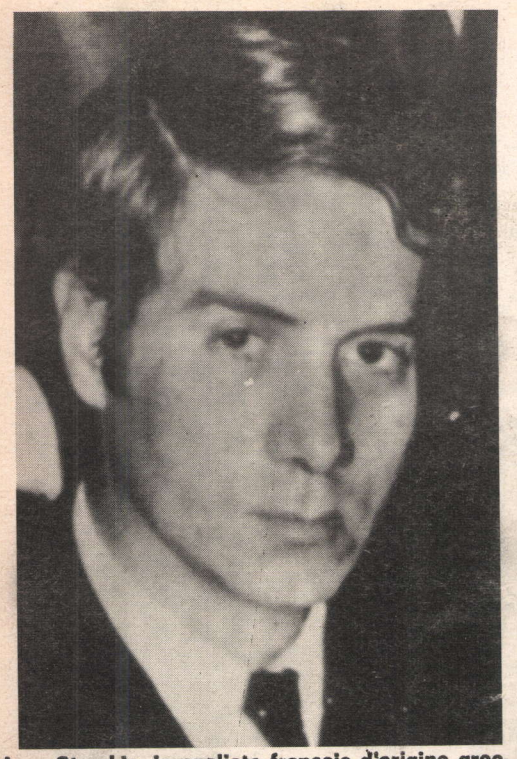
Si cette répression sauvage donne la mesure de la crainte du gouvernement de Salisbury de voir la guérilla s'étendre et se généraliser, elle ne peut être à terme, qu'inefficace.

Car la politique ségrégationniste de Ian Smith et C° ne laisse pas aux quatre millions d'Africains d'autre perspective que subir l'oppression et le racisme d'une république blanche représentant moins de trois cent mille habitants ou recourir à la lutte armée. De plus en plus de noirs choisissent le deuxième terme de l'alternative.

En trois ans, les affrontements entre la police et les guérilleros noirs ont fait environ 170 morts du côté des guérilléros, et 15 du côté des forces de l'ordre.

Le nombre des affrontements va en croissant. Et la politique de répression n'y peut rien. Elle ne fait que renforcer la détermination de ceux qui ont choisi le combat, et leur nombre.

Ian Smith. (U.P.I.)



Jean Starakis, journaliste français d'origine grecque, condamné à dix-huit ans de prison : sa « grâce » est un geste politique des Colonels, pas une preuve de libéralisation du régime. (U.P.I.)

procès à Athènes

A Athènes, le rideau est tombé sur la scène du Tribunal militaire où se jouait, depuis plus de 15 jours la sinistre farce du procès des 34 membres du réseau « Défense démocratique ». Et le rideau est tombé après un acte final, riche en rebondissements de dernière heure. Après le violent réquisitoire prononcé contre les accusés qualifiés de « tumeurs cancéreuses », « dangers publics » ou autres « propagandistes de la violence aux réactions primaires », par le procureur général Liapis, qui réclamait pour certains d'entre eux, la peine de mort ; après l'intervention personnelle du colonel Papadopoulos qui, se faisait l'écho du procureur, invitait les juges d'Athènes à faire preuve de la plus ferme rigueur et à ne pas céder à « l'humanitarisme » au détriment de la « Raison », on s'attendait à Athènes et dans le monde à des condamnations à mort, si ce n'est même à des exécutions immédiates.

Mais si la pièce a échappé de justesse à la tragédie, elle n'a pas échappé au drame. Si la peine capitale n'a pas été retenue, si les juges du tribunal militaire d'Athènes n'ont finalement pas suivi le réquisitoire du procureur, les verdicts prononcés n'en ont pas moins été très lourds : réclusion à vie pour Karayorgas, professeur d'université ; 18 ans de prison pour Mangakis, lui aussi professeur d'université, Starakis, journaliste et Loukas, pharmacien, 15 ans de prison pour Kombotiatis, employé des PTT ; 10 ans, 8 ans, 7, 6, 5 ans de la même peine pour de nombreux autres.

Aussi, de là à parler de « verdict modéré » comme le faisait « France-Soir » le 15 avril ; de là à rapprocher de ce « verdict modéré » la récente libération du compositeur Mikis Théodorakis, la grâce et l'expulsion prochaine du journaliste Starakis, condamné au procès d'Athènes mais ressortissant français et la libération de quelque trois cent trente-deux détenus, de là surtout à parler, à propos de ces faits juxtaposés de « calendrier de la libéralisation» («France-Soir») le tout pour accréditer la thèse que les colonels grecs se seraient délibérément engagés sur cette voie de la « libéralisation », il y a là un pas que la grande presse franchit un peu trop allègrement.

Certes, il n'est peut-être pas faux de dire que «les autorités grecques multiplient les gestes de détente ». Certes, le président-colonel Papadopoulos, pas plus tard que le 11 avril dernier, a tenu une conférence de presse radio-télévisée, « dans le cadre des nouvelles mesures de libéralisation » (précisons que cela fait déjà des mois que le gouvernement grec s'est placé « dans ce cadre »). Mais gestes de détente en direction de qui ? Promesses de libéralisation pour qui? Pour le peuple grec victime de la démocratie « musclée » ? pour les militants politiques emprisonnés et traqués ? Certainement pas.

Si les colonels ont finalement reculé devant les condamnations à mort, s'ils ont à bon compte redoré leur blason en libérant quelques célébrités, c'est à usage purement externe. C'est qu'ils tiennent à donner à leurs alliés, les gouvernements européens, les quelques gages que ceux-ci leur réclament pour ne pas être contraints de les mettre au ban du monde dit « civilisé ».

Et si les signes de « détente » peuvent paraître bien maigres, c'est que les gouvernements demandeurs ne sont pas si difficiles que cela. Ce qui compte avant tout pour ces chefs des nations occidentales «policées », c'est que les apparences soient sauves.

Bien sûr, le comité des ministres du Conseil de l'Europe a tout de même condamné jeudi dernier le régime grec pour ses violations répétées des libertés politiques et individuelles. C'est le moins qu'il pouvait faire.

Mais le gouvernement français s'oppose toujours à ces condamnations officielles. Parce qu'il est prouvé que le gouvernement grec est sensible aux pressions que l'on peut exercer sur lui, affirme-t-il, il faut surtout éviter de rompre complètement et, au contraire, continuer à exercer ces pressions.

Et cette thèse n'est pas seulement l'apanage de la droite. Elle a reçu, aussi, l'appui de « l'homme de gauche » qu'est M. J.-J. Servan-Schreiber.

Pendant longtemps encore — à moins de changement dans la situation intérieure grecque — on va sans doute voir l'Europe officielle discuter du meilleur moyen de faire pression sur les colonels d'Athènes, discuter s'il faut rompre tout à fait, à moitié ou au quart avec eux, ou, au contraire, garder de bonnes relations pour arriver à les humaniser.

Les colonels n'en demandent pas plus. Pour cela même ils sont sans doute prêts à quelques gestes de clémence de temps à autre. Ils ne mettent pas leur pouvoir en danger... et ils ne changent rien non plus à l'oppression du peuple grec.

Michelle Verdier

Le tribunal militaire d'Athènes : une grossière parodie de justice. (A.F.P.)

Apollo 13

LE sauvetage réussi des trois cosmonautes d'Apollo XIII a été accueilli par un soupir unanime de soulagement. Et ceci en dépit de l'agacement dû à l'attitude tapageuse de la presse, de la radio et de la télé, toujours promptes à exploiter le sensationnel.

Si l'opinion a été émue et angoissée, ce n'est pas seulement parce que Lovell, Swigert et Haise étaient des hommes courageux qui risquaient leur peau. Car, après tout, des hommes braves qui risquent leur vie, il y en a des milliers par le monde, sans qu'on mobilise toutes les radios pour parler d'eux.

Mais c'est que les équipages des vaisseaux spatiaux sont considérés comme des représentants de l'espèce humaine toute entière dans sa tentative de sonder l'inconnu et de se rendre maîtresse de l'univers.

Mais les a-t-on fait partir pour faire réellement progresser la science ? Malheureusement, on est en droit d'en douter.

Nul n'ignore en effet les difficultés que connaît la NASA pour obtenir des crédits du gouvernement des Etats-Unis. Alors qu'elle a obtenu 4,6 milliards de dollars en 1968, cette somme était réduite à 3,7 milliards en 1969. Et pour l'année qui vient, le président Nixon a demandé au Congrès d'accorder 3,3 milliards de dollars. On s'attend à ce que le Congrès vote des crédits un peu inférieurs à ce chiffre.

En fait le gouvernement américain, qui, pas plus que lès autres n'a de vocation scientifique, avait consenti à engager de telles dépenses dans un but tout autre que le progrès de la Science.

A l'époque où l'URSS parvenait, la première, à mettre un satellite artificiel sur orbite, à l'époque où elle apparaîssait gagnante dans la course à l'espace, le gouvernement US s'est senti à la fois menacé dans son prestige et menacé militairement. La plus forte nation du globe ne pouvait pas continuer à se laisser ridiculiser ainsi.

En quelques années la puissance industrielle des Etats-Unis a réussi à rattraper le retard et à devancer de façon spectaculaire les Soviétiques. Au point que ces derniers semblent vouloir abandonner la course à l'espace, ou tout au moins la ralentir considérablement.

Le gouvernement américain a obtenu ce qu'il voulait. Alors quel besoin a-t-il maintenant d'engager des frais gigantesques dans la conquête de l'espace. Et cela d'autant plus que la guerre en Indochine coûte très cher et que l'inflation s'accroît.

Aussi les sommes accordées à la NASA sont-elles réduites. Et elles le sont au point de compromettre l'intérêt et la valeur de l'actuel programme Apollo.

Car il est très différent, scientifiquement parlant, d'envoyer des fusées sur la Lune dans le but de préparer l'exploration du reste de l'univers, ou de les envoyer simplement parce qu'elles sont déjà construites, et qu'en les expédiant, on pourra ainsi mettre en vedette le prestige des USA durant quelques mois encore.

Aussi a-t-on vu des spécialistes de la NASA protester publiquement contre cette politique anti-scientifique, et certains d'entre eux ont été jusqu'à donner leur démission.

Aujourd'hui que les USA ne se sentent plus aiguillonnés par la concurrence de l'URSS, le programme spatial américain se réduit de plus en plus à exploiter, au meilleur compte, l'acquis existant.

On expédiera donc les dernières fusées Saturne qui sont prêtes, on construira vraisemblablement une station orbitale qui aura un intérêt militaire de premier plan, puisqu'il faut bien tout de même continuer à subventionner l'industrie spatiale américaine, et pour le reste, on verra plus tard...

La science et la technique y trouveront bien sûr quelques avantages, et feront quelques progrès, mais qu'on est loin aujourd'hui des ambitions et des espérances du début !

Mais, après tout, pouvait-on s'imaginer sérieusement qu'une grande puissance impérialiste était vraiment capable de favoriser la recherche scientifique désintéressée.

A. VICTOR

DANS LE MONDE

LA THAILANDE : base américaine au sud-est asiatique

ON a longtemps cité la Thaïlande, tout comme le Cambodge voisin, comme le plus bel exemple de « l'Asie heureuse ». Pourtant depuis des années maintenant c'est de Thaïlande que partent bon nombre de bombardiers américains pour le Laos et le Vietnam. Quelques unités terrestres sont aussi engagées aux côtés des troupes de Thieu et Ky. Et voilà qu'aujourd'hui un bataillon thai a été envoyé au Laos et qu'il est question d'une intervention au Cambodge.

Ainsi donc, ce pays sans problème se trouve entraîné à son tour dans l'état de guerre qui règne dans l'Asie du Sud Est. On peut se demander comment il en est arrivé là.

En fait la grande chance de la Thaïlande était d'avoir été mise à l'abri par une série de circonstances exceptionnelles.

Mais aujourd'hui, ce concours de circonstances favorables n'existe plus. Dès 1950, dans le cadre de leur politique de « containment » par rapport à la révolution chinoise, les Américains commençaient à fournir une aide militaire à la Thaïlande, aide qui n'a fait que s'amplifier depuis. Actuellement on compte en Thaïlande une demi-douzaine de grandes bases d'où partent la plupart des bombardiers contre le Laos et le Nord Vietnam. Le nombre de personnes employées directement par ces bases atteint près de 200.000, sans compter les hôtels, bordels, résidences de luxe... construits pour les Américains résidents ou les permissionnaires venus du Vietnam. C'est ce genre d'investissement qui explique en grande partie le « boom » économique que connaît la Thaïlande depuis une dizaine d'années, boom tout à fait artificiel qui ne résisterait pas à la paix et qui s'accompagne d'une inflation et d'un déficit de la balance commerciale catastrophique.

Cette prospérité ne profite qu'à la classe dirigeante qui s'enrichit par la corruption et la spéculation immobilière en se désintéressant des investissements véritablement productifs (barrages et travaux hydrauliques indispensables pour la culture du riz par exemple).

Alors, au cours de la même période, on a vu se créer dans les régions les plus défavorisées, un certain nombre de foyers de résistance armée, dont les cadres étaient en général formés en Chine ou à Hanoï. Les principaux centres sont le Nord-Est, région pauvre qui souffre de sécheresses périodiques, le Nord où les tribus montagnardes (Méos par exemple) ont eu à souffrir des exactions des fonctionnaires Thai, le Sud enfin, à la frontière malaise, où sont réfugiés depuis près de 20 ans les restes de la guérilla communiste de Malaisie battue par les Anglais en 1952.

Ces trois mouvements, isolés au départ, sont maintenant coordonnés. Ils forment le F.P.T. (Front Patriotique Thai) dont la direction se trouve à Pékin. D'autre part, le mécontentement s'étend au reste du pays : réaction « nationale » contre l'invasion US (exprimée par des manifestations d'étudiants à Bangkok en 1968 par exemple), difficultés économiques croissantes...

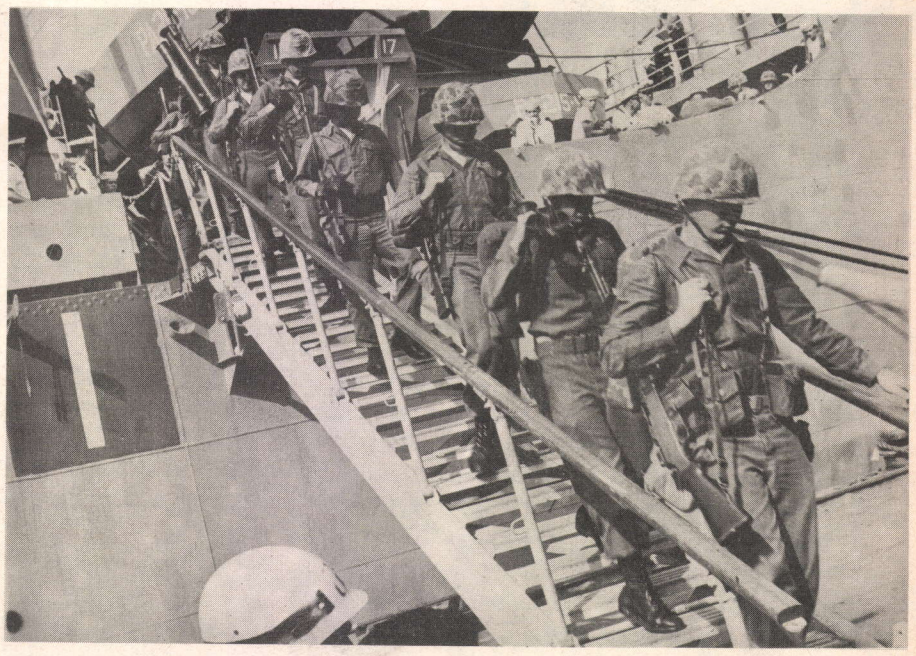
Or, face à ce mécontentement, le régime existant ne peut prendre aucune mesure efficace, car il est de plus en plus dépendant des Américains et la classe dirigeante s'enrichit justement du pourrissement de l'économie. Tout ce qu'il peut faire, c'est faire de la propagande anti-communiste, lancer des campagnes xénophobes contre les Chinois, pris comme boucs émissaires et envoyer la police et l'armée (avec leurs « conseillers » US).

Ainsi toute forme d'opposition est rejetée vers la lutte clandestine, vers l'alliance avec la Chine et aussi avec les autres mouvements de libération nationale qui existent en Asie du Sud Est (Vietnam, Laos...). Et la Thaïlande se trouve entraînée dans la guerre générale. Les membres du F.P.T. ont des cadres chinois et vont suivre des stages de formation à Pékin et le gouvernement de Bangkok envoie des troupes se battre aux côtés des Américains au Sud Vietnam, puis au Laos, puis au Cambodge...

Pendant ce temps, on voit à Bangkok se pavaner quantité de grands personnages, « experts » des Nations-Unies, de l'Unesco, missions d'assistance technique américaines, australiennes... Ils n'en tarissent pas sur les chances d'un développement économique « libéral » en Thaïlande, ils publient des tonnes de rapports et autres « plans de développement » destinés à démontrer les bienfaits de l'aide américaine et du capitalisme en général.

Mais si on considère les faits, on se rend compte que les seuls bienfaits que l'impérialisme apporte aux pays d'Asie, comme à ceux d'Afrique ou d'Amérique Latine, c'est le soutien aux régimes militaires et policiers les plus réactionnaires, la guerre et la ruine.

E. PRASOT



Des Marines débarquent en Thaïlande en 1962. Un aspect classique de « l'aide » américaine. (A.F.P.)

un passé d'Etat tampon

LA population qui occupe actuellement la Thaïlande est venue de Chine du Sud à une époque assez tardive.

Jusqu'au XIX[e] siècle, ce seront des luttes incessantes entre Thai, Birmans, Laos et Khmers pour la suprématie dans la péninsule indochinoise. Mais la chute de la Birmanie aux mains des Anglais et du Laos et du Cambodge dans celles de la France mettront fin à ces luttes. Par contre, les deux grandes puissances coloniales décideront d'un commun accord de laisser à la Thaïlande son indépendance « théorique », pour éviter que leurs deux armées ne se retrouvent face à face. Entre les colonies anglaises et françaises en Asie, la Thaïlande servait de « glacis ».

Dans l'économie traditionnelle, le roi était théoriquement propriétaire de toutes les terres du royaume, mais il en laissait la jouissance aux paysans. En échange, ceux-ci devaient la corvée. Malgré tout, la situation des paysans était favorisée par rapport à ceux des autres pays d'Asie du fait de l'abondance des terres disponibles. Même si le roi et les nobles disposaient de grands domaines, il restait toujours assez de terres pour que chaque famille paysanne puisse se constituer une petite propriété. D'ailleurs, la règle était que quiconque travaillait une terre pendant trois ans, en devenait propriétaire.

Le roi avait le monopole du commerce extérieur et c'est de là qu'il tirait la majeure partie de ses ressources monétaires. Le commerce intérieur était presque entièrement aux mains d'immigrants chinois, groupés dans la ville.

L'arrivée des Européens allait bouleverser ce système. Les Anglais, suivis des autres pays occidentaux, imposèrent à la Thaïlande une série de traités de commerce qui supprimaient le monopole du commerce extérieur et accordaient aux étrangers une quantité de privilèges (extraterritorialité par exemple). La Thaïlande devint un pays exportateur de produits primaires : riz pour nourrir les ouvriers des plantations anglaises en Malaisie, caoutchouc, étain... Les agriculteurs thaï se mirent à dépendre du marché mondial. Mais là encore, leur situation était assez favorisée car pour leur principal produit, le riz, la demande est assez stable et les prix ont eu tendance à monter.

Pour mieux résister à la pression des occidentaux, les rois entreprirent de moderniser le pays, mais ces réformes se limitèrent au plan administratif. Le système de la corvée fut aboli et remplacé par un impôt en argent. D'autre part, on institua un enseignement primaire obligatoire et financé par l'Etat, chose très rare en Asie et qui explique que le taux d'alphabétisation de la Thaïlande soit un des plus élevés de cette partie du monde.

En outre, un grand nombre d'étudiants furent envoyés dans les pays d'Europe pour se former aux techniques et aux méthodes d'administration occidentales.

C'est de là que naquit la crise qui renversa l'absolutisme royal. En effet, les intellectuels formés en Europe, qui se sentaient les plus capables de gérer le pays, souffraient de se voir relégués aux postes subalternes par rapport aux nobles et aux princes de la famille royale. A la suite de la crise économique mondiale de 1930, le gouvernement connut de graves difficultés financières et réduisit le traitement des fonctionnaires. C'en était trop, le 24 juin 1932, un coup d'Etat fomenté par des fonctionnaires civils et militaires obligeait le roi à accorder une constitution. Cette « révolution » se fit sans aucune participation des masses, elle se limitait en fait à une redistribution des avantages au sein de la classe dirigeante. Les nobles étaient évincés et remplacés par les fonctionnaires formés à l'occidentale.

Le principal artisan du coup d'Etat était un juriste formé en France, Pridi. Au cours de ses études, il avait acquis une teinture d'idées « socialistes » qu'il chercha à mettre en application. En 1933, il proposait un vaste programme de collectivisation des terres qui stupéfia les autres membres du gouvernement, surtout les militaires. Aussitôt, ces derniers faisaient un nouveau coup d'Etat et Pridi devait s'exiler. En fait, son programme de « socialisation » ne reposait sur rien. Il était impossible de mobiliser les paysans thaï, en majorité propriétaires de leurs terres sur un programme de collectivisation agraire.

A partir de ce moment, le pouvoir appartint à diverses cliques militaires. La constitution cessa d'être appliquée. Une idéologie ultra-nationaliste se développa, qui se manifesta par des mesures discriminatoires à l'égard des commerçants chinois, très nombreux dans les villes. Il y eut quelques révoltes, mais la plupart essayèrent d'échapper aux persécutions en se faisant passer pour Thaï, ce qui était facile étant donné le métissage très poussé entre les deux populations.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le maréchal Pibul, qui était au pouvoir en Thaïlande, s'allia avec le Japon. Mais Pridi, revenu d'exil, créa un mouvement Free Thaï favorable aux alliés. Et, en 1945, il revint au pouvoir. Il bénéficiait alors d'une très grande popularité car tout le pays avait eu à souffrir des excès des « alliés-occupants » japonais. La constitution fut rétablie, des partis politiques se constituèrent. Mais le régime se heurta aussitôt à une grave crise financière due à la guerre et les alliés lui imposèrent de lourdes contributions (livraison de riz gratuit) à cause de son alliance avec le Japon. Une série de crises politiques se termina par le retour au pouvoir des militaires. Ils l'ont gardé, jusqu'à aujourd'hui, malgré des tentatives périodiques de libéralisation.

En fait, ce qui caractérise la vie politique en Thaïlande, c'est l'absence complète d'intervention des masses. A toutes les élections, le pourcentage d'abstention varie entre 60 et 80 %. Les paysans forment la majorité de la population, les commerçants et les artisans se trouvent à l'écart du fait qu'ils sont en majorité chinois. Ceux qui participent à la vie politique ne sont donc qu'une infime minorité : quelques grands propriétaires fonciers, fonctionnaires civils et militaires. Le procédé normal de changement de gouvernement est le coup d'Etat qui fait passer le pouvoir des mains de la clique de l'armée de terre à celle de la marine, puis de la police, puis des fonctionnaires civils... La clique au pouvoir s'enrichit grâce à la corruption, qui est presque institutionnalisée. Le parlement et la constitution ne sont que des fantômes que personne ne prend au sérieux.

Mais depuis 1945, ce tableau traditionnel est en train de se modifier pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, la Thaïlande est en train de perdre sa position favorisée sur le plan économique. La population a considérablement augmenté, ce qui fait qu'il n'y a plus tellement de terres vacantes et que le surplus de riz disponible pour l'exportation s'amenuise. Parallèlement, les grandes propriétés s'étendent aux dépens des petits paysans indépendants qui deviennent simples tenanciers. Ce processus est particulièrement avancé à l'est de Bangkok. Les terres sont achetées par des fonctionnaires ou des commerçants qui cherchent un placement pour leurs capitaux. Les autres produits exportés (étain et caoutchouc) connaissent une crise. On a cherché de nouvelles spécialisations, comme le maïs, mais c'est le Japon, principal acheteur qui fixe les prix et l'année dernière, il a refusé de renouveler son contrat si la Thaïlande n'acceptait pas une baisse considérable.

E. P.

les difficultés de l'économie soviétique

L'URSS connaîtrait à l'heure actuelle des difficultés économiques assez importantes. Les mises en garde déjà faites par Brejnev il y a quelques mois semblent prendre maintenant un ton plus menaçant. La Pravda écrivait voici un mois qu'un sévère contrôle du parti était nécessaire et dénonçait sans ménagements les carences graves de certains secteurs de l'économie, en particulier celui de la chimie. Un membre du Politburo, au cours d'une réunion d'agriculteurs, s'en prenait violemment aux responsables, disant que si un redressement ne s'amorçait pas très rapidement, des sanctions seraient prises.

...une crise de longue date

Voilà qui rappelle un peu l'atmosphère des procès d'ingénieurs ou de directeurs d'usines, qui s'étaient déroulés en URSS, du temps de Staline bien sûr, mais aussi du temps de Krouchtchev, selon un procédé cher aux dirigeants soviétiques qui consiste à mettre en prison (quand ce n'était pas à fusiller) un certain nombre d'ingénieurs ou de directeurs accusés de « sabotage du plan », afin de remédier, d'après eux, au déséquilibre permanent qui caractérise l'économie soviétique.

L'U. R. S. S. bureaucratisée, est presqu'entièrement isolée du marché mondial. Elle supporte un régime politique qui n'a rien à envier aux pires dictatures militaires. La planification dont se vantent tant les dirigeants soviétiques a bien des défauts : la rigidité du plan qui ignore souvent les véritables besoins de la population, son orientation même (avantages à l'industrie lourde, à la production d'armement et à la recherche spatiale au détriment de la production de biens de consommation) ; le gaspillage dû au fait que les directeurs d'usine préfèrent souvent se remplir les poches au marché noir plutôt que de réaliser le plan, le bluff systématique sur le niveau de productivité et la réalisation du plan pour « grimper », ou par peur de perdre sa place et d'être accusé de « sabotage », tout cela ne peut que freiner considérablement l'économie et accentuer le déséquilibre entre les différents secteurs.

Certes, la puissance actuelle de l'URSS peut faire illusion. Il est vrai que pendant des années elle a paru pouvoir concurrencer les USA dans le domaine spatial. Mais tandis que des satellites partaient vers la lune, on apprenait que certains produits de grande consommation étaient devenus introuvables dans des villes soviétiques. En dehors de l'industrie lourde — qui est d'ailleurs encore loin elle-même d'avoir atteint le niveau des USA — tous les secteurs de l'économie sont à un niveau très bas de productivité, le secteur le plus retardataire étant celui de l'industrie chimique et des engrais ce qui ne peut manquer d'avoir de graves répercussions sur la production agricole.

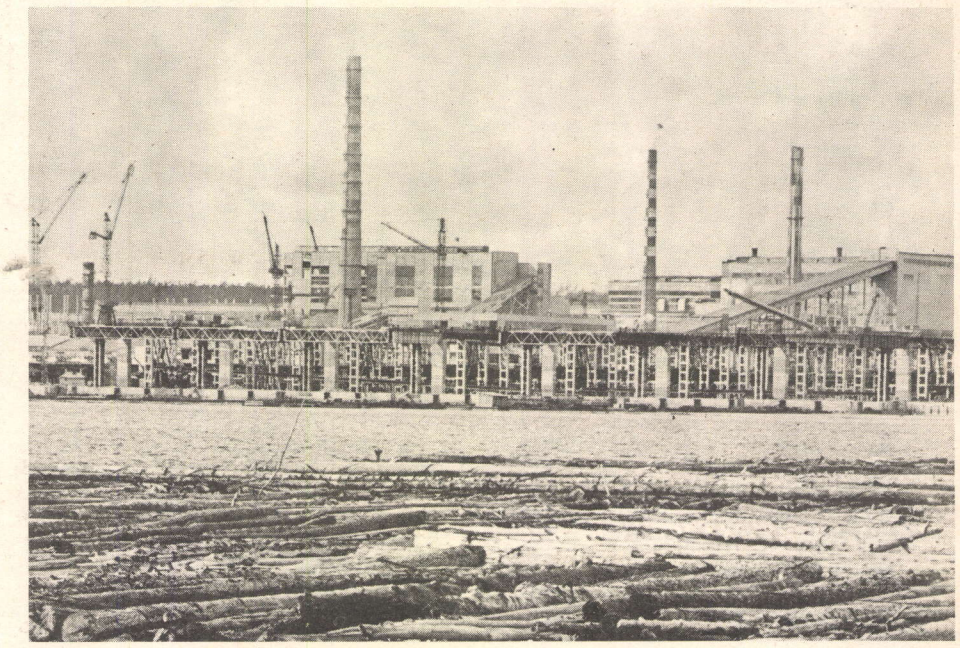
C'est que l'U.R.S.S. depuis des dizaines d'années vit coupée du marché international. Or, à l'heure actuelle, aucun pays, quel que soit d'ailleurs son régime politique, ne peut se développer en autarcie économique, vivre de ses seules ressources, sans recours au marché mondial. Et si la Russie a pu sortir de l'état de sous-développement où elle se trouvait au début du siècle, c'est parce qu'il y a eu le formidable bouleversement de la Révolution d'Octobre 1917 qui a balayé tout le vieux fatras moyenageux de la société tsariste et que grâce au courage et aux sacrifices innombrables de la classe ouvrière russe, l'économie a pu repartir sur des bases nouvelles.

Mais la première société bâtie par des travailleurs est restée isolée. Les dirigeants soviétiques, depuis Staline, en ont fait cette société monstrueuse où toute forme de liberté est bafouée, où les travailleurs n'ont aucun droit face à une bureaucratie omni-présente qui bénéficie de revenus et de privilèges scandaleux, où la crise économique est permanente.

Mais si la crise économique est permanente, c'est que, depuis que Staline usurpa le pouvoir à la classe ouvrière, les dirigeants du Kremlin ont choisi de construire ce qu'ils ont appelé « le socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire qu'ils ont choisi de défendre leurs intérêts et privilèges nationaux de bureaucrates contre la classe ouvrière russe et contre celle des autres pays.

C'est précisément de la crise économique elle-même, de la gestion bureaucratique de la société qu'ils vivent, et ce n'est pas un contrôle policier accru de la part de ces mêmes bureaucrates qui pourra y changer quelque chose.

Catherine Loraine.



Ce ne sont pas les sanctions bureaucratiques qui régleront les problèmes économiques de l'U.R.S.S. (U.P.I.)

IRLANDE : le véritable rôle de l'armée anglaise

DEPUIS Pâques, les incidents reprennent et se multiplient entre les communautés catholiques, protestantes et l'armée anglaise en Irlande du Nord. Après les manifestations plus ou moins massives des premiers jours, c'est maintenant par petits commandos que les jeunes de la minorité opprimée catholique s'attaquent aux forces dites de l'ordre.

Les troupes anglaises, en maintenant le statu-quo, ne font que défendre les oppresseurs. (U.P.I.)

Et, bien que la presse anglaise tente de faire croire qu'il ne s'agisse maintenant que de réactions de jeunes voyous désœuvrés, elle est contrainte de signaler qu'ils s'attaquent de préférence aux troupes écossaises, réputées pour leur solidarité agissante avec les protestants locaux. Les affrontements entre jeunes des deux communautés hostiles ont d'ailleurs commencé par la « provocation » qu'a été l'apparition de drapeaux d'Irlande du Sud indépendante où les catholiques sont majoritaires.

La situation est à ce point inquiétante que des renforts britanniques sont arrivés et que le haut commandement des forces de l'ordre a promis 10.000 livres sterling pour tous ceux qui amèneraient des informations sur les responsables d'attentats. Par ailleurs les troupes anglaises ont l'ordre de tirer désormais à vue sur leurs assaillants armés de cocktails Molotov.

Pourquoi cette flambée de violences alors même que les troupes anglaises venues s'interposer entre les deux communautés devaient permettre de protéger la minorité catholique des exactions de la police et des milices ultra-réactionnaires de la majorité protestante ? Alors que, paraît-il, une police bi-confessionnelle est en voie de constitution et des réformes étaient annoncées depuis un an ?

En fait, la révolte vient bien de la minorité catholique opprimée, qui voulait et veut encore obtenir la fin de sa condition de couche surexploitée et privée de ses droits politiques. Quel autre moyen a-t-elle pour obtenir le droit au logement ou au travail qualifié, pour obtenir même un droit de vote égal aux élections municipales (un possédant généralement protestant vaut jusqu'à trente voix quand un travailleur peut se voir interdire le droit de vote) ?

Mais pour cela il fallait briser l'extrême-droite fascisante qui s'appuie sur les « Petits Blancs » protestants, casser l'appareil d'Etat local. Et cela, les troupes anglaises, envoyées par le gouvernement travailliste de Wilson se sont bien gardées de le faire. Elles sont venues rétablir l'ordre, maintenir la paix civile, donc à quelques réformes de détail près, maintenir le statu quo.

C'est pour cela que les catholiques irlandais qui avaient accueilli comme des sauveurs possibles ces troupes destinées, paraît-il, à rétablir la justice, en sont maintenant à les mitrailler. Les troupes anglaises ne sont pas venues en Irlande du Nord pour défendre les droits des opprimés de la minorité catholique ; elles sont venues défendre l'oppression, elles en récoltent les conséquences.

LENINISME VIVANT ET LENINISME EMB

BIEN que l'histoire ne soit pas l'œuvre de quelques individus, de quelques « grands hommes » mais de ces millions que leur situation économique et sociale entraîne dans la lutte des classes, il arrive qu'un homme dont la vie et l'activité se confondent avec les combats de sa classe, en devienne le symbole.

Spartacus est devenu le symbole de la révolte des esclaves, Robespierre celui de la révolution bourgeoise victorieuse.

Pour le prolétariat révolutionnaire, le nom de Lénine est étroitement associé à la première révolution ouvrière victorieuse.

Les fondateurs de « l'Union de lutte pour l'affranchissement de la classe ouvrière ». De gauche à droite, debouts : A. Maltchenko, P.K. Zaporojetz, A.A. Vaniev ; assis : V. Staribov. G. Krypanovsky, Lénine et Martov.

(Photo Violet)

Aujourd'hui, parmi ceux qui célèbrent le centenaire de sa naissance, ceux qui ont le plus complètement renié le combat auquel il avait consacré sa vie, sont certainement les plus bruyants.

Et ceux-là mêmes qui brandissent ses portraits, qui ont fait de son cadavre embaumé un objet de visite touristique. sont aujourd'hui le pire obstacle sur le chemin de l'émancipation du prolétariat.

Aussi, le meilleur hommage que puissent rendre les révolutionnaires à Lénine, c'est de s'inspirer de l'exemple d'une vie tout entière tendue vers un sul but : détruire le système capitaliste, faire diparaître l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est d'assimiler l'expérience des révolutionnaires bolchéviks, afin d'en faire un outil pour les combats d'aujourd'hui.

Vers le marxisme

Né en 1870, dans la famille d'un inspecteur d'académie de Simbirsk, le futur Lénine arriva à l'âge adulte à une période où l'intelligentsia révolutionnaire jusque-là principale ennemie de l'autocratie tsariste, traversait une profonde crise. En fait, l'exécution des auteurs de l'attentat de 1887 contre le tsar — parmi lesquels se trouvait Alexandre Oulianov, le frère de Lénine — avait clos toute une époque.

L'intelligentsia révolutionnaire du début de la deuxième partie du XIX^e siècle, après avoir vainement tenté de soulever contre le tsarisme la paysannerie, classe en laquelle elle voyait le principal instrument de transformation sociale, par une réaction de désespoir, s'est réfugiée dans le terrorisme, dans l'exaltation de l'héroïsme individuel et de l'action exemplaire.

Après avoir donné jour à une génération de révolutionnaires aussi héroïques qu'incapables de gagner à leurs idées de larges couches populaires, le terrorisme populiste de plus en plus isolé de tout milieu social, alla vers la désagrégation totale. L'attentat de 1887 aura été sa dernière convulsion.

Mais alors même que l'intelligentsia révolutionnaire traversait une période de découragement, que les cercles révolutionnaires, faute de perspectives, se disloquaient les uns après les autres, la Russie tsariste commençait à s'engager sur la voie du développement capitaliste. L'introduction des rapports capitalistes commençait à miner, imperceptiblement d'abord, de plus en plus rapidement ensuite, la structure féodale de la société russe. Mais surtout, au fur et à mesure que poussaient les usines, grandissait une classe populaire dont les populistes ignoraient pour ainsi dire jusqu'à l'existence : le prolétariat.

Quelques éléments de l'intelligentsia révolutionnaire regroupés autour de Plékhanov, prennent conscience du caractère inéluctable du développement capitaliste en Russie et corollairement de ce qu'il y avait d'utopique à voir, à l'instar des populistes, la base d'un socialisme agraire dans les communautés agraires précapitalistes, condamnées à disparaître. A Plékhanov appartient le mérite d'avoir rompu avec le populisme et d'avoir clairement annoncé que l'intelligentsia doit se placer sur le terrain du marxisme et dépenser ses forces à la propagande parmi les ouvriers.

Si Alexandre Oulianov avait été un des derniers représentants du populisme de sa génération, son frère, Vladimir fut un des premiers à se ranger dans le camp des marxistes.

C'est vers 1890 qu'il fit connaissance avec les œuvres de Plékhanov, puis de Marx. Désormais, il a choisi sa voie. Il restera toute sa vie fidèle au marxisme révolutionnaire.

Vers la construction du parti révolutionnaire

En 1895, Lénine fit personnellement connaissance avec Plékhanov. Mais c'est seulement en 1900, après plusieurs années de prison puis de déportation qu'il parvint à se fixer à l'étranger et travailler directement avec les principaux représentants du marxisme russe.

A son arrivée à l'étranger, il fonda avec les « anciens » Plékhanov, Zassoulitch, Axelrod, et les « jeunes » Martov et Potressov le journal Iskra qui sera la principale publication des sociaux démocrates russes. Avec ses compagnons, il engage le combat contre les diverses déformations du marxisme qui naissent et se développent sur l'inexpérience des révolutionnaires russes et sur leur implantation encore faible dans la classe ouvrière.

Jusque-là, Lénine n'aura été qu'un des plus brillants seconds de Plékhanov. Un de ceux qui, comme leur chef de file, ont fait connaître et populariser les idées marxistes dans l'intelligentsia révolutionnaire.

Jusque-là, l'Iskra lui-même, pour reprendre l'expression de Trotsky, « avait du succès non seulement comme organe marxiste du parti prolétarien en construction, mais aussi, simplement, comme publication de combat politique d'extrême-gauche, qui n'était pas embarrassée pour trouver des mots violents ».

Mais avec l'extraordinaire développement des luttes ouvrières à l'entrée du XX^e siècle, avec la multiplication spontanée des cercles révolutionnaires, la social-démocratie révolutionnaire devait sortir des milieux intellectuels et entreprendre la conquête et l'organisation de l'avant-garde prolétarienne.

Et c'est là un tournant essentiel dans la vie de Lénine comme dans l'histoire du socialisme, russe d'abord, mondial ensuite.

Chef incontestable de la préhistoire de la social-démocratie russe, Plékhanov perdit pied dès que ses propres prévisions sur le rôle grandissant du prolétariat se réalisèrent.

Lénine était le seul à se représenter les immenses changements qui étaient en passe de transformer la Russie tsariste, et les conséquences qui en découlaient pour les révolutionnaires. Le temps de la « propagande en général » était fini ; il fallait entreprendre la construction systématique de l'instrument de l'émancipation du prolétariat : le parti révolutionnaire. Il fallait entreprendre la formation, la sélection sévère des militants, dévoués et professionnellement compétents. Il fallait séparer le bon grain de l'ivraie, les militants professionnels des intellectuels bavards qui gravitèrent autour de l'Iskra.

Le « léninisme » est né dans ces années-là.

Il a acquis sa physionomie propre lors du II^e Congrès du parti social-démocrate. au cours duquel la scission est intervenue, précisément sur une question d'organisation, entre les partisans de Lénine que l'histoire connaîtra sous le nom de bolcheviks, et les mencheviks.

Vers la révolution russe

Dès lors, toute l'énergie, toute la volonté de Lénine étaient consacrées à former une organisation de révolutionnaires professionnels, à sélectionner et à tremper les cadres de cette organisation, à en élaborer le programme constamment vérifié par les faits. Et il se battait souvent seul contre tous les grands noms du marxisme russe.

Pour les hagiographes staliniens de Lénine, le parti bolchevique aura été fait sur le canevas d'un modèle tout prêt sorti du cerveau d'un Lénine armé de pied en cape dès la scission de 1903. Bien évidemment, tel n'était pas le cas. Le Parti émergeait au travers de multiples combats menés vers l'extérieur comme en son sein même. Et si Lénine « fit » le parti bolchévique, le parti bolchévique « fit » aussi Lénine.

La révolution de 1905 où le prolétariat russe fit irruption sur la scène politique comme la principale force révolutionnaire capable d'ébranler l'autocratie tsariste, était la consécration de la validité de l'analyse marxiste pour la Russie. Mais ce fut en même temps un avertissement aux révolutionnaires, une incitaton pour qu'ils se préparent à la prochaine explosion populaire.

Celle-ci devait venir douze ans plus tard, en 1917. Mais jusque-là, bien des épreuves attendaient Lénine. La réaction consécutive à l'échec de la révolution de 1905 d'abord, réaction au cours de laquelle le prolétariat russe sombrait dans une profonde apathie et où la grande majorité des révolutionnaires furent arrêtés, ou, démoralisés, abandonnèrent le combat.

Il fallut attendre jusqu'en 1912, pour que le mouvement ouvrier commençât à s'éveiller de nouveau. Mais à peine était-il éveillé, que la première guerre impérialiste mondiale éclata.

Un nouveau combat commença pour Lénine. Maintenir avec quelques autres révolutionnaires, seuls « contre le courant », le drapeau de l'internationalisme prolétarien contre les vagues du chauvinisme où sombrèrent les unes après les autres toutes les sections de la II^e Internationale. Ce fut Zimmerwald, Kienthal, et la naissance d'une « gauche zimmerwaldienne » qui, autour de Lénine, proclama : la deuxième Internationale est morte, il faut entreprendre la construction de la troisième.

Lénine en 1917

Lénine avait consacré toute son activité à armer théoriquement et organisationnellement son parti, à le préparer à cette révolution qui éclata enfin en février 1917.

Grâce à cette préparation, le parti bolchévique aura été le seul parti se réclamant du socialisme à ne pas se mettre à la remorque de la bourgeoisie une fois l'autocratie abattue. L'antagonisme qui semblait mineur au moment de la scission de 1903 entre la fraction bolchévique et la fraction menchévique du parti social-démocrate russe, s'est trouvé transformé en antagonisme de classe.

Pendant que les mencheviks et les socialistes révolutionnaires se partageaient les places avec les partis bourgeois au sein de l'éphémère gouvernement provisoire, tentant de reléguer les organismes représentatifs du prolétariat révolutionnaire, les Soviets, au rôle de cinquième roue du carosse de la « démocratie bourgeoise », les bolchéviques étaient les seuls à réclamer « tous les pouvoirs aux Soviets ».

Mais cela n'allait pas seul, même pour le Parti Bolchévique. Car si, de par sa préparation, de par la compétence de ses militants, il était le seul à pouvoir jouer le rôle qu'il avait joué, encore fallait-il à sa tête un dirigeant capable d'analyser la situation politique, capable de saisir chaque nouvelle étape de la mobilisation révolutionnaire des masses et orienter leur action en conséquence.

Lénine était le seul — à l'unique exception sans doute de Trotsky — capable de démêler les lignes directrices de ce gigantesque affrontement de classes. Et en tout cas, il était absolument le seul à pouvoir convaincre et entraîner sur la base de cette analyse le parti bolchévique dans son ensemble.

En ce sens, malgré la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière russe, malgré les qualités exceptionnelles du parti bolchévique, sans Lénine, la révolution d'Octobre n'aurait probablement pas eu lieu. Son intervention fut au moins deux fois décisive.

D'abord, au début de la révolution, lorsque la direction peterbourgeoise du parti bolchévique, en particulier sous l'influence des deux principaux dirigeants sur place, Kamenev et Staline, incapables de saisir le contenu social de la révolution de février et ses perspectives de développement, se préparèrent à apporter leur soutien critique au gouvernement provisoire.

Rentrant de l'émigration en début d'avril, Lénine dut mener une dure bataille contre la majorité de la direction de son propre parti pour la convaincre que la démocratie bourgeoise à peine née était déjà morte, et que dans ces conditions, soutenir le gouvernement représentant cette démocratie bourgeoise était finalement affaiblir la révolution.

Les mots d'ordre lancés par ses « Thè-

AUMÉ

ses d'Avril » (méfiance totale vis-à-vis du gouvernement provisoire, le véritable gouvernement c'est le Soviet) guideront l'action du parti bolchévique jusqu'en Octobre.

La deuxième intervention décisive de Lénine fut précisément au cours de la préparation de la Révolution d'Octobre. Alors que la marée montante de la révolte paysanne déferlait sur les campagnes, alors que les Soviets des plus importantes cités industrielles se donnaient une majorité bolchévique montrant par là que le prolétariat russe était prêt à prendre le pouvoir, il fallait saisir la situation et entreprendre la préparation méthodique de l'insurrection.

Dans le processus révolutionnaire, le facteur temps joue un rôle prépondérant. S'il eût été aventuriste d'engager les combats pour la prise du pouvoir quand la situation n'était pas encore mûre, laisser passer l'occasion eût été démoraliser, désarmer les masses et finalement préparer la voie à la contre-révolution.

Lénine a su saisir le moment. Mais là encore, il fallait qu'il se batte contre toute une partie de la direction du parti bolchévique, notamment contre Zinoviev et Kamenev, qui craignaient de risquer tout l'acquis dans une seule bataille.

Et si enfin, le 7 novembre 1917, pour la première fois, le prolétariat aura enfin conquis le pouvoir dans un pays, il le doit dans une grande mesure à Lénine.

Lénine intervenant au IIIe Congrès de l'Internationale communiste. (Photo Violet)

Pour la révolution mondiale

Pour Lénine, comme pour ses compagnons, la révolution en Russie n'était pas un but mais un commencement. Internationalistes convaincus, ils savaient que le combat du prolétariat se situe dans une perspective internationale, et que le socialisme sera mondial ou ne sera pas.

Lénine consacrera une partie importante de son activité à la création, à la consolidation de l'Internationale Communiste, parti mondial de la révolution. Malgré ces efforts, les mouvements révolutionnaires de l'après-guerre, en particulier la révolution allemande ont échoué et la Russie soviétique s'est retrouvée isolée, abandonnée à ses propres forces.

Affaibli par les suites d'un attentat, malade, Lénine vécut encore assez longtemps pour voir les premiers signes de la gangrène bureaucratique qui commençait à ronger le corps de l'Etat soviétique. Contre cette gangrène, il a engagé son dernier combat. Il n'a pas eu le temps de le poursuivre. La mort le faucha le 21 janvier 1924, après plusieurs mois de paralysie qui l'avait déjà écarté de toute activité politique.

Georges KALDY.

A la direction de la révolution de 1917 : Lénine haranguant le prolétariat révolutionnaire. (Photo Violet)

SON DERNIER COMBAT

LES derniers gestes politiques de Lénine, et ses derniers textes, furent marqués par la lutte qu'il avait entreprise contre la bureaucratie montante, et contre le secrétaire général du parti bolchévik, Staline, qui incarnait déjà les déformations de l'appareil d'Etat soviétique.

Lénine pour qui le système soviétique, « l'Etat-Commune », devait être une forme de démocratie infiniment supérieure à tout ce que l'histoire avait jusque là connu, savait fort bien les risques que représentaient pour la révolution russe, d'une part son isolement, d'autre part l'état arriéré du pays.

« Nous savons parfaitement ce que signifie l'inculture de la Russie... — déclarait-il au VIIIe congrès du parti bolchévik, en 1919 — *nous savons que cette inculture avilit le pouvoir des soviets et recrée la bureaucratie. En paroles, l'Etat soviétique est à la portée de tous les travailleurs ; en réalité, aucun de nous ne l'ignore, il n'est pas à la portée d'eux tous, loin de là ».*

Participation de tous les travailleurs aux soviets, participation de tous les membres des soviets au travail de ceux-ci, ce sont des leitmotiv qui reviennent régulièrement sous sa plume, et dans ses discours, en ces années-là. *« Il existe une tendance petite-bourgeoise qui vise à transformer les membres des soviets en « parlementaires » ou, d'autre part, en bureaucrates* — écrivait-il encore en 1918 —. *Il faut combattre cette tendance en faisant participer tous les membres des soviets à la direction des affaires ».*

En mai 1922, Lénine fut frappé par la première attaque de la maladie qui devait l'emporter moins de deux ans plus tard. Lorsqu'il reprit peu à peu contact avec la vie et l'activité politique, il fut frappé par les progrès de cette bureaucratisation dont il avait depuis longtemps dénoncé le danger.

C'est que ces années 1921, 1922, 1923, marquaient un grand tournant à l'échelle mondiale, tournant qui ne pouvait qu'accélérer le processus de dégénérescence de l'Etat soviétique.

Depuis l'échec de l'armée rouge en Pologne, la bourgeoisie reprenait partout l'initiative. En octobre 1922, Mussolini arrivait au pouvoir. En septembre 1923, c'était en Espagne le coup d'Etat de Primo de Rivera. En octobre 1923, la révolution allemande, sur laquelle les bolchéviks comptaient tant pour tirer la jeune république soviétique de son isolement mortel, était défaite sans combat.

En Union soviétique même, après les dures années du « communisme de guerre », la Nouvelle Politique Economique représentait toute une série de concessions aux éléments petits bourgeois de la ville et de la campagne. Et c'est en s'appuyant sur les paysans aisés (les koulaks), et sur les commerçants qui profitaient de la NEP (les nepmen), que la bureaucratie se rendait maître de l'appareil soviétique, qu'elle prétendait utiliser pour la défense de ses propres intérêts particuliers.

Des mesures avaient certes été prises pour lutter contre ce danger. Deux organismes avaient été créés : l'Inspection ouvrière et paysanne, pour l'appareil d'Etat, et les commissions de contrôle, puis la Commission centrale de contrôle, pour le parti. Renonçant à une pratique démocratique qui lui était chère, le parti bolchévik avait même supprimé au Xe congrès, en 1921, le droit de fraction, afin d'éviter que les influences petites bourgeoises ne se manifestent trop au sein même du parti.

Mais l'inspection ouvrière et paysanne était entre les mains de Staline, et celui-ci, en tant que secrétaire général jouait également un rôle prépondérant dans la Commission centrale de contrôle. Quant à l'interdiction du droit de fraction, l'avenir allait montrer comment une mesure destinée à museler les influences petites bourgeoises pouvait se retourner contre les révolutionnaires.

Revenant en octobre 1922 à l'activité politique, Lénine était donc fermement décidé à mener avec énergie la lutte contre ces dangers. Il préparait pour le XIIe Congrès du Parti, qui devait se tenir en avril 1923, selon ses propres termes, une « bombe ». Mais le 14 décembre, Lénine était frappé par une nouvelle attaque, qui le laissait à demi paralysé. Ces derniers gestes politiques seront de courtes notes, ou de courts articles, dictés à ses secrétaires.

Ces notes et ces articles visaient essentiellement Staline, en qui Lénine voyait à juste titre, le principal représentant de toutes les tendances bureaucratiques. Le 4 janvier, il ajoutait à son fameux « Testament » un post-criptum recommandant au parti d'écarter Staline du secrétariat général. Le 23 janvier, il publiait dans la *Pravda* un article sur les « insuffisances de l'inspection ouvrière et paysanne ». Au début mars enfin, il rompait toutes relations personnelles avec Staline. Mais le 9, il subissait une troisième attaque qui le privait de l'usage de la parole.

Le parti bolchévik était privé de son principal dirigeant au moment où il devait aborder une des périodes les plus cruciales de son histoire. Quand l'opposition de gauche, dirigée par Trotsky, livrera, à la fin de 1923, ses premiers combats pour un « cours nouveau » dans le parti, et pour le redressement de l'appareil soviétique, Lénine ne sera plus qu'un infirme, incapable de toute intervention politique.

Il mourut le 21 janvier 1924. Et malgré les protestations de sa compagne, Kroupskaia, Staline et les siens firent embaumer son corps et construire l'affreux mausolée de la Place Rouge.

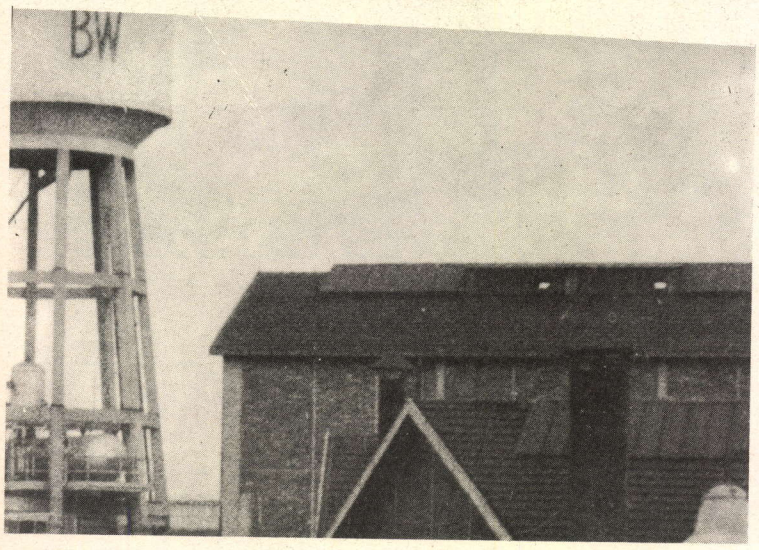
Ce fut bien la seule manière dont ils donnèrent encore raison à Lénine, qui avait écrit 7 ans plus tôt, à la veille d'octobre, dans « l'Etat et la révolution », qu'après la mort des grands révolutionnaires, *« on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine gloire, afin de « consoler » les classes opprimées et de les mystifier... »*

L. Bertrand

A BABCOCK-ATLANTIQUE (La Courneuve)

la Direction, avec la complicité des bureaucrates syndicaux, entend limiter les droits d'un délégué au C.E.

LES dernières élections au Comité d'entreprise de l'usine Babcock-Atlantique, à La Courneuve, ont quelque peu rompu la routine de ces élections. Pour la première fois, une section syndicale (la C.G.T.-F.O.) animée par des militants révolutionnaires faisait campagne en dénonçant le caractère de collaboration de classes de cet organisme. En récoltant plus de 19 % des voix dans le collège ouvrier, la section F.O. faisait la preuve que de nombreux travailleurs ne manifestaient aucun enthousiasme à voir leurs délégués passer leur temps à « gérer » des organismes baptisés sociaux.



L'élection, sur ces bases, du candidat présenté par la section F.O. et connu, dans toute l'entreprise pour ses idées gauchistes, allait susciter la réprobation unanime de tout ce que l'usine compte comme « notabilités », du personnel de la direction aux bureaucrates syndicaux de la C.G.T. et de la C.F.D.T., sans oublier bien entendu les cadres. Dès la première réunion, le nouveau délégué fut pris à partie par les syndicats, appuyés par la direction. Il avait refusé en effet les « responsabilités » que la C.G.T., majoritaire au C.E. lui avait offertes c'est-à-dire : la commission... assurances-vélos et la commission week-end (il ne manquait pour compléter le lot, que la commission de pêche à la ligne !).

C'est aux accusations de « trahison », d' « escroquerie », de « démission devant les responsabilités » que ce délégué dut faire face. La C.G.T. demanda même, en présence de la direction, comment les heures de délégués seront employées. Et tout ce beau monde tomba d'accord pour faire pression sur le délégué F.O. pour qu'il donne sa démission.

Mais toutes les pressions furent vaines. Mandaté par les travailleurs pour siéger au C.E., pour rapporter ce qui s'y disait, pour informer le personnel et défendre son point de vue, il refusa de céder.

Les tracasseries n'allaient pas cesser pour autant. Ce délégué, qui avait accepté la responsabilité de la commission cantine allait être empêché de faire correctement son travail.

Dans le cadre de son activité, le délégué, sur les heures de délégation du C.E., est allé interroger personnellement cinq cents travailleurs. Il a pu constater que la très grande majorité d'entre eux étaient mécontents de la qualité des repas et se plaignaient de la mauvaise nourriture. Puis, avec l'autorisation de la gérante, il est allé visiter les cuisines, dans un état lamentable (deux friteuses pour 1.700 repas, des fours ne fonctionnant qu'à moitié, une pression de gaz insuffisante, etc.).

Tout cela fut consigné dans un rapport présenté à la réunion du C.E. qui s'est déroulée à la fin du mois de mars. C'est alors que le représentant de la direction, avec violence, lui reprocha de s'être livré à une activité qui débordait du cadre de sa mission et mena- ça, en conséquence, de ne pas lui payer ses heures de délégation. Cette position stupéfiante reçut l'assentiment des « syndicalistes » présents à la réunion. Désormais, le délégué visé ne pourrait plus prendre d'heures sans l'autorisation du secrétaire du C.E. et de la direction !

Et effectivement, la menace s'est réalisée puisque certaines heures, d'une façon totalement arbitraire, ont été retenues.

A l'heure actuelle, parallèlement au développement juridique de cette affaire par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail, les militants révolutionnaires tentent d'expliquer la portée de cette entrave à la liberté syndicale. Ce que veulent avant tout les bureaucrates syndicaux, en tous points solidaires de leur direction, ce que veut cette même direction, c'est continuer, dans un esprit de bonne entente, et à l'abri du contrôle des travailleurs, à perpétuer l'esprit de collaboration qui a toujours animé le Comité d'Entreprise. Une union sacrée qui suffit à justifier toutes les critiques que les militants révolutionnaires adressent à ces organismes.

Correspondant L.O.

A LA RÉGIE RENAULT :

de la difficulté de gérer les cantines

Dans un tract intitulé « Spécial cantine », le S.I.R. (Syndicat indépendant Renault), en verve de démagogie, voudrait nous faire croire que si certains travailleurs prennent des repas sans viande, ce n'est pas le fait des bas salaires.

Eh bien, tout le problème est là. C'est un problème de niveau de vie. Ceux d'entre nous qui gagnent plus de 3 000 F par mois, ont la possibilité de manger ce qu'ils veulent le midi — et où ils veulent.

La C.G.T. quant à elle, elle revendique une prime de 2,50 F par repas. Cet argent devrait permettre, d'après la CGT, de diminuer les prix des repas d'environ 2 F. (Signalons en passant que c'est pour avoir osé parler de repas diminué de 2 F qu'un militant maoiste fut éjecté de l'usine par les responsables CGT).

En admettant, et c'est peu probable, que la Direction accorde cette prime, de deux choses l'une :

— ou cet argent est versé au C.E. en fonction du nombre de repas pris dans les cantines, et c'est une subvention au C.E. devant permettre de diminuer les prix,

— ou cette prime est versée à chaque travailleur, et c'est une augmentation de salaire déguisée.

Que pensent les travailleurs des cantines ?

C'est simple : les cantines, c'est cher et c'est pas bon.

Et il y a des cégétistes bon teint qui pensent cela.

Seulement, d'après ces mêmes cégétistes, il n'est pas question de critiquer ou de remettre en cause la gestion actuelle, pour la simple raison que c'est une « gestion ouvrière ».

Mais qu'est-ce que cela change pour les travailleurs ?

Est-ce que les frites sont meilleures parce qu'elles sont « ouvrières » ?

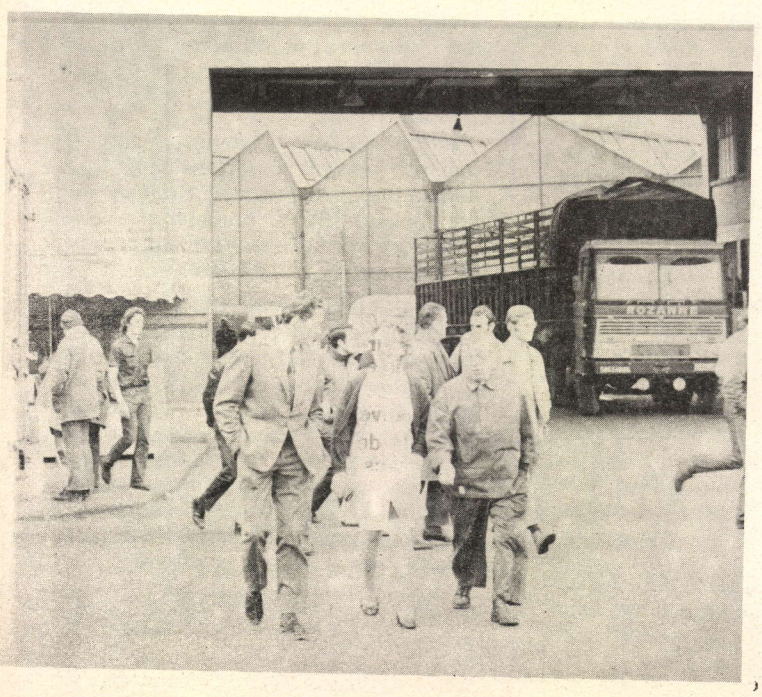
Quel avantage pour nous à ce que le syndicat « gère » les cantines, si des travailleurs sont obligés de choisir des plats sans viande ?

Nous, tout ce que nous voyons, c'est qu'au lieu d'être à nos côtés pour lutter contre le patron qui nous exploite et nous brime, trop de militants syndicalistes s'occupent de carottes et de patates, et nous font la guerre quand nous protestons.

Alors nous posons la question :

Porquoi la CGT s'obstine-t-elle à vouloir gérer ces cantines déficitaires, impopulaires, et qui lui causent tant de tracas ?

Pourquoi ?



CHEZ CHAUSSON :

chacun son métier

LE restaurant d'entreprise vient d'augmenter au 1er avril. Le prix du plat de viande passe de 4,05 F à 4,40 F et le prix du repas sans supplément, se chiffre avec une entrée (0,50 F) plus un dessert (0,50 F) et une boisson (0,50 F) à 5,90 F.

Tout le monde est bien obligé de reconnaître que la cantine Chausson est une des plus chères de la région parisienne.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes puisqu'aucun restaurateur ne prend aussi cher. Nous répétons que la preuve est faite que le comité inter-entreprise ne peut pas gérer le restaurant mieux qu'un restaurateur professionnel.

Le rôle des militants syndicaux n'est pas de gérer des petits bouts de la société capitaliste mais d'organiser les travailleurs en vue d'améliorer leurs conditions de vie ; s'ils veulent rendre service aux travailleurs, c'est à cela qu'ils doivent s'atteler et laisser au patron le soin de gérer la cantine.

Faire du syndicalisme, ce n'est pas essayer de mieux répartir des plats de lentilles mais lutter pour y ajouter du beurre et du lard.

Bulletin L.O. Chausson
(Asnières)

la natalité et la bourgeoisie : paradoxe et absurdité

SIMULTANEMENT, un grand quotidien (Le Figaro) et le gouvernement lancent deux « cris d'alarme » différents à propos du même problème, celui de la natalité. L'un, Le Figaro, publie une série d'articles sur le thème « Demain trop d'hommes sur la la terre » ; l'autre, le gouvernement, par radio et presse interposées, se désole de la faiblesse du taux de natalité en France (16 pour mille), et le rapproche de celui qui existait avant la dernière guerre (15 pour mille).

Ce paradoxe reflète l'opposition qui existe entre les pays avancés, à grande capacité de production, où la natalité est faible, et les pays arriérés, où la natalité est forte, mais où règnent la famine et le sous-développement.

Dans un cas, il n'y a pas assez de monde pour utiliser toutes les forces productives, dans l'autre, il y en a trop par rapport aux possibilités dérisoires que l'impérialisme a laissées aux pays sous-développés.

Face à cette situation absurde, les gouvernants de chaque pays ont une « politique » démographique qui essaye d'adapter la natalité à ses impératifs économiques nationaux. Pour influer sur le nombre des naissances, elle utilise ici des moyens rétrogrades comme l'opposition à la diffusion des moyens anti-conceptionnels, et là des procédés barbares, inhumains, dégradant physiquement et moralement, tels que la stérilisation en masse.

Pour des gens qui n'ont bien souvent à la bouche que des mots comme « Progrès » et « Humanisme » (quand ce n'est pas « nouvelle société »), c'est un beau résultat !

C'est ainsi que les forces productives, en se développant dans le cadre de la domination bourgeoise et de ses lois, asservissent les hommes au lieu de les libérer.

Mais pourquoi la démographie et la natalité devraient-elles s'adapter à l'économie, comme l'imposent les gouvernements bourgeois ?

Pourquoi ne serait-ce pas le contraire ?

A l'ère de l'atome et des voyages interplanétaires, l'humanité est assez riche pour satisfaire les besoins des hommes sur toute la planète, quel que soit leur nombre. A condition de mettre l'économie au service des hommes, et non pas les hommes au service de l'économie, comme c'est le cas actuellement.

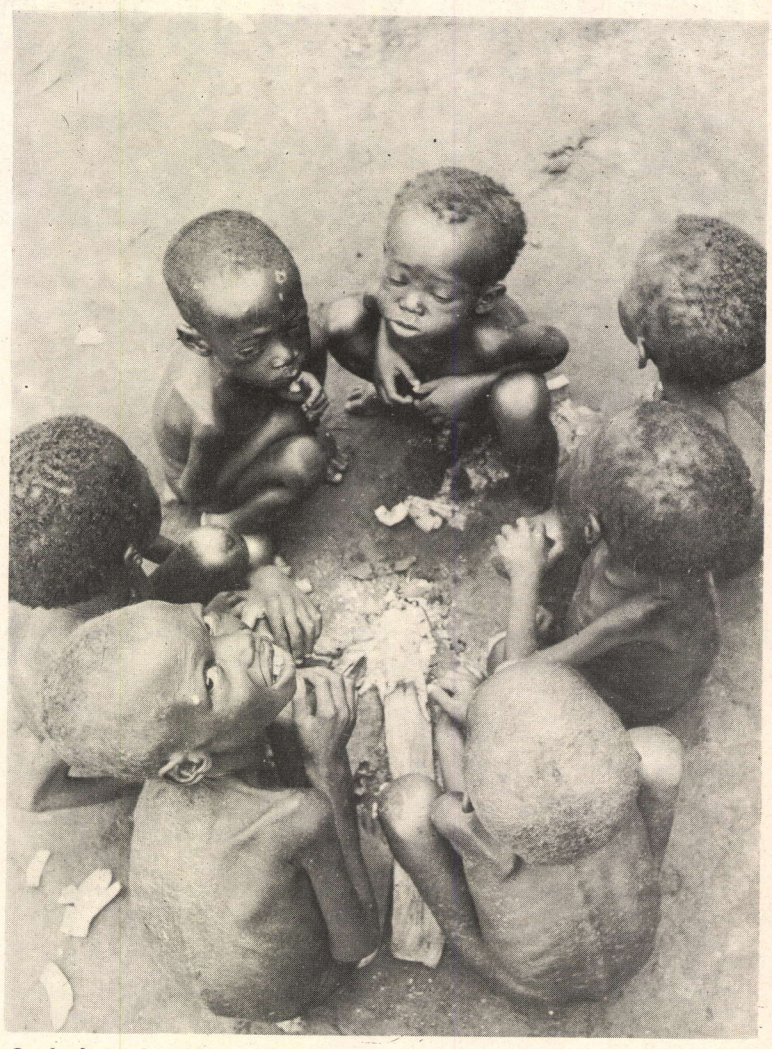
S'il faut planifier quelque chose, à l'échelle des Etats, c'est l'économie, et pas les naissances.

C'est là que réside le véritable progrès humain !

C'est cela que ne pourra jamais organiser le capitalisme qui ne recherche que le profit de quelques-uns !

Mais c'est justement l'objectif que se fixe le socialisme !

Claude CHARVET



Seul choix dans la société bourgeoise : les laisser mourir ou les empêcher de naître.

LA POSTE : de mal en pis

IL y a un an en guise de cadeau de fin d'année, le gouvernement nous offrait le courrier à deux vitesses. Système qui devait, nous disait-on, permettre une amélioration du service des P.T.T.

En fait les gens pressés allaient pouvoir payer 10 centimes de plus pour envoyer une lettre... aussi lentement qu'auparavant, quant aux autres, ils allaient voir leur courrier « flâner » au gré des embouteillages postaux.

Ce qui, étant donnée la rapidité légendaire du courrier en France, devait amener de nombreux usagers à coller sur leurs enveloppes les 40 centimes de la « vitesse ». Le nombre de ceux qui reçurent leurs cartes de vœux pour Pâques ou la Trinité ne diminua pas pour autant.

Le bilan de tout ceci n'est guère brillant, si l'on en croit le bulletin mensuel d'information du ministère des P.T.T. en date d'avril 1970.

Ainsi — malgré la hausse des tarifs — les recettes de 1969 sont en baisse de 5,2 % par rapport à l'année précédente et de 11,2 par rapport aux prévisions gouvernementales.

Les raisons de cette chute, le directeur général des postes nous les donne :

« ...Les gros utilisateurs ont, tout au long de l'année, cherché à se passer de la poste ; des entreprises se sont groupées afin d'acheminer leurs envois par leurs propres moyens, d'autres, grosses expéditrices d'imprimés et de catalogues, font appel pour une part de plus en plus importante de leur trafic aux services de sociétés de distribution du secteur privé. Elles estiment que la qualité du service qui leur est offert se détériore constamment. On entend dire de plus en plus qu'on ne peut plus compter sur la poste. »

Ces statistiques et ces déclarations ne font que confirmer ce que chacun sait depuis fort longtemps : les P.T.T., monopole d'Etat, service public de première utilité, ne donnent satisfaction à personne.

La gabegie, les incohérences, l'absence de prévision sont telles, que même les couches dirigeantes en souffrent. Et sans parler des grosses sociétés, combien d'entre nous n'ont pas eu à subir les conséquences de la dégradation de ce service.

L'Etat, encore une fois, fait la preuve de son incapacité à gérer ces secteurs qui sont de première nécessité, mais où règnent la gabegie et le désordre le plus complet. On l'a vu pour les téléphones où l'Etat va finalement passer la main à des compagnies privées, ce qui n'est certes pas une solution, mais qui au moins a l'avantage de dégager sa responsabilité.

En laissant se dégrader le service public et donc se développer des services privés parallèles chargés de compenser ses insuffisances, l'Etat continue à fuir ses responsabilités et favorise les capitaux privés.

Jusqu'où ira-t-il dans ce chemin ?

LYCÉE TECHNIQUE DE VIERZON:

du rêve à la réalité

VIERZON possède une magnifique école nationale professionnelle, l'école Henri-Brisson, ou lycée technique d'Etat, préparant les jeunes gens aux carrières industrielles et aux écoles techniques d'un degré supérieur.

Dotée d'un outillage des plus perfectionnés, elle est en état de donner un enseignement pratique et théorique des plus complets. Sa réputation est d'ailleurs bien connue et elle dépasse les limites de notre région, car son recrutement s'étend à toute la France et aux colonies. » (Extrait d'un guide de Vierzon de 1969.)

Ça, c'est pour le touriste !

Mais le familier du L.T.E. n'a pas sur ce sujet la même opinion, témoin « l'appel à l'opinion publique » lancé par les syndicats d'enseignants, du personnel, des étudiants et les fédérations de parents d'élèves. Dans l'appel, les organisations parlent en ces termes de la situation actuelle du lycée :

— les élèves des sections économiques et commerciales travaillent avec leurs professeurs dans des « locaux » qui sont au bord de la ruine. Ils y sont entassés, les planchers cèdent. « Il faut les visiter pour y croire », c'est le moins qu'on puisse dire, malheureusement.

— Les élèves des sections techniques scientifiques suivent des cours et des travaux pratiques de sciences dans des amphithéâtres et des salles en nombre ridicule, où la pluie tombe, où des équipements datent de plus de 60 ans.

— Il n'y a plus de foyer pour les élèves, il n'y a plus qu'une salle d'études pour les techniciens supérieurs, qui sont 250.

— les toitures datent de 1890, le chauffage, les murs de beaucoup de nos salles ne peuvent plus être entretenus.

La lettre se termine par la demande d'urgence de plusieurs centaines de millions de francs de crédits pour réaliser ce qui est indispensable.

Comme ces crédits ne viendront pas (ou au compte-goutte), on en sera réduit à des replâtrages au jour le jour qui ne sauveront même pas les apparences.

Nouvelle société et lycées vétustes, ça n'est pas incompatible !

Correspondant L.O.

LE CHOMAGE EN GIRONDE

Deux chômeurs vivent dans ce taudis. (Photo L.O.)

LES usines qui ferment... 10.000 chômeurs ! La situation de l'emploi en Gironde se détériore de plus en plus. De 67 à 69 on a vu plus de 35 entreprises fermer leurs portes, et environ 50 autres sont en régression d'activité. En plus, de grandes entreprises comme les Chantiers de la Gironde, d'autres plus petites s'ajoutent sans cesse à cette liste déjà fort longue.

Le résultat de cette situation, c'est qu'il y a plus de 10.000 chômeurs en Gironde dont 7.000 à Bordeaux.

Quelques chômeurs de Bordeaux ont constitué récemment un **« Comité de Défense des Travailleurs sans Emploi »** parce que les allocations chômage étaient de plus en plus irrégulières et aléatoires. Nous leur avons rendu visite.

4,65 F PAR JOUR...

A la permanence hebdomadaire tenue par le Comité, nous avons rencontré une dizaine de chômeurs.

Derrière une table se trouvent quelques membres du Comité.

Question. — Pourquoi avez-vous constitué ce Comité ?

Réponse. — **Parce que nous recevons nos mandats de plus en plus en retard ; moi-même, ça fait plus d'un mois de retard pour l'Allocation d'Aide Publique (A.P.). Comment voulez-vous vivre avec 4,65 F par jour si, en plus, on doit faire le mois avec la paie de quatorze jours ?**

Q. — Comment pouvez-vous arriver à joindre les deux bouts ?

R. — **Heureusement, ma femme touche une pension de 20.000 francs (anciens) par mois du journal** Sud-Ouest. **Je fais aussi les journaux ; à 60 ans, on m'envoie vendre** Sud-Ouest Dimanche **pour le tiercé ; à 10 centimes par journal, vous vous rendez compte !**

A Bordeaux comme dans toute la France, une agence de l'emploi pour balader les chômeurs. (Photo L.O.)

...POUR SURVIVRE

Q. — Comment vous logez-vous ?

R. — **J'ai loué une chambre, toute petite, sans eau, si ce n'est celle des gouttières. Faire vivre ma femme là-dedans, vous vous rendez compte !**

Q. — Et pour le chauffage ?

R. — Sud-Ouest **donne du bois à ma femme, il y en a jusque sous le lit, partout, et puis, il y a l'allocation charbon...**

Q. — Combien touchez-vous pour le charbon ?

R. — **A Bordeaux, on touche le charbon pendant les trois mois d'hiver... 70 centimes par jour. C'est un cadeau de Chaban. A noter que bien des malheureux de Bordeaux ne touchent rien... Les chômeurs touchent aussi le colis de Noël, cadeau de maître Jacques (Chaban-Delmas) !...**

LES RETARDS DE PAIEMENTS

Nous nous tournons vers quelques chômeurs qui assistent à la discussion.

Q. — Est-ce que vous êtes payés en retard ?

R. — **Voilà mes mandats ASSEDIC et Aide Publique. J'ai déjà plus d'un mois de retard. Je suis travailleuse handicapée et il faut que je vive...**

Q. — Et vous, Madame, avez-vous des retards de paiement ?

R. — **J'ai été licenciée en août 68 ; j'ai écopé à cause d'une manœuvre du patron après mai 68. J'étais autoclaviste, et, quand au mois de mai on a arrêté l'autoclave, faute d'électricité, une partie des sérums n'était pas entièrement aseptisée. Le patron les a quand même vendus... Ça a fait trois morts dont un à Brive, et tous les employés de l'autoclave ont été licenciés... J'ai fini de toucher mes allocations le 29 janvier. Maintenant je n'ai plus rien.**

Q. — Et vous madame, êtes-vous victime de retards ?

R. — **Il y a deux mois et demi, je me suis réinscrite au chômage. Je suis veuve, j'ai deux enfants... je n'ai rien touché encore.**

Q. — Avez-vous porté une réclamation ?

R. — **On m'a renvoyé mes lettres trois fois. Je suis d'origine espagnole. Je ne comprends rien aux papiers qu'on me demande. On me les renvoie chaque fois.**

Un autre chômeur s'approche de la table.

Q. Avez-vous des retards de paiements ?

R. — **Je n'ai rien touché depuis le 20 juillet 69. Je vais bientôt avoir 64 ans. J'ai plus rien. Toutes mes économies ont filé. Je vis dans un garage à Mérignac.**

Ces vieux travailleurs, dans la détresse la plus complète, venaient en réalité d'être radiés du chômage...

UN SERVICE DE L'EMPLOI... POUR BALADER LES CHOMEURS

Un des membres du Comité prend consciensieusement des notes.

Q. — Est-ce que vous pouvez faire quelque chose ?

R. — **Malheureusement, on ne fait que porter les réclamations des camarades à l'A.S.S.E.D.I.C., à l'Agence Nationale pour l'Emploi (A.N.E.) et à l'Agence locale, et on réclame pour eux.**

Q. — On entend dire qu'il y a des chômeurs professionnels. Qu'en pensez-vous ?

R. — **Que c'est pas vrai. Ce n'est pas avec 6,65 F par jour qu'on peut prendre des vacances. Moi, je suis allé à l'Agence Locale pour l'Emploi, voir s'il y avait une place. On m'a donné le carton pour me présenter à l'hôtel P. pour faire la plonge. La place était prise depuis trois jours.**

Q. — Est-ce que vous avez continué à chercher ?

R. — **J'ai été pointer hier matin. On m'a dit « Présente-toi à l'hôtel « Le M. », on demande des plongeurs. J'y vais le jour même... la place était déjà prise. Comme je suis têtu, je suis repassé à l'A.A.L.E. Aussitôt on m'a envoyé à l'entreprise KAEN pour lever des ballots de 150 kg. Tu me vois lever 150 kg alors qu'avec 30, je suis écrasé ! Ils se foutent de notre gueule. Je n'avais plus qu'à payer le transport en car.**

(L'A.L.E. se trouve à 3 km environ du centre ville).

LES PLUS CRUELLEMENT TOUCHES : LES VIEUX...

Sur deux chômeurs, il y en a un de plus de 50 ans selon l'I.N.S.E.E. Un des chômeurs présents à la permanence a relaté ses entrevues avec les employeurs.

Q. — Pourquoi n'avez-vous pas trouvé de travail ?

R. — **Je suis né le 6 juin 1909 (60 ans et 8 mois). Partout c'est le même son de cloche : « trop âgé, trop vieux, notre personnel est au complet, nous regrettons, nous compatissons, donnez-nous votre adresse ». « Si une vacance se produit on vous avisera »... Sans commentaires.**

Un autre chômeur nous a raconté sa visite à la SAFT (grande entreprise de Bordeaux). « Je me suis pointé au service d'embauche à la SAFT, on m'a dit : « Vous avez 55 ans, c'est 20 de trop ».

On peut voir de nombreux vieux travailleurs, malades handicapés, ou blessés de guerre qui viennent pointer après plus de trois kilomètres de trajet. De nombreux vieux travailleurs ne résistent pas aux conditions plus que pénibles qui leur sont faites. Il arrive que l'on voie dans les rues de Bordeaux déambuler des chômeurs qui ne sont plus que des débris, qui ont sombré dans l'alcoolisme. Dernièrement, on en a vu un mourir en pleine rue, après une crise d'éthylisme (rue Barbey), spectacle affreux.

Mais qui est coupable ? Il ne se passe pas une semaine sans que la presse locale relate un de ces « accidents », mais évidemment pour elle, le coupable, c'est l'alcool ou la « déchéance morale »...

...ET LES JEUNES

Sur trois chômeurs, un jeune de moins de 25 ans. En 1965, les jeunes représentaient 19,5 % du total des chômeurs. En 1969, les jeunes représentent 28 % des chômeurs (toujours selon l'I.N.S.E.E.). Et rien n'indique que ce pourcentage n'augmentera pas cette année ! Il faut noter que les jeunes qui n'ont pas encore travaillé ne touchent ni le chômage, ni l'A.S.S.E.D.I.C.

Et tout cela dans le fief de Chaban-Delmas, le chantre de la « nouvelle société ».

Correspondant L.O.

quand la S.N.C.F. s'attaque au droit de grève

A la suite du mouvement de grève des 20 et 21 février (lancé à l'occasion de la signature du contrat de progrès), la SNCF a adressé à certains agents une demande d'explication pour absence au service, les 20 et 21 février 1970. La CGT avait répondu comme il se doit et avait renvoyé les demandes non signées. Mais récemment, tous ceux qui n'avaient pas signé leur demande d'explication se virent notifier un « blâme inscrit » (dont la maîtrise ne manque pas de tenir compte lors de l'avancement), ainsi qu'une retenue sur le salaire ou les primes de fin d'année d'environ 5 F (sans compter évidemment les journées des 20 et 21 février non payées).

Ainsi c'est à une véritable atteinte au droit de grève que se livre la SNCF. De nombreux cheminots ont d'ailleurs exprimé leur mécontentement.

Cependant, face à cette attitude de la SNCF, la CGT affiche une indulgence qui n'est pas sans choquer les cheminots. Elle a adressé le 24 mars, une lettre à la Direction générale (Tribune des Cheminots, du 26 mars), dans laquelle elle « se permet » d'élever une vive protestation. Nous citons : « Aux difficultés découlant des conditions de travail, les sanctions avec retenue supplémentaire sur les salaires ou la prime de fin d'année ne sont pas faites pour améliorer le climat dans l'entreprise et nous comprenons les réactions que cela suscite dans l'établissement. »

Ainsi, la CGT comprend, mais elle se garde bien pourtant de reprendre à son compte, et d'organiser la riposte aux brimades anti-grève de la SNCF. Et dans les gares et les dépôts, les délégués sont très évasifs sur les suites à donner à l'affaire.

Pourtant, il s'agit bel et bien d'une nouvelle violation du droit de grève, théoriquement reconnu à tous les travailleurs.

Correspondant L.O.
Vierzon

AUX ACIERIES PARIS-OUTREAUX A BOULOGNE (Pas-de-Calais)

deux inconnues : l'hygiène et la sécurité

A Boulogne, les aciéries de Paris-Outreaux (A.P.O.), premier producteur français de ferro-manganèse, occupent dans leurs différents services la presque totalité des métallos de la région.

Mais si la production est remarquable, les conditions de travail le sont aussi.

A la fonderie, par exemple, et en particulier aux chantiers d'ébarbage où personne ne veut rester tant le travail y est pénible. C'est ainsi que nous avons vu arriver là des travailleurs portugais et nord-africains attirés par un contrat « alléchant » et qui, une fois sur place, se rendant compte qu'on les avait trompés, ne pouvaient plus repartir.

Dans nos chantiers, les articles relatifs à la réglementation de l'hygiène et de la sécurité sont violés en légion. La poussière ferreuse qui traîne partout entraîne à la longue des affections pulmonaires (semblables à la silicose) chez l'ouvrier.

Bien que Boulogne souffre du chômage, aucun balayeur n'a été embauché sur notre chantier. De plus, les systèmes d'aération et d'aspiration sont pratiquement inexistants. Aucun endroit n'est prévu pour le stockage et les chantiers trop petits sont encombrés des pièces qui sortent des moules et sont posées « au petit bonheur »... A nous de faire des slaloms pour éviter les chutes.

Des pièces de plusieurs tonnes, transportées par des ponts passent juste au-dessus de nos têtes pendant que nous travaillons ; certaines chaînes de ces ponts se sont déjà rompues : des pièces énormes sont déjà tombées. Heureusement, jusqu'ici, elles n'ont tué personne. Mais en sera-t-il toujours de même, et devons-nous compter sur la seule chance ?

Tout cela se passe sous les yeux des chefs que cette situation ne semble guère préoccuper.

On pourrait penser qu'à cause de cela, les salaires sont plus élevés qu'ailleurs. En fait, il n'en n'est rien. La direction accorde bien « une prime de salissure » à certains ouvriers d'autres chantiers. Mais, pour ce qui nous concerne, allez donc évaluer la valeur de deux poumons. Seul avantage de ces ateliers, à cause de l'air malsain, les visites des pontifes directoriaux sont rares. Même l'inspecteur du travail, malgré de pressantes invitations, s'est toujours fait attendre. Aucun contrôle médical sérieux : on a même vu le cas d'un ouvrier déclaré en bonne santé à la visite annuelle... se retrouver à l'hôpital, quelques jours plus tard, avec un poumon atteint. La direction se moque éperdument de la santé de ses ouvriers. L'essentiel est que ses bénéfices s'accroissent.

Qu'elle se dépêche d'en profiter car les travailleurs n'accepteront pas toujours de travailler dans de telles conditions.

Correspondant L.O.

CHEZ BABCOCK-ATLANTIQUE (La Courneuve)

un accident mortel

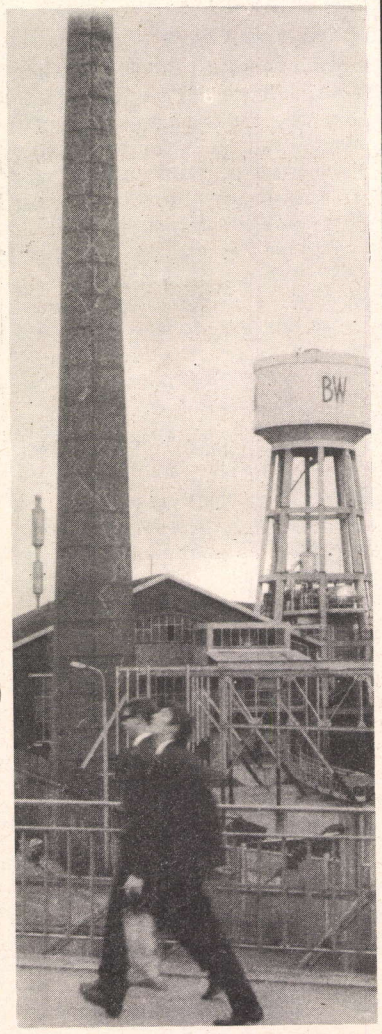
MERCREDI 1er avril, un accident mortel s'est produit à l'usine. Dans la matinée, un travailleur du service entretien, ouvrier peintre, a fait une chute de 12 mètres à travers une verrière sur laquelle il était monté et est venu s'écraser au milieu d'un atelier. Ce camarade est mort sur le coup.

Bien qu'il n'y ait pas eu de témoin direct, ce qui n'a pas permis d'élucider exactement les circonstances de l'accident, il semble que c'est en reculant que ce travailleur a quitté le toit sur lequel il travaillait et marché par inadvertance sur la verrière.

Dans cet accident, il est indiscutable que la responsabilité de la direction de la B.A. est engagée. En effet, on a pu constater que les points d'appui des feuilles de verre ondulées de la verrière étaient trop espacés, que la zone dangereuse n'était absolument pas signalée (il n'y a pas de rembardes à cet endroit sur le toit alors que cela existe dans d'autres ateliers).

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la direction, n'ait laissé aucun délégué représentant du personnel au Comité Hygiène et Sécurité participer à l'enquête officielle.

Correspondant L.O.



A SAINT-MÉDARD EN SALLES (Bordeaux)

15 jours de grève chez « AIRCALO »

APRES les divers mouvements et débrayages qui se sont produits dans la métallurgie à Bordeaux, à la SAFT en particulier, c'est le tour d'**Aircalo**, petite fabrique de générateurs d'air chaud dont les ouvriers se sont mis en grève illimitée, le 24 mars. Pour protester contre les conditions de travail (entassement : on se cogne aux machines ou on se brûle au chalumeau du voisin), et les salaires misérables payés par le patron Dumergue (un P 1 a un salaire horaire de base de 3,70F), quelques ouvriers ont déclenché la grève le lundi à 13 heures. Immédiatement, l'ensemble des horaires (70 travailleurs) adhérait au mouvement. Un comité de grève était élu. Les membres de ce comité qui regroupait surtout des militants de la C.G.T. et de F.O., présentaient les revendications suivantes :

— augmentation des salaires de 10 % pour toutes les catégories, soit 0,40 F de l'heure environ ;
— de meilleures conditions de travail.

Le patron promit alors 3 % au 1er avril, 2 % en juin... et le « contrat » suivant : « Si l'indice des 259 articles augmente de 4 % à partir du 1er avril, on discutera. Le délai est de quinze jours durant lesquels vous vous engagez à ne pas faire grève... » Le patron d'Aircalo, bon élève de Chaban-Delmas, essayait de reproduire, en tout petit, le coup des « contrats de progrès ».

Dès le mercredi, l'assemblée générale des travailleurs rejetait ces propositions.

Après avoir essayé de faire reprendre le travail, en pratiquant le chantage (« Si vous continuez, je ferme la boîte et je licencie ») ou en jouant sur les difficultés financières de certains grévistes (« le lundi de Pâques ne sera pas payé si vous ne travaillez pas vendredi et mardi »), le patron finit par lâcher 5 % d'augmentation, abandonna la clause anti-grève, et promit une discussion sur les salaires lorsque l'indice des 259 articles augmentera de 3,5 %.

Le samedi 5 avril, après presque deux semaines de grève, l'assemblée générale des travailleurs décida la reprise pour lundi 7 avril. Certes, les résultats sont maigres. La sorte « d'échelle mobile » (dixit un délégué syndical) n'engage en rien le patron. Mais ils ne sont tout de même pas négligeables.

L'affaire n'est cependant pas terminée, car le patron veut visiblement sa revanche. Dès la reprise du lundi, il a diminué les temps indiqués sur les bons : ce qui a pour résultat d'augmenter les cadences, cadences insoutenables pour beaucoup de travailleurs qui, de ce fait, risquent de perdre leur prime (environ un tiers du salaire !). Mais il a peut-être tort de trop tirer sur la ficelle. Malgré la reprise, la lutte à Aircalo ne fait que commencer.

Correspondant L.O.

quand la C.G.T. se pose un problème de fond :

les cadres sont-ils des patrons ?

Une belle brochette de P.D.G. avec Debré et Marcellin : Emmanuel de Mitry (P.D.G. de chez de Wendel), Marcel Petiet (P.D.G. de la S.M.S.), Roger Roux, (P.D.G. de la S.M.N.). Après une longue étude, la C.G.T. a tout de même conclu qu'ils ne sont pas des salariés. (Photo U.P.I.)

COMME chacun sait, la C.G.T. est résolument pour la « Défense de la Hiérarchie » (que ses dirigeants, « inspirés » par le P.C.F. vont même jusqu'à justifier par des soi-disant « critères marxistes »), et il s'ensuit de cette position que, dans les entreprises, ce sont les augmentations en pourcentage que ses militants défendent avec acharnement en matière de revendications salariales.

A la Thomson-CSF-Bagneux en particulier, qui compte quelque 1.500 cadres sur un effectif de 2.300 salariés (surtout employés et techniciens), le syndicat CGT qui recrute surtout, lui, parmi le personnel « ouvrier », doit déployer tout un arsenal de prouesses pour concurrencer la CFDT, largement majoritaire, et « séduire » les « cadres ».

Et un des meilleurs chevaux de bataille, en la matière, est, bien sûr, la défense du « respect de la hiérarchie ».

Voilà ce que cela donne :

(Larges extraits d'un tract diffusé le 2 avril 1970, et titré : « Les cadres sont-ils des patrons ? » où la CGT feint de croire que les partisans des augmentations uniformes pour tous (y compris les cadres), veulent « rogner » sur les salaires de ceux-ci.)

Le PDG est-il un cadre ?

Bien sûr — par sa fonction — par sa formation (grandes écoles ou universités). Mais avant tout, désigné par les membres du Conseil d'administration pour gérer l'entreprise, c'est un actionnaire — très souvent majoritaire au sein du Conseil — dont l'intérêt personnel est directement lié à celui de l'entreprise. Il n'y apporte pas seulement sa force de travail, *il y apporte surtout son avoir, c'est-à-dire SON CAPITAL. Il est bien évident que son pouvoir d'achat est nettement supérieur à 11 fois celui du manœuvre. Il est illusoire, tant que nous resterons en système capitaliste, de croire que nous pourrons réduire cet écart par une plus ou moins astucieuse répartition de la « masse salariale ».*

TOUTES LES FRANÇAISES SONT-ELLES ROUSSES ?

Telle l'histoire de ce naïf Anglais débarquant à Calais et croisant une jeune femme aux cheveux roux qui écrivait le soir même à sa famille : « Les Françaises sont charmantes ; elles sont rousses... » — allons-nous déduire que le PDG étant cadre et capitaliste — les cadres sont des capitalistes ? Non, comme le travailleur manuel, ils vendent *à l'entreprise* leur force de travail *et, comme le travailleur manuel, bien que différemment, l'employé, le dessinateur, le technicien, l'agent de maîtrise, l'ingénieur, le cadre administratif ou commercial sont EXPLOITES.*

Que certains n'en aient pas conscience, qu'une minorité considère que leurs intérêts sont plus liés à ceux de la masse des travailleurs ne change rien à leur position sociale.

FAUT-IL RECLAMER DE L'ARGENT AUX CADRES OU AU PATRON ?

C'est la question de fond qui se pose. Pour nous, c'est clair. C'est le patron qui détient le capital, c'est lui qui récolte le bénéfice de notre travail, c'est à lui et à lui SEUL que nous devons réclamer notre dû.

Il y a à la TH-CSF près de 3.000 ingénieurs et cadres, la moyenne de leur salaire est d'environ 3.800 F par mois. En admettant qu'ils bénéficient d'une augmentation de 85 F par mois (comme certains le veulent) et non de 5 % comme nous le revendiquons, cela équivaudrait à « récupérer » 315.000 F sur la masse salariale ». L'effectif total non ingénieur et cadres de la TH-CSF étant de 18.144 personnes, cela se traduirait par une augmentation uniforme de 17,37 F par mois et par personne.

CE QUI, ON LE VOIT, COMBLERAIT LES BAS SALAIRES.

Comme nous ne sommes pas assez naïfs pour croire que la direction les donnerait, c'est une économie de près de 32 millions d'A.F. qu'elle réaliserait.

UNE DEMARCHE ANTI-UNITAIRE :

Vouloir augmenter les bas salaires en « rognant » le salaire d'une partie du personnel :

1) Ne résoud rien : elle est démagogique.

2) Tend à dresser une partie du personnel contre l'autre. En effet, les uns considèrent que les autres gagnent trop ; et ces « autres » soit se sentent coupables de gagner trop et n'osent plus réclamer, ou bien se défient de leurs subalternes et se rangent du côté de la direction — donc cette démarche est ANTI-UNITAIRE.

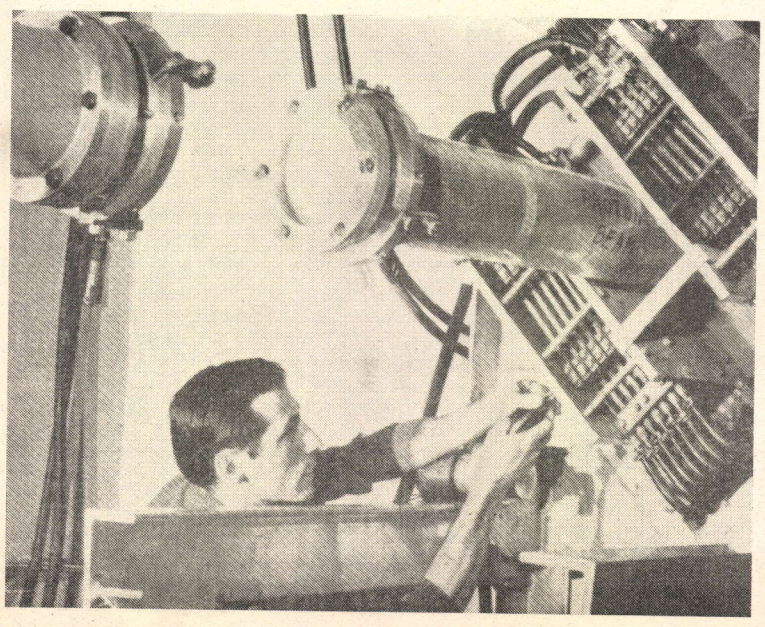
Avouez que ce tract est un modèle du genre ! Il se passe de tout commentaire. Précisons seulement que la brillante « démonstration » n'a pas convaincu les ouvriers. Résultat « imprévisible » : bon nombre d'entre eux, dont des syndiqués CGT, en sont même arrivés, prenant le contrepied des positions de leurs dirigeants, à « pousser un grand coup de gueule » contre les cadres. Quant aux cadres en question, résultat non moins « imprévisible », ils se sont fendus la pipe plutôt que de... se mettre à pleurer sur leur triste condition d'exploités.

Pauvre CGT ! A vouloir trop prouver...

Correspondant L.O.

A LA THOMSON C.S.F. (Bagneux)

quand les intérêts des travailleurs passent après ceux des boutiques syndicales



A la Thomson-Bagneux, les raisons de mécontentement ne manquent pas : « réorganisations » et mutations anarchiques ; salaires insuffisants et disparités criantes.

La direction a beau « arroser » (comme on dit) certains secteurs de « rallonges » individuelles, allant de 20 à 200 F selon le niveau hiérarchique, elle ne parvient pas à enrayer l'agitation larvée qui y règne. Et les maigres 3 % d'augmentation accordés après négociation entre Direction et syndicats à l'échelle du trust n'ont satisfait personne.

Aussi, un peu partout, débraye-t-on, et en particulier dans les ateliers, chez les « ouvriers », les plus défavorisés. Une demi-heure par-ci, une demi-heure par-là, mais sans aucune coordination.

Car si de nombreux syndiqués, CGT comme CFDT, font ce qu'ils peuvent, dans les ateliers et les bureaux, pour donner une forme organisée au mécontentemnt, les « responsables », eux, y brillent par leur absence. Il faut dire qu'ils sont ailleurs : autour d'un tapis vert, à négocier des heures et des heures, et sans résultat, pour se mettre « d'accord » sur des revendications !

Le mercredi 25 mars, tout un service (prototype A), atelier, labos et bureaux, débrayait : en plus des revendications particulières, l'ensemble des travailleurs du service se prononçaient pour la revendication de 100 F pour tous. Mais les responsables CGT, au mépris de ce que pouvaient en penser les syndiqués CGT du secteur, solidaires de tous leurs camarades, ne trouvaient rien de mieux à faire que... de mettre en garde contre l'aventure. les mouvements minoritaires, etc.

Le lendemain, la CFDT tentait d'étendre le mouvement et, sans doute avec l'arrière-pensée de « coïncer » la CGT, prévoyait une réunion d'information de tout le personnel pour le vendredi matin. Mais il en faut plus aux dirigeants CGT pour se sentir « coïncés ». Aussi, le jeudi 26, diffusaient-ils un tract intitulé « Les cadres sont-ils des patrons ? », tract s'élevant contre les augmentations uniformes soi-disant « récupérées » sur le dos des pauvres cadres. Et le lendemain, au matin même de la réunion prévue, ils appelaient publiquement leurs syndiqués à ne pas y participer. « La CGT n'appelle pas à l'assemblée du personnel », « Le trust Thomson-CSF est un empire auquel nous ne pouvons nous attaquer sans avoir rassembler toutes nos forces », « ... en organisation syndicale conséquente et responsable, nous refusons d'écarter les cadres a priori de l'action du personnel ». Voilà, entre autres, ce qu'on pouvait lire dans leur tract.

La réunion d'information rassembla quand même 200 personnes, parmi lesquelles des syndiqués CGT, pas d'accord avec le « Front syndical commun » à la sauce de leurs dirigeants. « Que peut-on faire ? » C'est le problème que posèrent les travailleurs aux organisateurs CFDT... mais auquel ceux-ci n'apportèrent aucune réponse, découvrant par là-même, la même irresponsabilité que leurs collègues CGT absents. La réunion se termina en queue de poisson, par un défilé dans les couloirs, qui eut le seul mérite d'indisposer tant soit peu quelques spectateurs cégétistes.

Résultat : certains travailleurs mécontents et à juste titre de la tournure des événements, proposèrent non pas d'occuper l'usine, mais d'occuper les locaux syndicaux pour discuter tous ensemble et contraindre les syndicats à l'unité que les uns et les autres prônent, oui, mais... dans les tracts.

Correspondant L.O.

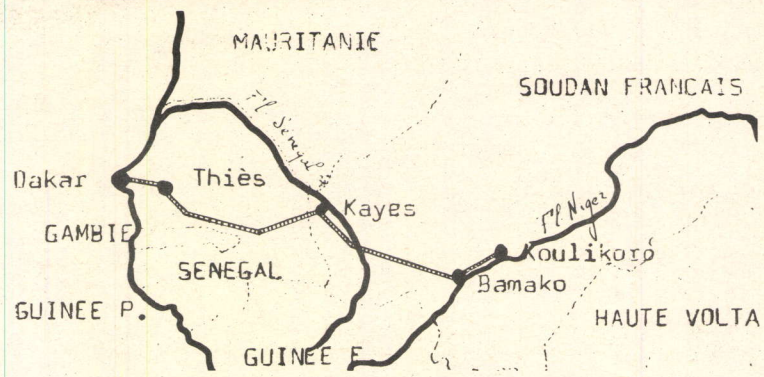
FEUILLETON

LES BOUTS DE BOIS DE DIEU

(BANTY MAM YALL)

ROMAN DE

SEMBENE OUSMANE



La ligne du Dakar - Niger dans l'A.O.F. de 1947

CHAPITRE XVIII

Dakar - Au bord de la mer

Résumé des chapitres précédents. — Les « Bouts de Bois de Dieu » nous font revivre la longue grève de 6 mois (1946-1947), au cours de laquelle les cheminots du Dakar-Niger essayèrent d'imposer à l'administration coloniale l'égalité du statut entre les travailleurs africains et ceux d'origine européenne.

Les « Bouts de Bois de Dieu », ce sont précisément ces hommes qu'une antique superstition empêche de dénombrer autrement.

Le roman nous transporte tour à tour aux différents points chauds de la ligne : à Dakar, à Thiès, et à Bamako. Partout la famine s'installe. A Dakar, les pouvoirs publics ont fait couper l'eau.

A Thiès, les négociations avec l'inspecteur du travail et l'administrateur Dejean ont été un échec total.

Un jeune apprenti a été tué par le contremaître Isnard. Les femmes de Thiès entreprennent une marche jusqu'à Dakar où doit se tenir un meeting. A l'entrée de Dakar, les troupes les attendent et ouvrent le feu. Il y a deux morts.

C'est maintenant le meeting sur l'hippodrome de Dakar qui est archi-comble. Les officiels viennent de prendre la parole. Le gouverneur, très paternaliste, a demandé aux grévistes de reprendre le travail et promis d'examiner leurs revendications « avec soin ». Le député à son tour flétrit cette grève « regrettable », invite à la reprise et promet de faire avancer les revendications à « l'Assemblée Nationale à Paris ». Bakayoko prend la parole à son tour et appelle les travailleurs de Dakar à la grève. Celle-ci éclate le lendemain.

La direction des Chemins de fer reprend alors les négociations avec les grévistes.

■

Sur la plage au sable fin, entre deux longues pirogues de pêche posées sur des rondins, Bakayoko et N'Deye Touti reposaient. La jeune fille était assise, les jambes allongées, le dos appuyé au bois dur, l'homme étendu sur le ventre, le visage dans les paumes, suivait du regard une bande de gamins qui piégeaient des oiseaux de mer. L'un des enfants, un petit malingre, poursuivait un crabe ; lorsqu'il l'eut atteint, il l'écrasa d'un coup de talon. Bakayoko sourit. N'Deye Touti ne voyait de lui que son crâne et son oreille gauche.

— Tu restes encore quelques jours ? demanda-t-elle.

Il ne répondit pas, son attention venait d'être attirée par un oiseau aux ailes grises qui avançait à petits pas précis vers l'un des pièges. Il y eut un cri qui ressemblait à un grincement de poulie, un battement de plumes, l'oiseau éait pris par une patte. Les jeunes chasseurs se précipitèrent, poussant des clameurs de victoire.

— Ils sont heureux, dit Bakayoko en se tournant sur le dos, les mains sous la nuque.

N'Deye Touti regarda attentivement le visage de l'homme, le front dégagé, les cheveux coupés ras et cette cicatrice qui lui donnait un air si viril. Depuis des jours, elle se réjouissait de cette intimité. Parfois comme elle le faisait à l'école, elle se prenait à compter sur ses doigts : « Je couche, je ne couche pas, je couche ? » Elle savait qu'à N'Diayène, on considérait avec indulgence ce que l'on regardait comme le début d'une liaison. Heureuse de l'avoir à côté d'elle, pour elle seule, elle demanda cependant, de cette petite voix douce qu'aiment à prendre les femmes jalouses :

— Et Penda ? Tu ne me parles jamais d'elle...

— Penda, c'était Penda, dit Bakayoko en s'allongeant à nouveau sur le ventre.

Dans cette position, la mer avait l'air d'être tendue à la verticale et, sur ce drap bleu, l'île de Gorée semblait pendre comme une petite boule noire.

Voyant qu'elle n'obtiendrait pas d'autre réponse, la jeune fille demanda :

— Si tu pars, quand reviendras-tu ?

— Je ne sais pas, j'attends ce bateau dont on m'a parlé.

— Un bateau jusqu'à Bamako ?

— Non, je débarquerai à Kayes, avec des pêcheurs, je peux aller jusqu'à Bapoulaba... — Du bout du doigt, il dessina un itinéraire sur le sable. — De là, je plongerai dans les chutes du Félou...

— Cela ne me dit pas quand tu reviendras.

— Je ne le sais pas moi-même.

Ils rentrèrent à la concession à la nuit tombée. Bien qu'il n'ait fait l'objet d'aucune mesure, Bakayoko préférait ne plus trop attirer l'attention sur lui. Les étoiles commençaient de s'allumer. Deux hommes les précédaient dont ils entendaient la conversation :

— Tu te rends compte, cette salope ? Elle me dit de venir, je fais le mur, elle avait filé avec son civil. Je lui casserai le gueule à celui-là !

— Bah, il n'y a que les sous qui comptent ! Moi je m'en fous, ce soir, j'ai mon coup à crédit. Avec cette grève, elles vont toutes y passer...

— Parle pas de ces garces ! Et demain, de bonne heure, de garde à la gare.

— Ils nous les cassent tous tant qu'ils sont avec 'eur grève !

C'étaient des marins. N'Deye Touti ralentit le pas pour leur laisser prendre de l'avance et resta un moment silencieuse, puis :

— Pourquoi ne me parles-tu pas de Penda ?

— Elle est morte, tu sais ?

— Je sais. Tu la connaissais bien ?

— Je la connaissais. Pourquoi me le demandes-tu ?

— C'était une putain.

— Qui te l'a dit ?

— Toutes les femmes de la concession le savent. Elles disent qu'il n'y avait que le chemin de fer qui ne lui était pas passé desus. Je me demande comment ?...

N'Deye Touti n'acheva pas sa phrase et Bakayoko ne répondit pas tout de suite.

— Tu n'arrives peut-être pas à la cheville de Penda, dit-il enfin. Je sais ce qu'elle valait. C'était une vraie amie et elle a donné sa vie. Il y a plusieurs façons de se prostituer, tu sais. Il y a ceux qui le font sous la contrainte : Alioune, Deune, Idrissa, moi-même, nous prostituons notre travail à des gens que nous ne respectons pas. Il y a aussi ceux qui se prostituent moralement, les Mabigué, les Gaye, les Daouda. Et toi-même ?

Il s'arrêta pour allumer sa pipe.

— Laisse-moi le faire, dit N'Deye Touti. — Mais à la première bouffée, elle toussa et cracha. — C'est dégoûtant, c'est infect.

De nouveau, ils avançaient en silence. A leur gauche courait un long mur blanc, à leur droite, un champ de goyaviers.

— Tu veux que je te dise quelque chose ? demanda la jeune fille... Je voudrais devenir ta seconde femme.

— Quoi ?

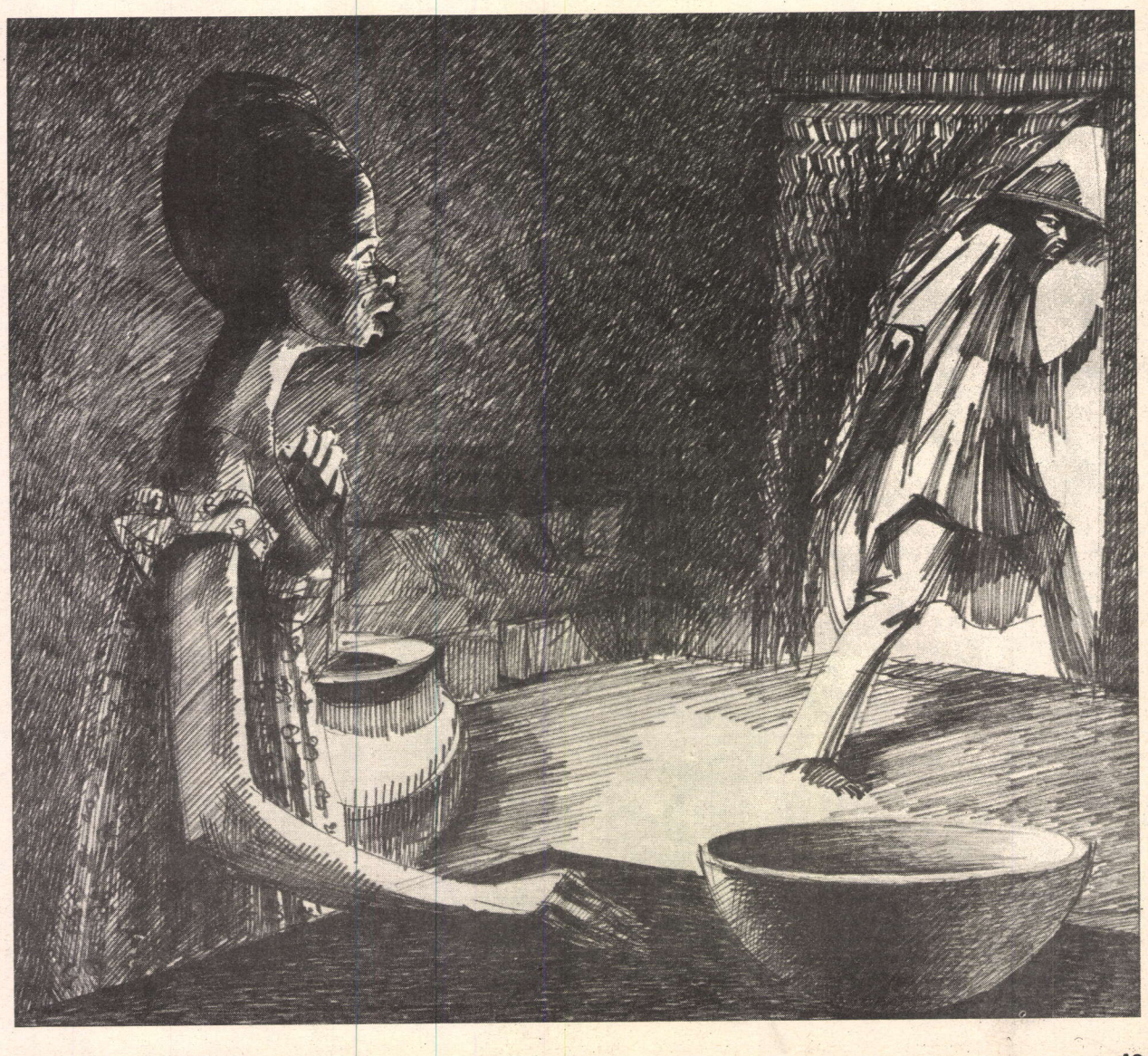
Bakayoko s'arrêta net, comme s'il avait reçu un coup sur la tête.

— Je me suis posé des tas de questions à ce sujet, je me suis dit que si tu refusais, ce serait parce que, après t'être déclaré publiquement contre la polygamie, il te serait difficile de te déjuger. Je sais encore que tu es vraiment contre. Moi aussi je l'étais, c'était une de nos coutumes que je ne pouvais comprendre, que je détestais même. Et puis il arrive que l'on se mette à aimer ce que l'on croyait détester... Au moins puis-je me dire que, comme je suis née musulmane, ma religion m'y autorise. Tu m'as dit un jour que ces vieilles coutumes féodales ne pourraient disparaître que dans une Afrique indépendante et rénovée. En attendant ces temps meilleurs, je veux être ta seconde épouse. Je connais une « évoluée » qui l'a fait. Pourquoi pas moi ?... Et je ne serai pas jalouse d'Assitan.

N'Deye Touti s'arrêta, un peu essouflée, elle avait parlé vite, en français. Bakayoko n'avait pas préparé de réponse, au fur et à mesure que la jeune fille parlait, des pensées, des images étaient nées en lui, vite disparues. Dans sa vie de perpétuel voyageur, d'un bout de la ligne à l'autre, il avait souvent rencontré des femmes. Il allait vers elles, comme on va vers une goutte d'eau froide et n'attachait guère d'importance à l'acte sexuel. Pour le reste, il y avait Assitan, cela suffisait.

Il s'était arrêté. N'Deye Touti lui fit face et s'approcha. Malgré l'ombre, il vit que ses yeux brillaient et il sentit sur sa poitrine le souffle chaud de la jeune fille. D'un geste familier, presque amical, il prit sa tête entre

(Suite page 20)



FEUILLETON

ses paumes qu'il pressa doucement. N'Deye Touti leva son visage et ferma les yeux.

— Tu es d'accord ? demanda-t-elle.

— Non.

Ils firent le reste du chemin en silence passant devant les rangées de paillotes et de huttes d'où filtraient des lueurs jaunes ou blanches. Comme ils arrivaient dans la cour de N'Diayène, ils se heurtèrent à Alioune qui attendait.

— Ah, voilà notre grand chef, dit Bakayoko en riant.

— Ne plaisante pas ! Les nouvelles ne sont pas bonnes ! A Thiès Doudou est mort. Mort naturelle d'après ce que me dit Lahhib, un mauvais coup de fièvre. A Bamako, « ils » ont arrêté Konaté et l'ont conduit au camp où sont le vieux Fa Keïta et les autres. Autre chose, ton bateau est arrivé, il repart demain matin à l'aube. Il vaut mieux que tu t'embarques de nuit. Seulement...

— Seulement quoi ?

— Il faudrait quelqu'un pour l'enterrement de Doudou.

— Moi ? Rien à faire, je ne vais pas à Thiès ! Doudou est mort d'une maladie du travail, s'il y avait un corps médical qui s'occupait des travailleurs... Tu es responsable, désigne quelqu'un. Moi, je pars. Il n'y a personne au Soudan.

— Je me demande parfois, dit Alioune, si tu ne forces pas un peu...

N'Deye Touti intervint :

— Il n'a pas de cœur, dit-elle, il pousserait les autres à devenir inhumains !

La jeune fille entra en courant dans la maison tandis que Bakayoko s'attardait à faire ses adieux aux femmes rassemblées dans la cour et à les remercier pour leur hospitalité.

— Nous n'avons rien fait, dit Ramatoulaye et même, par les temps que nous vivons et avec un homme comme toi, nous étions gênées de faire si peu, tu n'as pas à nous remercier.

Il posa la main sur l'épaule de l'aveugle qui allaitait « Grève ».

— Maïmouna, que la paix soit avec toi.

— La paix soit avec toi, homme, et avec les tiens.

En quelques enjambées, Bakayoko gagna la pièce centrale pour prendre son bagage. Sur le lit et par terre, à même des nattes, dormaient des enfants nus. N'Deye Touti l'attendait. Elle tenait d'une main son chapeau de paille et son bâton, de l'autre son baluchon. Une bougie posée sur une jarre éclairait faiblement la pièce. La lueur venant d'en bas dessinait des ombres sur le visage de la jeune fille. « On dirait le masque de bronze d'une déesse ifééenne », pensa Bakayoko, et il lui sembla que N'Deye Touti avait étudié sa pose. Les paupières de la jeune fille battirent, sa lèvre inférieure tremblait. Enfin une larme perla au coin d'un de ses yeux, s'arrêta un instant au bord du menton et vint s'écraser sur sa poitrine.

Une femme qui pleurait était pour Bakayoko un spectacle qui lui était étranger et auquel il était étranger. Il prit ses affaires, mit son maka dont il assujettit la jugulaire :

— Je voudrais...

Il n'acheva pas sa phrase et sortit précipitamment. En passant le porche, il dit encore :

— Ramatoulaye, que la paix soit dans cette maison...

Puis il disparut dans la nuit.

N'Deye Touti était demeurée sur le pas de la porte espérant encore un geste. Lorsque l'ombre eut avalé l'homme, elle murmura rageusement : « Le salaud ! le salaud ! », et cette fois elle n'essaya plus de contrôler ses larmes.

Le passage de Bakayoko dans sa vie devait avoir pour la jeune fille des conséquences qu'elle ne soupçonnait pas elle-même au moment de cette dernière entrevue. Comme la terre se durcit sous le soleil de la saison sèche, le cœur lui aussi devient dur sous les rayons du malheur. Pendant des jours, elle demeura indifférente à ce qui se passait autour d'elle, ses beaux yeux que la moindre émotion faisait autrefois agrandir et briller, allaient d'un objet à l'autre, d'un visage à l'autre, comme si le monde extérieur n'existait plus pour eux, tournés qu'ils étaient vers des visions intérieures dans lesquelles elle se complaisait avec un morne acharnement.

Elle eut un accès de fièvre qui dura plusieurs jours. Lorsque la fièvre fut passée et malgré sa faiblesse elle fut prise d'une sorte de maladie du travail. Rien ne la rebutait, elle lavait, soignait les enfants, faisait de longues courses à la recherche d'une poignée de riz. Parfois elle restait des heures entières penchée sur un livre de géographie. De carte en carte, elle apprenait son pays mais souvent encore un visage d'homme apparaissait au milieu des taches multicolores.

Un jour qu'elle traînait dans la cour, chaussée de vieilles espadrilles et coiffée d'un casque qui avait perdu ses rebords, Mame Sofi l'interpella :

— Hé, qu'est-ce que tu cherches, Mad'mizelle ?

— Tante, je regarde s'il y a encore de l'eau.

— Tu ne vas pas me dire que tu vas aller au puits comme les hommes ?

— Pourquoi pas ?

Sous le regard amusé des femmes qui ne lui épargnèrent ni plaisanteries ni quolibets, elle partit poussant devant elle une barrique.

Lorsqu'elle revint plusieurs heures plus tard, elle était méconnaissable. Les traits tirés, les vêtements collés au corps par la sueur, elle avait perdu ses espadrilles et son casque. Ramatoulaye alla à sa rencontre pour l'aider.

— Non, tante, je suis arrivée jusqu'ici, je finirai le chemin ! et s'arc-boutant des pieds dans le sable, elle poussa le gros fût jusque dans la cour.

— Je recommencerai demain, dit-elle.

— Je viendrai avec toi, murmura l'aveugle.

Ainsi, jour après jour, accompagnée de Maïmouna et de la petite Anta, elle poussa sa barrique, la remplit au puits et la ramena à la maison. On l'appelait toujours « Mad'mizelle », mais on mettait dans le mot de l'admiration et de l'affection. Un matin que l'on cherchait du papier pour allumer le feu, elle alla prendre ses cahiers, sauf un qu'elle enfermait soigneusement et sur lequel, la nuit tombée, seule sous la lueur d'une bougie, elle écrivait un poème qui était un peu comme le chant de mort de sa jeunesse.

•
••

Après avoir quitté le bateau à Saint-Louis le jour même où des grévistes avaient déboulonné trois cents mètres de rails, Bakayoko prit la brousse. Il n'était pour rien dans ce sabotage, mais, étant donné sa réputation, il ne voulait prendre aucun risque. On mit à sa disposition des pirogues qui se relayaient et sur lesquelles il remonta d'abord le Sénégal puis le Bakoy. A la hauteur de Kati, il abandonna les pagayeurs et de sentiers en chemins, s'enfonça vers le Soudan.

C'était l'heure de la pause. Il planta son bâton en terre et le coiffa de son chapeau puis, ayant enlevé son boubou, il s'allongea à l'ombre d'un baobab. Il tira un papier de sa poche. C'était une lettre de Lahbib qui lui avait été remise à la descente du bateau. Il voulut la relire.

« Frère de lait,

« Je pense que tu as dû avoir par Alioune la nouvelle de la mort de Doudou. Il y a eu beaucoup de monde à son enterrement. Je pensais bien que tu ne serais pas là. Tu voulais savoir ce qui est arrivé à Aziz, le Syrien ? Les gardes sont venus et l'ont expulsé. Son père était malade, sa femme pleurait. Ce n'était pas un beau spectacle. J'avais un peu honte, et toi ?

« Le retour des marcheuses a été bien accueilli, mais les hommes ont du mal à les dompter. Moi-même au début, elles venaient m'assaillir comme des lionnes, elles voulaient tout commander ! Enfin, tout est rentré dans l'ordre, les enfants ne sont pas encore revenus et tous les jours elles vont au lac. Mais à l'avenir il faudra compter avec elles.

« La mort de Samba N'Dolougou m'a énormément peiné. Celle de Penda aussi. C'était une brave fille. Je sais que tu la connaissais mieux que moi. J'ignore ce qu'on pourra faire pour elle, ce sera à toi de décider.

« Et maintenant, rentre. Bakary m'a dit l'autre jour que tu n'avais pas de cœur. Parfois, je pense comme lui. Peut-être faut-il des hommes comme toi. Et puis c'est difficile de combattre sans avoir la haine de son ennemi. Comme j'ai du temps pour lire, essaye de m'apporter des livres, des romans pas trop sensibles mais pas trop durs, et surtout des livres qui parlent de la vie des hommes des autres pays.

« Ta famille aussi a bien besoin de toi, alors rentre vite.

« *Sidiame dome n'deye* (1) !

« Lahbib. »

Bakayoko, étendu sous son arbre, se sentit seul. L'image de Penda lui apparut. Il aurait pu prendre Penda comme deuxième épouse. Il se demandait quelle était exactement la nature des liens qui l'avaient uni à cette femme. Peut-être avait-elle été, comme lui, une voyageuse qui allait de gare en gare ? Un chose était sûr, ce qu'il lui avait donné venait du meilleur de lui-même.

Un bruit léger dans un buisson le fit sursauter. Il se leva et prit son bâton. Debout, il vit à quelques mètres de là un épervier qui venait de s'abattre sur un rat.

— Con, tu m'as fait peur ! dit-il en riant.

Il se retourna et vit qu'en se dressant il avait fait tomber son tabac que le vent, sifflant à ras du sol, éparpillait dans les herbes.

— Si je ne fume pas, je vais crever ! dit-il encore. Puis il ajouta : — Je dois bientôt être arrivé, non ?

L'oiseau seul lui répondit en battant des ailes pour emporter sa proie dans le ciel matinal.

---

(1) En paix, frère de lait !

(A suivre)

Copyright Presses de la Cité.

la répression ? Pas de quoi en faire un fromage

Le 26 avril, c'est la Saint-Marcellin

ne croyez surtout pas qu'il en sera plus coulant.

Télé 7 jours (4-4-70)

Ne vous fiez pas à l'uniforme

Ne vous fiez pas à l'uniforme.
On peut être gendarme et n'être pas moins homme. Surtout lorsqu'il s'agit de savourer un bon camembert Bridel.
Regardez-les.
Ils respirent la joie de vivre, ces braves... Bridel leur met l'âme en fête ! Et c'est normal.
Bridel fait du bon beurre, Bridel fait du bon camembert. Un camembert à la belle pâte crémeuse et pleine de sève... Un camembert à la saveur fine et vigoureuse... Un vrai camembert de tradition, au délicieux accent de terroir...
Goûtez, vous aussi le camembert Bridel.
Vous verrez : c'est un vrai retour aux sources !
Et n'oubliez pas que Bridel vous permet en plus de gagner du bon beurre Bridel ou un camembert Bridel gratuit.

bridel

— Le doigt sur la gazette —

«Marx est mort» de J.-M. Benoist

Dans « La Quinzaine Littéraire » du 1er au 15 avril 1970

La « Quinzaine Littéraire », du 1er au 15 avril publie, sous la plume d'Annie Kriegel, une critique du livre d'un certain Jean-Marie Benoist, intitulé « Marx est mort ». Voici quelques extraits : de ce faire-part :

« Le recours à ce supplément du sujet transcendantal, les masses ou le prolétariat, universal scolastique travaillant sous la bannière du principe logico-métaphysique de l'identité, commande une conception unitaire du temps, comme variance de la présence en ses deux modes de diachronie et de synchronie, distinction qu'on a voulu mobiliser pour sauver la conception marxiste de l'histoire qui demeure sinon unitaire, du moins unifiable, c'est-à-dire toujours logée chez Aristote et Platon et à travers eux chez Parménide ».

....

« Telle Eurydice [la coupure] se dérobe si l'on tente de porter sur elle le regard. L'aveu que toute l'écriture de Marx est obligée de faire malgré qu'elle en ait, de son appartenance à l'espace d'une métaphysique-ontologie de la présence, rature la coupure, biffe cet espace vide que la sagacité du meilleur des exégètes de Marx avait su pratiquer ».

....

Commentant cette prose limpide, Annie Kriegel explique :

« De cette insertion de Marx dans la tradition métaphysique de la philosophie occidentale, Benoist fournit des preuves fort troublantes à partir de cette expression marxiste classique : « Ce sont les masses qui font l'histoire », plus encore à propos de la « notion hautement métaphysique » de *conscience* dans cette autre expression, marxiste classique de la « prise de conscience de classe », et surtout enfin quant au rapport du prolétariat à la notion de classe sociale, *« rapport dans lequel joue une relation métaphysique analogue à la relation substance/attribut et mode chez Spinoza, l'essence de la classe sociale se modalisant d'abord en classe bourgeoise, puis en « classe » prolétarienne, et, par la révolution, le rapport s'inversant, la substance sujet-substrat devenant support caché de ce qu'Aristote nomme* ousia kata sumbebêkos, *c'est-à-dire substance par accident, c'est-à-dire propre, sorte de metaxu, de métastable, d'entre-deux, pris entre la catégorie d'essence et celle d'accident, mais définie encore métaphysiquement ».*

Et Kriegel termine aussi :

« Ce n'est pas le lieu de se prononcer ici sur la validité de cette conclusion : le renfournement de Marx dans *l'épistemé* du XIXe siècle, pour employer la terminologie foucaldienne, ne se décrète pas, c'est, ce doit être encore un objet d'étude pour laquelle il faut attendre beaucoup de Jean-Marie Benoist : sa compétence faite de savoir, de vigueur et du sens des zones nodales nous permet de penser qu'un philosophe nous est né. »

Ouf !....

« Marx est mort »... sans doute à la lecture de Benoist.

une mise en page éloquente

Le Berry Républicain du 28-3-70)

L'ÉVOLUTION DES PRIX EST JUGÉE SATISFAISANTE

Mais la reprise de la consommation prévue entre Pâques et les vacances d'été oblige à être vigilant

"FUMISTERIE"

Ce n'est pas nous qui le disons... « Berry Républicain »

Cinéma

HOA BINH

de Raoul Coutard

LE VIETNAM, cette partie de la terre où les armes ne se sont pas tues depuis près de 40 ans, est le cadre choisi par Raoul Coutard pour nous montrer le visage inhumain de toute guerre.

Coutard a délibérément exclu de son film tout parti-pris politique, renvoyant dos à dos les combattants Vietcongs et américains. S'il nous révèle, dès les premières images, la disproportion entre l'énorme machine de guerre américaine et les combattants vietnamiens, il se refuse à trancher en faveur de l'un ou l'autre camp pour s'attacher à décrire la situation de la population civile.

Cette volonté de prétendue objectivité se traduit dans la conception même du film. Coutard choisit de nous montrer la guerre telle que la voit et la vit un enfant.

Un jeune garçon, dont le père part combattre dans les maquis vietcongs et dont la mère meurt d'une maladie incurable, se retrouve seul avec la charge de sa petite sœur. Nous errons avec lui dans les rues de Saigon, dans la campagne environnante et c'est avec ses yeux que nous découvrons l'horreur quotidienne, les exécutions sommaires, la misère, les profiteurs de guerre petits ou grands, l'égoïsme, la lassitude et une sorte de résignation accablée face à une guerre interminable et sanglante.

Pourquoi cette guerre ? De quel côté est le juste droit ? Ce ne sont pas des questions posées. La guerre est un fait, brutal, partout présent, mais anonyme.

La presse de tout bord, gauche bien-pensante y compris, a célébré l'humanisme pacifique de ce film de « l'innocence ». Mais si les innocents souffrent et meurent, c'est précisément parce qu'il y a des responsables. L'enfant d'Hoa Binh, devenu adolescent, devra choisir son camp, lui, si la guerre que les USA font aux Vietnamiens continue alors. Cela Coutard le sait et il le tait. Ce n'est pas de l'objectivité.

Les hommes ne se font pas la guerre par goût des larmes et du sang. Et l'horreur n'a jamais empêché la guerre. « La guerre, disait Clausewitz, est la continuation de la politique par d'autres moyens ». On ne peut parler de guerre sans parler de politique. Et c'est pourquoi plaider la cause de la paix (quelle paix ? Les Vietnamiens se battent précisément parce que la mort les armes à la main leur paraît préférable à la paix des Diem et des Ky) en montrant seulement l'horreur de la guerre, n'a jamais suffi et ne suffira jamais.

Il n'est pas possible de faire un tableau convaincant et véridique de la guerre et de celle du Vietnam en particulier, sans expliquer qui sont les adversaires, quelles sont les raisons du conflit, par qui est dirigé le massacre, quels sont les intérêts qui s'affrontent, etc.

Aussi, malgré toutes les qualités de sa réalisation, « Hoa Binh » reste borné dans des limites étroites et artificielles qui lui enlèvent toute portée réelle.

Lucienne Plain

— Le doigt sur la gazette —

l'émulation internationaliste :

Quel est le meilleur policier du monde ?

le polonais ou le japonais ?

Cette charmante jeune femme est « agent de la circulation » à Varsovie. Elle se nomme Elisabeth Bek et a été invitée à Osaka, au Japon, pour l'Expo 70 où elle participera à un concours des meilleurs policiers. Elle sera d'ailleurs la seule Européenne à défendre le prestige de l'Europe dans cette compétition.

(« Paris-Jour » du 11 mars 1970)

Le Berry Républicain du 21-2-70

Manifestation culturelle à St-Amand

Dans le cadre des manifestations

Une soirée LÉNINE

Dans le cadre eds manifestations prévues dans toute la France pour célébrer le centième anniversaire de la naissance de LENINE, la Section de Saint-Amand du Parti Communiste Français organise le lundi 23 Mars à 20 h. 30, Salle du Cinéma «Le Moderne» une soirée cinématographique avec au programme :

LA MER

film en couleur, parlant français, tiré du célèbre roman de Maxime GORKI.

et MOSCOU 1917

documentaire parlant français

Les cartes d'invitation pour cette soirée peuvent être retirées :

à la Permanence du P.C.F. à Saint-Amand, 71, rue du Docteur Coulon.

Voilà qui va faire des vagues dans la Fédération du Cher du P.C.F.

Champion toute catégorie Berry Républicain

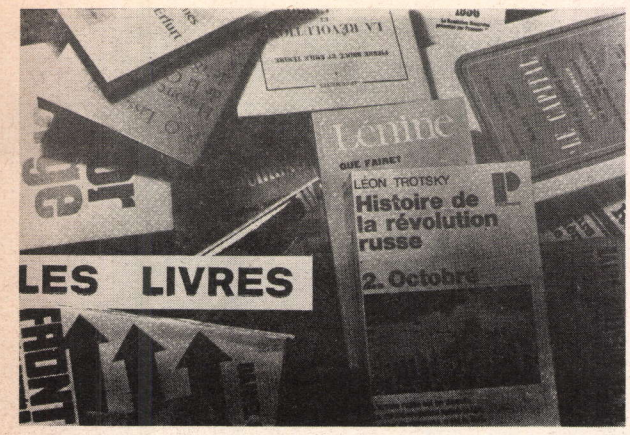
une très mauvaise pa... qui reste sur 4 défa... championnat aura fort à fa... en recevant Angers. Les Ange...

Les Stéphanois craignent Marcellin comme la peste. Dans un bon jour, il peut faire basculer le match en faveur de Nîmes. (Universal)

Les demi-finales d...

Le ... sort des dem... nales des matches con...

Ils ont raison. Dans un moment de colère, il peut les envoyer tous au ballon !



chez François Maspéro

les travailleurs immigrés en France

par Bernard Granotier

Il y a actuellement plus de trois millions d'immigrés en France. D'où viennent-ils ? Dans quels emplois sont-ils le plus souvent occupés ? A quels problèmes économiques, sociaux et psychologiques, se trouvent-ils confrontés ? Quels sont leurs modes de vie ? Quelles sont les réactions de la population française à leur égard ? Quelle est l'attitude des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière française devant ce phénomène ? Voilà des questions qui ne manquent pas d'intérêt, et c'est à celles-là, et à beaucoup d'autres encore que tente de répondre le livre de Bernard Granotier.

Cela suffit à donner beaucoup d'intérêt à cet ouvrage, qui ne manque pourtant pas de défauts, dont le moindre ne réside d'ailleurs pas dans sa conception même. Le livre de Bernard Granotier, on nous en avertit d'ailleurs charitablement en préambule, est en effet le résultat d'une thèse universitaire de troisième cycle. Bien que les sympathies gauchistes de l'auteur soient évidentes, ce n'est donc pas le révolutionnaire qui parle (sauf dans la conclusion, manifestement surajoutée à la thèse originale), mais le sociologue, avec tout ce que cela signifie (loin d'être une garantie supplémentaire d'objectivité) de faussement scientifique dans le contexte actuel.

La dissection statistique ne saurait en effet suffire à donner une image exacte de la réalité sociale, même si son rôle est d'une utilité évidente. Et les universitaires — même nourris des meilleures intentions — qui essaient de décrire la réalité ouvrière de l'extérieur, en s'aidant des quelques faits dont ils ont eu connaissance, et sans être capables de replacer ceux-ci dans une conception d'ensemble du problème, évitent rarement de dire des bêtises, et de tirer de leur étude des conclusions souvent abusives.

Il y a quelques années, l'un d'entre eux s'était fait un nom grâce à une brillante analyse de la disparition du port de la casquette chez les travailleurs, analyse qui l'avait pratiquement amené à conclure que c'était la classe ouvrière elle-même qui était en train de disparaître.

Bernard Granotier ne va pas si loin. Et s'il pêche, c'est d'ailleurs plutôt par excès contraire, en voulant à tout prix illustrer la discrimination — par ailleurs bien réelle — dont sont victimes les travailleurs immigrés.

Il écrit par exemple : « ... les immigrés sont privés de droits politiques et licenciés à la moindre tentative d'organiser une riposte. Un Marocain me citait le cas typique d'un de ses compatriotes employé dans une usine de Bezons, et renvoyé pour avoir tenté de mettre sur pied une section syndicale C.G.T. ». L'exemple est sans doute vrai, et il est en tout cas tout à fait vraisemblable. Il est par ailleurs certain que bien des patrons ne se gênent pas pour limiter leur propre législation, et cela avec les immigrés moins que quiconque. Mais ce genre de pratique n'est précisément pas limité aux seuls travailleurs immigrés. Et si en plus de ses études statistiques Bernard Granotier avait fréquenté plus d'**un** travailleur (marocain ou autre), il aurait sans doute su qu'il s'agissait là d'une situation relativement fréquente dans ce pays.

Il faut bien voir, par ailleurs, que la lutte des classes est un phénomène bien trop complexe pour pouvoir être mis en équations mathématiques. Vouloir démontrer, comme le fait Bernard Granotier, que les travailleurs immigrés rentrent pour une part plus importante que les ouvriers français, proportionnellement à leur nombre, dans le processus de formation de la plus-value, quel sens cela a-t-il ?

Par rapport à l'ensemble des travailleurs français (chez lesquels le pourcentage d'improductifs est considérablement plus important), cela est incontestablement vrai, sans même qu'il soit besoin de recourir au calcul. Par rapport aux ouvriers français proprement dit, cela est impossible à établir, et c'est surtout un faux problème.

En effet, les balayeurs de rues ou les éboueurs maliens ou sénégalais constituent sans nul doute les catégories les plus exploitées parmi les immigrés eux-mêmes. Et cela, sans qu'ils produisent le moindre grain de plus-value. On ne peut pas oublier, en effet, que la classe ouvrière et son exploitation est une, et de ce point de vue, dresser une barrière entre travailleurs directement productifs, et travailleurs improductifs (parce que cela revient à ça, est un parfait non-sens).

D'autre part, le sociologue Bernard Granotier se sent obligé de discuter toutes les conceptions, toutes les théories, même les plus aberrantes, à partir du moment où elles ont été émises par d'autres sociologues diplômés, et il est certain que cela ne contribue nullement à alléger la lecture de son ouvrage.

Enfin, les statistiques sur lesquelles il s'appuie (et cela, il n'y est pour rien, d'autant plus que ce sont pratiquement les seules qui existent) sont souvent discutables, et il le reconnaît lui-même.

Par exemple, les statistiques officielles oublient purement et simplement certaines catégories d'immigrés, notamment les Antillais ou les Réunionais, considérés comme travailleurs « français ». Et il en est de même en ce qui concerne les travailleurs maliens, sénégalais ou mauritaniens, dont l'entrée et l'embauche ne sont soumis, officiellement, à aucun contrôle, et qui échappent donc aux investigations des services de statistiques.

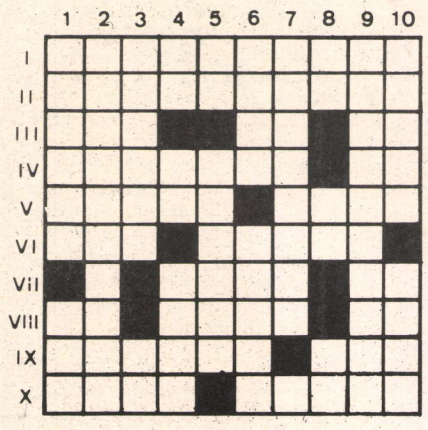
D'autre part, les chiffres qui vailleurs immigrés qui sont dans tent évidemment que sur les tranous sont ainsi donnés ne porune situation régulière aux yeux de la loi française, et ils ne tiennent donc pas compte des nombreux « clandestins ».

Enfin, ce que les révolutionnaires et les bourgeois désirent savoir, ce n'est pas forcément la même chose, et il est parfois bien difficile de trouver la réponse aux questions que nous nous posons dans les enquêtes de l'INSEE, et par voie de conséquence dans le livre de Bernard Granotier (on chercherait ainsi vainement à savoir, par exemple, quel est le pourcentage de travailleurs immigrés par couche de la classe ouvrière française : ouvriers qualifiés, OS, manœuvres, etc.).

Mais cela dit, dans l'état actuel des choses, le livre de Bernard Granotier reste cependant l'une des meilleures sources de renseignements dont nous disposons, et il constitue à ce titre, maigré ses limites, un outil de travail précieux.

François DUBURG.

MOTS CROISÉS



Horizontalement. — I. A une certaine classe. — II. La terre en fait une tous les jours. — III. Préfixe - Fait le joint - Note. — IV. Tire-bouchonnée - Divinité. — V. Donné en hommage - Viens au monde. — VI. Divinité nordique - Inscrivis. — VII. Prénom - Possessif. — VIII. Note - Diane de Poitiers y logea - Réunion (abréviation). — IX. Indispensable en musique - N'admet pas. — X. Bêtes à manger du foin - A son droit.

Verticalement. — 1. Se vend tous les jours à Moscou - L'amie des bêtes. — 2. Méthode de gouvernement. — 3. En forme d'œuf - Note. — 4. Saint - En tête de livre - Quittent le navire les premiers. — 5. Article étranger - A fait reculer d'effroi le Conseil municipal de Paris. — 6. Assassinée - Enlevées. — 7. Une occasion pour faire la bombe. — 8. Deux romain - Petit fleuve - Conjonction. — 9. Passait à gauche. — 10. Greffes - A beaucoup de lustres.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	i	s	r	a	e	l	■	c	a	s
II	n	o	u	r	r	i	r	o	n	t
III	t	u	b	e	■	g	e	n	e	r
IV	e	t	e	n	d	u	■	t	s	e
V	r	e	n	e	■	a	a	r	■	s
VI	c	r	s	■	p	i	l	a	t	e
VII	e	r	■	i	n	t	e	r	i	m
VIII	p	a	u	s	e	■	r	i	g	a
IX	t	i	s	s	u	■	t	a	r	n
X	e	n	■	u	s	e	e	■	e	n

CHEZ CITROËN :

les élections de délégués

DANS le dernier numéro de « Lutte Ouvrière » nous avons brièvement commenté les résultats des élections de délégués du personnel chez Citroën. Il faut y revenir pour tenter d'en dégager quelques renseignements.

(pour chaque syndicat le chiffre indiqué

Voici tout d'abord les résultats globaux (pour chque syndicat le chiffre indiqué est la moyenne **obtenue par la liste).**

USINE	Exprimés		C.G.T.		+ ou —	C.F.D.T.		+ ou —	F.O.		+ ou —	S.N.I.S.C.		+ ou —
	69	70	69	70		69	70		69	70		69	70	
Levallois	3.138	3.025	1.522	1.365	— 157	401	227	— 174	0	109	+ 109	1.201	1.315	+ 114
Ivry ..... (en démolition)	982	242	712	179		98	0		0	0		171	63	
Clichy ..... St-Ouen-Epinette	2.626	2.768	1.321	1.428	+ 107	227	214	— 7	260	173	— 97	765	916	+ 151
Asnières-Gennevill. ..	1.168	1.180	633	595	— 38	118	115	— 3	0	0	0	406	467	+ 61
St-Denis-Aubervilliers .	1.346	1.340	643	509	— 132	116	104	— 8	0	0	0	585	719	+ 134
Nanterre	808	767	484	429	— 55	0	0	0	0	0	0	324	335	+ 9
15e	1.487	1.380	862	693	— 169	0	0	0	0	0	0	593	683	+ 90
	8.538	8.634	4.407	4.428	— 239	894	856	— 38	0	351	+ 351	2.877	2.920	+ 43

DES LICENCIEMENTS PERPETUELS

A la vue de ce tableau, on s'aperçoit que la CFDT et la CGT perdent partout des voix (sauf, pour cette dernière à Clichy) et, qu'à l'opposé, les indépendants (SNISC-CFT) progressent dans tous les centres. Si une partie de cette progression se fait sans doute aux dépens de la CGT et de la CFDT il faut aussi noter que partout les voix gagnées par les indépendants sont inférieures à celles perdues par la CGT et la CFDT. Cela s'explique du fait que dans la plupart des usines, l'effectif a baissé (passant de 27.000 à 25.000 en un an dans la région parisienne) et qu'un grand nombre de ceux qui sont partis étaient des militants, des sympathisants de la CGT ou de la CFDT ou même simplement des ouvriers jugés trop combatifs. Car Bercot, patron de combat, est passé maître dans l'art de licencier ou de faire rendre leur compte aux éléments « récalcitrants ».

QUI VOTE POUR LE S.N.I.S.C. ?

Dans une usine où plus de la moitié des travailleurs est composée d'immigrés (infiniment plus vulnérables que les travailleurs français), où toute la maîtrise et l'encadrement sont membres actifs du syndicat indépendant, un syndicat jaune (qui, comme nous l'indiquons par ailleurs, n'a aucun scrupule pour faire jouer tous les chantages et toutes les pressions) n'a pas grand mal à recueillir quelques milliers de voix. Mais à ce propos, plusieurs remarques s'imposent. Beaucoup de travailleurs de l'usine, et pas seulement des immigrés, ont tendance à mettre dans le même sac tous les syndicats, aussi bien la CGT, que la CFDT, que le SNISC ou que FO. Cela est d'autant plus fréquent sur les chaînes que certains travailleurs *n'ont jamais vu un seul délégué CGT ou CFDT venir les voir.* Cette situation est encore aggravée par l'attitude de la CGT qui, ayant en main la cantine, s'est vue contrainte d'augmenter le prix des repas (en faisant payer le pain jusqu'alors gratuit) offrant ainsi aux indépendants le prétexte rêvé pour se faire présenter comme de farouches défenseurs des travailleurs... en attaquant la CGT. Et le mécontentement provoqué par l'augmentation a incontestablement servi le SNISC.

Malgré cette carence syndicale, malgré les pressions de toutes sortes, il est remarquable de constater que sur les chaînes, où pratiquement tous les travailleurs sont des immigrés, plus de 45 % des voix se sont portées sur la CGT et la CFDT. Voici quelques exemples significatifs de ces votes :

	Bureaux où votent principalement des O.S.		Bureaux où votent principalem des professionnels	
	Peinture	Ferrage	Outillage Central Javel	Outillage Grenelle
CGT ...	87	75	198	169
CFDT .	25	13	55	21
FO ...	11	8	7	6
SNISC .	128	93	58	74

Comme on peut le voir, si la CGT et la CFDT obtiennent généralement plus de 60 % des voix dans les Outillages, la proportion de travailleurs qui votent pour ces deux syndicats est loin d'être négligeable sur les chaînes.

Mais jusqu'à présent les syndicats ouvriers se sont montrés complètement incapables de les organiser. Mieux, ils semblent s'en désintéresser complètement hors des périodes électorales, prêtant plus d'attention aux week-end de neige ou à la gestion des œuvres sociales du C.E.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le syndicat indépendant, puissamment aidé par la direction, continue, bon an mal an, sa progression laborieuse. Et si la CGT et la CFDT persistent dans la même carence, il n'y a aucune raison de voir cette progression « jaune » s'arrêter.

Correspondant L.O.

truquages et chantages en tous genres

POUR atteindre ses buts, Bercot, le patron de chez Citroën n'hésite jamais, ni à violer la légalité (refus de reconnaître un C.E. par usine dans la région parisienne, refus de créer des Comités Hygiène et Sécurité), ni à manœuvrer pour tourner la loi, en exerçant des pressions et des brimades sur les militants syndicaux pour les empêcher d'exercer leur mandat.

Ainsi les fraudes et les truquages sont-ils monnaie courante chez Citroën, et toutes ces manœuvres sont grandement facilitées par le fait que plus de 60 % des travailleurs du 15e sont des émigrés, Espagnols, Portugais, Algériens, Yougoslaves ou turcs qui ne parlent pas ou peu français et qui, par conséquent, sont à la merci du premier interprète venu. Or à Citroën, les interprètes sont notoirement à la solde de Bercot. (C'est ainsi que récemment, un Portugais a signé, en présence de l'interprète, sa lettre de démission croyant qu'il s'agissait d'une feuille de maladie). Quant aux chantages à la carte du travail, ils sont fréquents. Les travailleurs émigrés reçoivent à l'embauche, non seulement leur carte de service, mais aussi leur carte du SNISC (Syndicat national indépendant des salariés Citroën.)

Et toutes ces pressions redoublent bien entendu à l'approche des élections de délégués.

Jusqu'en mai 68, la tactique de la direction était d'empêcher les ouvriers d'aller voter au 1er tour, pour que le quorum ne soit pas atteint et que des candidats « libres » puissent se présenter au 2e tour. A ce moment, maîtrise et chiourme passaient dans les ateliers et sur les chaînes pour faire voter « libre » et au besoin mettre dans la main de chacun le « bon » bulletin de vote.

Mais depuis cette date, si le but est le même, éliminer la CGT et la CFDT, la tactique est quelque peu différente. En effet, il existe maintenant un syndicat ouvertement patronal affilié à la CFT : le SNISC.

Il s'agit donc pour Bercot et sa chiourme d'exercer le maximum de pressions pour que les ouvriers votent pour le syndicat maison, et au besoin, d'aider quelque peu les choses.

Dès avant le vote, la direction avait placé ses pions. Elle mutait à l'usine de Grenelle un grand nombre de régleurs indépendants qui par leur position de responsables pouvaient « influencer » chacun une vingtaine de travailleurs.

Sur les chaînes, la semaine précédant les élections, de petits groupes composés d'agents de secteur et de chefs d'équipe, venaient « discuter » avec les ouvriers tandis que les Fenwiks déchargeaient les tracts indépendants par centaines sur les allées et que les chassis des voitures étaient garnis de la même littérature.

Ainsi, la « propagande maison» était bien organisée, tout était utilisé à cette fin, y compris les arbres de la rue Balard transformés pour l'occasion en sapins de Noël avec les tracts bleus indépendants accrochés à leurs branches.

Mais l'activité fébrile de la chiourme et des indépendants ne s'arrêtait pas là. Dans la mesure du possible, ils essayèrent d'empêcher la propagande CGT ou CFDT. C'est ainsi que des commandos fascistes, parmi lesquels on reconnaissait, entre autres, des « interprètes » Citroën, agressaient des colleurs d'affiches CGT tandis que les gardiens remplaçaient, comme à l'usine de la rue du Théâtre, le G de « Votez CGT » par le F de la CFT.

Quant à l'organisation du vote, elle laissait aussi largement la place aux manœuvres et aux pressions en tous genres.

Si les années précédentes, il suffisait de présenter sa carte de service pour être admis à voter, cette année, il fallait montrer un papier spécial (semblable à l'en-tête des bulletins de paye) remis le jour même individuellement, par l'agent de secteur. Ainsi, lors de ces rencontres individuelles, la chiourme avait tout loisir pour adresser ses dernières recommandations.

Dans certains bureaux de vote, comme au 118 piste Tuyauterie Hydraulique, il n'y avait plus de bulletins CGT à 15 heures alors que le vote se terminait à 16 h 30. Au bureau Selleries des bulletins CGT titulaires étaient mélangés avec des bulletins suppléants, ce qui annulait le vote de ceux qui se trompaient. Au 113, à la Peinture, des représentants de la direction distribuaient dans le bureau de vote des bulletins indépendants.

Quant aux interprètes, ils n'ont pas chômé non plus. Aux Thermiques à Grenelle par exemple, c'est en compagnie de 5 ou 6 travailleurs émigrés, dans le même isoloir que les délégués CGT et CFDT ont trouvé l'interprète du coin. Il donnait là les derniers conseils.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions qu'après avoir déployé de tels « efforts », le SNISC ait été quelque peu déçu de n'avoir gagné que 43 voix sur 1969.

Correspondant L.O.